

Gelet op de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat, artikelen 121 tot 124;

Gelet op de wet van 19 december 2013 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2014;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 april 1965 tot vaststelling van de datum van het inwerkingtreden van de wet van 8 juli 1964 betreffende de dringende geneeskundige hulpverlening en tot bepaling van de risico's die gedekt zijn door de verzekeringsondernemingen die de vereniging zonder winstoogmerk "Fonds voor dringende geneeskundige hulpverlening" vormen;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 mei 1965 betreffende het Fonds voor dringende geneeskundige hulpverlening;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 mei 1965 houdende vaststelling van de regels voor de tussenkomst van het Fonds voor dringende geneeskundige hulpverlening, ter voldoening aan de wet van 8 juli 1964 betreffende de dringende geneeskundige hulpverlening;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1965 houdende organisatie van de financiële Staatstussenkomst voor de werking van het Fonds voor dringende geneeskundige hulpverlening;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole, artikelen 14 en 22 ;

Gelet op de aanvraag van het Fonds voor dringende geneeskundige hulpverlening, van 5 mei 2014;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 3 juni 2014;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Een bedrag van 479.000 euro aan te rekenen ten laste van het krediet ingeschreven op artikel 52.21.4140.01 van de begroting van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, voor het begrotingsjaar 2014, zal op het krediet van het Fonds voor dringende geneeskundige hulpverlening, bankrekeningnummer BE87 679-0208838-94 te Brussel, gestort worden. Ondernemingsnummer 0409.600.514.

Art. 2. Dit bedrag dient verantwoord te worden door het voorleggen van een jaarlijkse afrekening.

Art. 3. De minister bevoegd voor Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 juni 2014.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

Vu la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral, les articles 121 à 124;

Vu la loi du 19 décembre 2013 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2014;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} avril 1965, fixant la date d'entrée en vigueur de la loi du 8 juillet 1964 relative à l'aide médicale urgente et déterminant les risques dont la couverture est pratiquée par les entreprises d'assurance constituant l'association sans but lucratif "Fonds d'aide médicale urgente";

Vu l'arrêté royal du 7 mai 1965, relatif au Fonds d'aide médicale urgente;

Vu l'arrêté royal du 22 mai 1965 déterminant les modalités de l'intervention du Fonds d'aide médicale urgente, en exécution de la loi du 8 juillet 1964 relative à l'aide médicale urgente;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1965 portant organisation de l'intervention financière de l'Etat dans le fonctionnement du Fonds d'aide médicale urgente;

Vu l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire, les articles 14 et 22;

Vu la demande du Fonds d'aide médicale urgente en date du 5 mai 2014;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 3 juin 2014;

Sur la proposition de la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Une somme de 479.000 euros à imputer à charge du crédit inscrit à l'article 52.21.4140.01 du budget du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, pour l'année budgétaire 2014, sera versée au crédit du Fonds d'aide médicale urgente, numéro de compte en banque BE87 679-0208838-94 à Bruxelles. Numéro d'entreprise 0409.600.514.

Art. 2. Ce montant doit être justifié par la présentation d'un décompte annuel.

Art. 3. Le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 juin 2014.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
Mme L. ONKELINX

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2014/204453]

Extrait de l'arrêt n° 97/2014 du 30 juin 2014

Numéros du rôle : 5538 et 5539

En cause : les recours en annulation des articles 6, § 1^{er}, 4^o, 7, alinéa 2, et 8, §§ 2 et 3 (partiellement ou totalement), du décret de la Communauté flamande du 20 avril 2012 portant organisation de l'accueil de bébés et de bambins, introduits par le président du Parlement de la Communauté française et par la présidente de l'Assemblée de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents J. Spreutels et A. Alen, des juges E. De Groot, L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût et T. Giet, et, conformément à l'article 60bis de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, du président émérite M. Bossuyt, assistée du greffier F. Meersschaut, présidée par le président J. Spreutels,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet des recours et procédure*

a. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 13 décembre 2012 et parvenue au greffe le 14 décembre 2012, un recours en annulation des articles 6, § 1^{er}, 4^o, 7, alinéa 2, et 8, §§ 2 et 3, 2^o, du décret de la Communauté flamande du 20 avril 2012 portant organisation de l'accueil de bébés et de bambins (publié au *Moniteur belge* du 15 juin 2012) a été introduit par le président du Parlement de la Communauté française, assisté et représenté par Me F. Tulkens et Me N. Bonbled, avocats au barreau de Bruxelles.

b. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 13 décembre 2012 et parvenue au greffe le 14 décembre 2012, un recours en annulation des articles 6, § 1^{er}, 4^o, 7, alinéa 2, et 8, §§ 2 et 3, du même décret a été introduit par la présidente de l'Assemblée de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale, assistée et représentée par Me J. Sohier, avocat au barreau de Bruxelles.

Ces affaires, inscrites sous les numéros 5538 et 5539 du rôle de la Cour, ont été jointes.

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant au décret de la Communauté flamande du 20 avril 2012 portant organisation de l'accueil de bébés et de bambins

B.1.1. Le décret de la Communauté flamande du 20 avril 2012 portant organisation de l'accueil de bébés et de bambins (ci-après : le décret du 20 avril 2012) a pour objet de fixer le cadre décretaal relatif à l'organisation de l'accueil des enfants en âge préscolaire « à titre de complément à l'éducation de l'enfant au sein de sa famille » (article 3, alinéa 1^{er}, du décret). Il prévoit que, dès son entrée en vigueur, aucune structure d'accueil professionnel d'enfants ne pourra être ouverte sans que l'organisateur ait obtenu au préalable une autorisation délivrée par l'agence autonome « Kind en Gezin » (article 4) et il fixe les conditions auxquelles cette autorisation est accordée (article 6). Le décret organise également le subventionnement des structures d'accueil en différents paliers. Les structures d'accueil agréées qui satisfont à certaines conditions peuvent demander et obtenir une subvention de base (article 7), ainsi que, si elles répondent à des conditions supplémentaires, des subventions complémentaires (articles 8, 9 et 10). Le décret prévoit encore la surveillance des structures d'accueil (articles 15, 16 et 17) et les mesures qui peuvent être prises à l'égard des structures d'accueil qui ne respectent pas les dispositions décretales ou réglementaires qui seront en vigueur.

L'accueil d'enfants, à titre de profession et moyennant rémunération, soumis à autorisation préalable en vertu du décret du 20 avril 2012, peut prendre trois formes différentes (article 4 du décret). Il s'agit de « l'accueil familial », qui a lieu en dehors du logement familial de l'enfant lorsqu'un maximum de huit enfants peuvent être présents simultanément, de « l'accueil d'un groupe d'enfants », qui a lieu en dehors du logement familial de l'enfant et lorsque neuf enfants au moins peuvent être présents simultanément et de « l'accueil à domicile » lorsque l'accueil est effectué dans le logement familial de l'enfant.

B.1.2. Par l'adoption de ce décret, le législateur décretaal flamand entend « répondre aux besoins d'accueil de tous les enfants et familles, sans distinction, en offrant un nombre suffisant de places d'accueil pour enfants accessibles, financièrement abordables, de qualité et viables, par une législation univoque, transparente, praticable, uniforme et tournée vers l'avenir » (*Doc. parl.*, Parlement flamand, 2011-2012, n^o 1395/5, p. 4).

B.1.3. Il ressort des requêtes et du mémoire en intervention que les moyens sont dirigés contre l'article 6, § 1^{er}, 4^o, l'article 7, alinéa 2, et l'article 8, §§ 2 et 3, du décret attaqué. La Cour examine les moyens en les groupant selon la disposition qu'ils visent.

Quant à l'article 6 du décret du 20 avril 2012

B.2.1. L'article 6 du décret du 20 avril 2012 dispose :

« § 1^{er}. En ce qui concerne son emplacement d'accueil d'enfants, l'organisateur remplit au moins toutes les conditions concernant :

1^o l'infrastructure, au moins l'espace, destinée à l'accueil d'enfants, son équipement et son aménagement;

2^o la sécurité et la salubrité, y compris des prescriptions spécifiques en matière de sécurité incendie pour les emplacements d'accueil d'enfants, sans préjudice de l'application des normes de base fédérales relatives à la sécurité incendie des bâtiments;

3^o l'attitude à l'égard des enfants et des familles, comprenant au moins :

a) le respect de l'intégrité physique et psychique de chaque enfant;

b) la non-discrimination d'enfants et de familles. La présence d'objets ou de signes qui témoignent de discrimination ou qui sont racistes, xénophobes ou illégaux, est interdite lorsque les objets ou signes présents peuvent avoir une influence négative sur les enfants;

c) la politique pédagogique et le soutien pédagogique en vue de la stimulation du développement de chaque enfant aux niveaux physique, cognitif, socio-émotionnel, communicatif, créatif et moral, et en vue de la garantie du bien-être et de la participation de chaque enfant;

d) l'engagement et la participation des familles, y compris l'évaluation périodique de la satisfaction des familles et la communication avec les familles, et y compris l'information de 'Kind en Gezin' sur l'autorisation;

e) le règlement d'ordre intérieur et la convention écrite avec les familles;

4^o les personnes actives dans l'emplacement d'accueil d'enfants, au moins concernant :

a) le responsable, comme sa qualification, formation à suivre et ses connaissances actives de la langue néerlandaise;

b) l'accompagnateur d'enfants, comme sa qualification, formation à suivre, le nombre d'accompagnateurs d'enfants par rapport au nombre d'enfants présents simultanément, et pour au moins un des accompagnateurs d'enfants les connaissances actives de la langue néerlandaise;

5^o la gestion organisationnelle de l'emplacement d'accueil d'enfants, au moins la répartition des responsabilités, la division en groupes de vie, le fonctionnement financier, la politique en matière de qualité et le traitement des plaintes;

6^o la coopération avec 'Kind en Gezin', le guichet local en matière d'accueil d'enfants et l'administration locale.

[...]

§ 5. Le Gouvernement flamand arrête les modalités concernant les paragraphes 1^{er} à 4 inclus, en faisant une distinction entre les conditions de départ et les conditions de fonctionnement.

Le Gouvernement flamand arrête les compétences pour l'accueil d'enfants.

[...]».

B.2.2. L'article 2, alinéa 1^{er}, 4^o à 6^o, précise que « l'organisateur » est « la personne physique ou morale qui organise l'accueil d'enfants », que le « responsable » est « la personne désignée par l'organisateur pour régler quotidiennement le fonctionnement qualitatif de l'emplacement d'accueil d'enfants » et que « l'accompagnateur d'enfants » est « la personne désignée par l'organisateur pour éduquer les enfants, contribuer à leur développement et en prendre soin ».

Dans les petites structures d'accueil d'enfants, les fonctions de responsable et d'accompagnateur d'enfants peuvent être exercées par la même personne.

B.2.3. L'exposé des motifs du projet de décret précise, au sujet de l'exigence de connaissance active du néerlandais dans le chef du responsable :

« En ce qui concerne le responsable, le Gouvernement flamand imposera au minimum des conditions en matière de qualification, de formation à suivre et de connaissance active de la langue néerlandaise.

Le point de départ des conditions en matière de connaissance active du néerlandais pour le responsable de l'accueil d'enfants est de toute façon la liberté linguistique telle qu'elle est garantie par la Constitution (article 30). Les conditions d'autorisation ne toucheront pas à cette liberté linguistique; seules seront applicables des conditions à propos de la connaissance de la langue. La connaissance du néerlandais est nécessaire pour pouvoir atteindre un certain nombre d'objectifs. La connaissance active du néerlandais par le responsable est importante entre autres pour lui permettre de comprendre la réglementation, les directives et les recommandations applicables ainsi que les outils utilisés et de les appliquer sur le terrain. Cette connaissance s'indique en outre en vue de pouvoir communiquer facilement avec les familles néerlandophones. L'accueil d'enfants doit également jouer un rôle actif dans la lutte contre le retard linguistique. Lorsque le responsable doit être remplacé, le remplaçant doit également satisfaire à ces conditions.

La preuve de la connaissance linguistique pourra être apportée par un titre de qualification obtenu en langue néerlandaise ou par un test linguistique (minimum niveau B2, selon le cadre européen commun de référence pour les langues). Le Gouvernement flamand fixe les modalités » (*Doc. parl.*, Parlement flamand, 2011-2012, n° 1395/1, p. 33).

En ce qui concerne les moyens pris de la violation des règles répartitrices de compétences

B.3.1. Le premier moyen dans l'affaire n° 5538 est pris de la violation, par l'article 6, § 1^{er}, 4^o, du décret attaqué, de l'article 129 de la Constitution et, à titre subsidiaire, de l'article 16bis de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. La partie requérante estime qu'en exigeant la connaissance active du néerlandais dans le chef du responsable et d'un des accompagnateurs d'enfants pour l'obtention de l'autorisation d'organiser un accueil d'enfants, le législateur décréte a pris une mesure réglementant l'emploi des langues. Elle fait valoir que les communautés ne sont compétentes pour régler l'emploi des langues que dans certaines matières énumérées par l'article 129 de la Constitution. Elle ajoute que même s'il fallait considérer que la Communauté flamande est compétente pour adopter une réglementation de l'emploi des langues dans les structures d'accueil d'enfants, cette compétence ne pourrait en tout état de cause s'exercer ni sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, ni dans les communes ou groupes de communes contigus à une autre région linguistique et où la loi prescrit ou permet l'emploi d'une autre langue que celle de la région dans laquelle ils sont situés.

B.3.2. L'article 129 de la Constitution dispose :

« § 1^{er}. Les Parlements de la Communauté française et de la Communauté flamande, chacun pour ce qui le concerne, règlent par décret, à l'exclusion du législateur fédéral, l'emploi des langues pour :

- 1° les matières administratives;
- 2° l'enseignement dans les établissements créés, subventionnés ou reconnus par les pouvoirs publics;
- 3° les relations sociales entre les employeurs et leur personnel, ainsi que les actes et documents des entreprises imposés par la loi et les règlements.

§ 2. Ces décrets ont force de loi respectivement dans la région de langue française et dans la région de langue néerlandaise, excepté en ce qui concerne :

- les communes ou groupes de communes contigus à une autre région linguistique et où la loi prescrit ou permet l'emploi d'une autre langue que celle de la région dans laquelle ils sont situés. Pour ces communes, une modification aux règles sur l'emploi des langues dans les matières visées au § 1^{er} ne peut être apportée que par une loi adoptée à la majorité prévue à l'article 4, dernier alinéa;

- les services dont l'activité s'étend au-delà de la région linguistique dans laquelle ils sont établis;

- les institutions fédérales et internationales désignées par la loi dont l'activité est commune à plus d'une communauté ».

B.3.3. Il résulte de cette disposition que la compétence permettant de régler l'emploi des langues dans la matière de l'accueil d'enfants en âge préscolaire n'a pas été attribuée aux communautés.

B.3.4. En prévoyant, parmi les conditions permettant d'obtenir une autorisation pour pouvoir organiser l'accueil d'enfants, que le responsable et un au moins des accompagnateurs d'enfants disposent d'une connaissance active de la langue néerlandaise, l'article 6, § 1^{er}, 4^o, du décret du 20 avril 2012 ne règle en aucune manière l'utilisation de cette langue par les personnes concernées, ni dans leurs rapports avec les enfants et avec les parents, ni dans les relations entre les membres du personnel du milieu d'accueil. Cette disposition n'empêche donc pas l'usage d'autres langues dans la structure d'accueil.

L'exposé des motifs cité en B.2.3 montre que l'intention du législateur décréte, en imposant cette condition de connaissances linguistiques, était de s'assurer que, d'une part, la réglementation en la matière et les directives de *Kind en Gezin* soient comprises et appliquées correctement dans la structure d'accueil et que, d'autre part, les relations avec les parents néerlandophones soient facilitées.

B.3.5. Les communautés sont compétentes, en vertu de l'article 128 de la Constitution et de l'article 5, § 1^{er}, II, 1^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, pour la matière de l'accueil des enfants en âge préscolaire. Elles peuvent, dans l'exercice de cette compétence, prévoir que l'organisation, à titre de profession et moyennant rémunération, de l'accueil de ces enfants nécessite l'obtention d'une autorisation préalable en vue de garantir la qualité de l'accueil. Elles peuvent également déterminer les conditions à remplir pour obtenir cette autorisation. Pour autant qu'une telle disposition présente un lien étroit avec la compétence des communautés en matière d'accueil de la petite enfance, et sous réserve de l'examen de la compatibilité de ces conditions avec les articles 10 et 11 de la Constitution et avec les dispositions du droit de l'Union européenne, elles peuvent sans excéder leur compétence prévoir que le responsable et un membre du personnel doivent posséder une connaissance active, en l'occurrence, de la langue néerlandaise sans pour autant pouvoir régler l'utilisation de cette langue.

B.3.6. Il en résulte que l'article 6, § 1^{er}, 4^o, du décret du 20 avril 2012 n'est pas une disposition réglant l'emploi des langues au sens de l'article 129 de la Constitution et que le législateur décréte était compétent pour l'adopter, le lien étroit de cette disposition avec la compétence des communautés en matière d'accueil de la petite enfance ressortant des objectifs mentionnés en B.3.4.

Par ailleurs, la partie requérante ne démontre pas en quoi la disposition attaquée porterait atteinte aux droits des personnes résidant dans les communes à statut linguistique spécial, de sorte qu'il n'y a pas lieu d'examiner la violation alléguée de l'article 16bis de la loi spéciale du 8 août 1980.

B.3.7. Le premier moyen dans l'affaire n° 5538 n'est pas fondé.

B.4.1. Le premier moyen dans l'affaire n° 5539 est pris de la violation des articles 10, 11, 30 et 143 de la Constitution, lus isolément ou en combinaison avec les articles 8 et 14 de la Convention européenne des droits de l'homme, avec les articles 5, 14, 16, 18 et 28 de la Convention relative aux droits de l'enfant et avec les principes généraux de sécurité juridique, de légalité et de proportionnalité.

Ce moyen est dirigé contre les articles 6, 7 et 8 du décret du 20 avril 2012. La Cour n'examine ici ce moyen que dans la mesure où il vise l'article 6, § 1^{er}, 4^o, du décret.

B.4.2. La partie requérante fait valoir qu'en exigeant la connaissance active du néerlandais dans le chef du responsable et d'un accompagnateur d'enfants pour l'obtention de l'autorisation d'organiser un accueil d'enfants, le législateur décrétole provoque nécessairement une diminution du nombre des structures d'accueil et donc des places disponibles dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale ainsi qu'une augmentation corrélative de la charge financière pour la Communauté française, due à une augmentation significative du nombre d'institutions d'accueil qui demandent leur rattachement à l'Office de la naissance et de l'enfance. Elle estime que le législateur décrétole a en l'espèce adopté une législation incompatible avec la loyauté fédérale et, partant, violé l'article 143 de la Constitution.

B.4.3. L'article 143, § 1^{er}, de la Constitution - les paragraphes 2 et 3 de cette disposition portant sur la procédure relative aux conflits d'intérêts et étant donc étrangers à l'objet du moyen - dispose :

« Dans l'exercice de leurs compétences respectives, l'Etat fédéral, les communautés, les régions et la Commission communautaire commune agissent dans le respect de la loyauté fédérale, en vue d'éviter les conflits d'intérêts ».

B.4.4. Le principe de la loyauté fédérale, selon les travaux préparatoires de cet article de la Constitution, implique, pour l'autorité fédérale et pour les entités fédérées, l'obligation de ne pas perturber l'équilibre de la construction fédérale dans son ensemble, lorsqu'elles exercent leurs compétences; il signifie davantage que l'exercice de compétences : il indique dans quel esprit cela doit se faire (*Doc. parl.*, Sénat, S.E. 1991-1992, n° 100-29/2).

B.4.5. Le principe de la loyauté fédérale, lu en combinaison avec le principe du raisonnable et de la proportionnalité, signifie que chaque législateur est tenu, dans l'exercice de sa propre compétence, de veiller à ce que, par son intervention, l'exercice des compétences des autres législateurs ne soit pas rendu impossible ou exagérément difficile.

B.4.6. Les communautés, compétentes pour régler la matière de l'accueil d'enfants, peuvent estimer qu'il est nécessaire de prévoir que cet accueil ne peut être organisé que moyennant une autorisation préalable afin d'en garantir la qualité. Elles peuvent également déterminer les conditions à remplir pour l'obtention de l'autorisation en question.

B.4.7. L'article 3, alinéa 2, du décret du 20 avril 2012 dispose :

« Au sein de l'offre disponible d'accueil d'enfants, chaque famille ayant un besoin d'accueil d'enfants a droit à l'accueil. Vers 2016 la Communauté flamande vise à réaliser une offre pour au moins la moitié des enfants ayant moins de trois ans, et à partir de 2020 pour toutes les familles ayant un besoin d'accueil d'enfants, au sein d'un cadre budgétaire convenu ».

Le décret du 20 avril 2012 vise donc à accroître le nombre de structures d'accueil d'enfants.

B.4.8. La disposition attaquée ne diminue pas non plus, en soi, le nombre total des structures d'accueil d'enfants et le nombre total de places disponibles au sein de ces structures dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

B.4.9. Le premier moyen dans l'affaire n° 5539 n'est pas fondé en ce qu'il vise l'article 6, § 1^{er}, 4^o, du décret du 20 avril 2012.

En ce qui concerne les moyens pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison avec des dispositions du droit de l'Union européenne

B.5.1. Le quatrième moyen dans l'affaire n° 5538 est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison avec les articles 18, 45 et 49 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), avec les articles 1^{er} et 7 du règlement (UE) n° 492/2011 du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2011 relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de l'Union, avec l'article 24 de la directive 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des Etats membres et avec l'article 21 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (ci-après : la Charte).

Ce moyen vise les articles 6, § 1^{er}, 4^o, et 7, alinéa 2, du décret attaqué. La Cour l'examine ci-après en ce qu'il concerne l'article 6, § 1^{er}, 4^o.

Le troisième moyen dans l'affaire n° 5539 est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison avec les articles 18 et 49 du TFUE et avec les articles 21, 34 et 36 de la Charte.

B.5.2. Les parties requérantes considèrent que l'article 6, § 1^{er}, 4^o, du décret du 20 avril 2012, en subordonnant l'obtention de l'autorisation obligatoire pour organiser l'accueil d'enfants en Communauté flamande à la connaissance active du néerlandais dans le chef du responsable et d'un accompagnateur d'enfants, crée une limitation de la liberté de circulation des travailleurs et de la liberté d'établissement incompatible avec le droit de l'Union européenne et contient une discrimination sur la base de la langue ou de la nationalité.

B.5.3. Les articles 18, 45 et 49 du TFUE disposent :

« Article 18

Dans le domaine d'application des traités, et sans préjudice des dispositions particulières qu'ils prévoient, est interdite toute discrimination exercée en raison de la nationalité.

[...] ».

« Article 45

1. La libre circulation des travailleurs est assurée à l'intérieur de l'Union.

2. Elle implique l'abolition de toute discrimination, fondée sur la nationalité, entre les travailleurs des Etats membres, en ce qui concerne l'emploi, la rémunération et les autres conditions de travail.

3. Elle comporte le droit, sous réserve des limitations justifiées par des raisons d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique:

a) de répondre à des emplois effectivement offerts,

b) de se déplacer à cet effet librement sur le territoire des Etats membres,

c) de séjourner dans un des Etats membres afin d'y exercer un emploi conformément aux dispositions législatives, réglementaires et administratives régissant l'emploi des travailleurs nationaux,

d) de demeurer, dans des conditions qui feront l'objet de règlements établis par la Commission, sur le territoire d'un Etat membre, après y avoir occupé un emploi.

4. Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux emplois dans l'administration publique ».

« Article 49

Dans le cadre des dispositions ci-après, les restrictions à la liberté d'établissement des ressortissants d'un Etat membre dans le territoire d'un autre Etat membre sont interdites. Cette interdiction s'étend également aux restrictions à la création d'agences, de succursales ou de filiales, par les ressortissants d'un Etat membre établis sur le territoire d'un Etat membre.

La liberté d'établissement comporte l'accès aux activités non salariées et leur exercice, ainsi que la constitution et la gestion d'entreprises, et notamment de sociétés au sens de l'article 54, deuxième alinéa, dans les conditions définies par la législation du pays d'établissement pour ses propres ressortissants, sous réserve des dispositions du chapitre relatif aux capitaux ».

B.5.4. L'article 21 de la Charte dispose :

« 1. Est interdite toute discrimination fondée notamment sur le sexe, la race, la couleur, les origines ethniques ou sociales, les caractéristiques génétiques, la langue, la religion ou les convictions, les opinions politiques ou toute autre opinion, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune, la naissance, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle.

2. Dans le domaine d'application des traités et sans préjudice de leurs dispositions particulières, toute discrimination exercée en raison de la nationalité est interdite ».

L'article 34 de la Charte, qui concerne la sécurité sociale et l'aide sociale, et l'article 36 de la Charte, qui concerne l'accès aux services d'intérêt économique général, sont étrangers aux griefs des parties requérantes.

B.5.5. Les articles 1^{er} et 7 du règlement (UE) n° 492/2011 du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2011 relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de l'Union disposent :

« Article premier

1. Tout ressortissant d'un Etat membre, quel que soit le lieu de sa résidence, a le droit d'accéder à une activité salariée et de l'exercer sur le territoire d'un autre Etat membre, conformément aux dispositions législatives, réglementaires et administratives régissant l'emploi des travailleurs nationaux de cet Etat.

2. Il bénéficie notamment, sur le territoire d'un autre Etat membre, de la même priorité que les ressortissants de cet Etat dans l'accès aux emplois disponibles ».

« Article 7

1. Le travailleur ressortissant d'un Etat membre ne peut, sur le territoire des autres Etats membres, être, en raison de sa nationalité, traité différemment des travailleurs nationaux, pour toutes conditions d'emploi et de travail, notamment en matière de rémunération, de licenciement et de réintégration professionnelle ou de réemploi s'il est tombé au chômage.

[...] ».

B.5.6. L'article 24 de la directive 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des Etats membres dispose :

« 1. Sous réserve des dispositions spécifiques expressément prévues par le traité et le droit dérivé, tout citoyen de l'Union qui séjourne sur le territoire de l'Etat membre d'accueil en vertu de la présente directive bénéficie de l'égalité de traitement avec les ressortissants de cet Etat membre dans le domaine d'application du traité. Le bénéfice de ce droit s'étend aux membres de la famille, qui n'ont pas la nationalité d'un Etat membre et qui bénéficient du droit de séjour ou du droit de séjour permanent.

[...] ».

B.5.7. Par ailleurs, les articles 9 et 10 de la directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur disposent :

« Article 9

1. Les Etats membres ne peuvent subordonner l'accès à une activité de service et son exercice à un régime d'autorisation que si les conditions suivantes sont réunies :

- a) Le régime d'autorisation n'est pas discriminatoire à l'égard du prestataire visé;
- b) La nécessité d'un régime d'autorisation est justifiée par une raison impérieuse d'intérêt général;
- c) L'objectif poursuivi ne peut pas être réalisé par une mesure moins contraignante, notamment parce qu'un contrôle a posteriori interviendrait trop tardivement pour avoir une efficacité réelle.

[...]

Article 10

1. Les régimes d'autorisation doivent reposer sur des critères qui encadrent l'exercice du pouvoir d'appréciation des autorités compétentes afin que celui-ci ne soit pas utilisé de manière arbitraire.

2. Les critères visés au paragraphe 1 sont :

- a) non discriminatoires;
- b) justifiés par une raison impérieuse d'intérêt général;
- c) proportionnels à cet objectif d'intérêt général;
- d) clairs et non ambigus;
- e) objectifs;
- f) rendus publics à l'avance;
- g) transparents et accessibles ».

[...] ».

B.5.8. Il est de jurisprudence constante de la Cour de justice de l'Union européenne que, « dans leur domaine respectif, les articles 45 TFUE et 49 TFUE, ainsi que les articles 22 et 24 de la directive 2004/38, interdisent les mesures nationales qui empêchent ou dissuadent les ressortissants d'un Etat membre de quitter celui-ci afin d'exercer leur droit à la libre circulation à l'intérieur de l'Union. De telles mesures, même si elles s'appliquent indépendamment de la nationalité des ressortissants concernés, constituent des restrictions aux libertés fondamentales garanties par ces articles » (CJUE, 8 mai 2013, *Libert e.a.*, C-197/11 et C-203/11, point 38 et jurisprudence citée). Il résulte également d'une jurisprudence constante de la Cour de justice que l'ensemble des dispositions du Traité relatives à la libre circulation des personnes visent à faciliter, pour tous les citoyens de l'Union, l'exercice d'activités professionnelles de toute nature sur le territoire de l'Union et s'opposent aux mesures qui pourraient défavoriser ces ressortissants lorsqu'ils souhaitent exercer une activité économique sur le territoire d'un autre Etat membre (CJUE, grande chambre, 1^{er} avril 2008, *Gouvernement de la Communauté française et Gouvernement wallon*, C-212/06, point 44).

Les restrictions aux libertés de circulation garanties par le Traité peuvent toutefois être admises s'il s'avère qu'elles poursuivent un objectif d'intérêt général, qu'elles sont propres à garantir la réalisation de l'objectif qu'elles poursuivent et qu'elles ne vont pas au-delà de ce qui est nécessaire pour l'atteindre (voir, notamment, CJUE, 5 décembre 2006, *Cipolla e.a.*, C-94/04 et C-202/04, point 61; 13 décembre 2007, *United Pan-Europe Communications Belgium e.a.*, C-250/06, point 39; grande chambre, 1^{er} avril 2008, *Gouvernement de la Communauté française et Gouvernement wallon*, C-212/06, point 55; grande chambre, 28 avril 2009, *Commission des Communautés européennes c. République italienne*, C-518/06, point 72; grande chambre, 16 avril 2013, *Las*, C-202/11, point 23; 8 mai 2013, *Libert e.a.*, C-197/11 et C-203/11, point 49).

B.6.1. L'exigence de prouver la connaissance active du néerlandais pour être responsable d'une structure autorisée d'accueil d'enfants en âge préscolaire est de nature à gêner ou de rendre moins attrayant l'exercice de la liberté d'établissement ou du droit à la libre circulation par les personnes ressortissantes d'autres Etats membres qui souhaitent exercer cette activité en Communauté flamande et qui ne peuvent prouver qu'elles possèdent une connaissance active de cette langue.

Cette exigence représente dès lors une entrave au droit à la liberté d'établissement et au droit à la libre circulation des citoyens de l'Union européenne.

B.6.2. La subordination de l'autorisation d'organiser une structure d'accueil d'enfants à la condition qu'au moins un des accompagnateurs d'enfants employés par cette structure dispose d'une connaissance active de la langue néerlandaise a pour effet de favoriser les personnes maîtrisant cette langue, par rapport à celles qui ne la maîtrisent pas, dans la recherche d'un emploi dans ce secteur.

Cette disposition est dès lors de nature à gêner le droit à la libre circulation des travailleurs ressortissants d'autres Etats membres qui souhaitent exercer ce métier et qui ne peuvent prouver qu'ils possèdent une connaissance active de cette langue.

B.7.1. Selon l'exposé des motifs, cité en B.2.3, du projet de décret qui a abouti à la disposition attaquée, ces limitations sont justifiées par la nécessité d'être en mesure de comprendre la réglementation, les directives et les recommandations applicables ainsi que les outils utilisés et de les appliquer sur le terrain, de même que de pouvoir communiquer facilement avec les familles néerlandophones (*Doc. parl.*, Parlement flamand, 2011-2012, n° 1395/1, p. 33).

B.7.2. Il peut être légitime d'exiger d'un candidat à un emploi des connaissances linguistiques d'un certain niveau (CJCE, 28 novembre 1989, *Groener*, C-379/87, point 20; 6 juin 2000, *Angonese*, C-281/98, point 44), même si l'intéressé ne doit pas utiliser la langue en question dans l'exercice de ses fonctions. Ainsi, le dialogue avec les utilisateurs et l'observation des règles juridiques spécifiques de l'Etat membre d'établissement, de même que l'exécution des tâches administratives, requièrent une connaissance appropriée de la langue de cet Etat. Les exigences linguistiques doivent être propres à assurer que l'intéressé pourra communiquer utilement avec les utilisateurs et les autorités administratives de cet Etat (CJCE, 4 juillet 2000, *Haim*, C-424/97, points 59 et 60).

B.7.3. L'objectif poursuivi est donc un objectif d'intérêt général qui est de nature à justifier adéquatement les restrictions aux libertés d'établissement et de libre circulation garanties par le TFUE.

B.8.1. La Cour doit examiner si la restriction contenue dans la disposition attaquée est proportionnée à l'objectif ainsi poursuivi. En effet, selon la Cour de justice, les exigences linguistiques ne peuvent pas aller au-delà de ce qui est nécessaire pour atteindre cet objectif (*ibid.*, point 60).

B.8.2. A cet égard, il y a lieu de constater tout d'abord que l'exigence de démontrer la connaissance active du néerlandais ne s'impose que pour le responsable de la structure d'accueil et pour l'un des accompagnateurs d'enfants. Dans les structures d'accueil où plus d'un accompagnateur d'enfants est actif, cette obligation ne s'impose dès lors pas aux autres accompagnateurs d'enfants.

B.8.3. Ensuite, comme précisé en B.3.4 et B.3.6, cette disposition n'empêche pas l'utilisation d'autres langues par ces personnes. L'exposé des motifs du projet de décret qui a abouti à la disposition attaquée confirme d'ailleurs expressément que cette disposition n'empêche pas « qu'un accueil d'enfants exclusivement allophone (non néerlandophone) doit également être possible » (*Doc. parl.*, Parlement flamand, 2011-2012, n° 1395/1, p. 42).

B.8.4. La disposition attaquée ne précise pas ce qu'il faut entendre par « connaissances actives de la langue néerlandaise ». Le Gouvernement flamand doit le définir (article 6, § 5, alinéa 1^{er}, du décret du 20 avril 2012). Selon les travaux préparatoires :

« La preuve de la connaissance linguistique pourra être apportée par un titre de qualification obtenu en langue néerlandaise ou par un test linguistique (minimum niveau B2, selon le cadre européen commun de référence pour les langues) » (*Doc. parl.*, Parlement flamand, 2011-2012, n° 1395/1, p. 33).

Il n'est dès lors pas requis que les intéressés disposent d'un diplôme établi en langue néerlandaise. Ceux qui n'en sont pas titulaires peuvent passer un test linguistique. Le niveau indiqué dans les travaux préparatoires pour ce test n'est pas, en outre, de nature à le rendre exagérément difficile ou disproportionné par rapport à la fonction. Il appartient le cas échéant à la juridiction compétente de vérifier si le niveau prévu par le Gouvernement flamand est conforme à cette précision.

B.8.5. Enfin, l'article 6, § 7, du décret du 20 avril 2012 dispose :

« Le Gouvernement flamand peut, sur demande d'un organisateur, accorder une dérogation sur le respect de certaines conditions d'autorisation fixées en exécution des paragraphes 1^{er} à 4 inclus, à condition que la sécurité des enfants et des collaborateurs, et la qualité de l'accueil d'enfants soient suffisamment assurées. Le Gouvernement flamand arrête les règles pour accorder cette dérogation ».

Par conséquent, le Gouvernement flamand peut également accorder une dérogation à la règle qui veut que le responsable et au moins un des accompagnateurs d'enfants démontrent qu'ils disposent d'une connaissance active de la langue néerlandaise, pour autant que la sécurité des enfants et des collaborateurs ainsi que la qualité de l'accueil des enfants n'en soient pas compromises.

B.9.1. Eu égard aux précisions mentionnées en B.8.2 à B.8.5, les restrictions aux libertés garanties par le TFUE que la disposition attaquée contient ne sont pas disproportionnées.

B.9.2. Le quatrième moyen dans l'affaire n° 5538 et le troisième moyen dans l'affaire n° 5539 ne sont pas fondés en ce qu'ils visent l'article 6, § 1^{er}, 4^o, du décret du 20 avril 2012.

Quant à l'article 7 du décret du 20 avril 2012

B.10. L'article 7 du décret du 20 avril 2012 dispose :

« L'organisateur disposant d'une autorisation pour l'accueil familial ou une autorisation pour l'accueil d'un groupe d'enfants peut recevoir une subvention de base de 'Kind en Gezin' ».

Le Gouvernement flamand arrête les modalités relatives à la subvention de base, comprenant au moins les conditions de la connaissance linguistique active du néerlandais pour les accompagnateurs d'enfants, et l'utilisation du néerlandais dans le fonctionnement de l'emplacement d'accueil d'enfants ».

B.11.1. Le système de subventionnement mis en place par le décret du 20 avril 2012 comprend une subvention de base et des subventions complémentaires éventuelles. Pour chacune des subventions, en ce compris la subvention de base, l'organisateur de l'accueil d'enfants doit remplir des conditions supplémentaires par rapport aux conditions auxquelles il doit être satisfait pour obtenir l'autorisation nécessaire à l'organisation de l'accueil.

L'article 7 du décret concerne la subvention de base. L'alinéa 2 de cette disposition délègue au Gouvernement flamand le pouvoir de déterminer les modalités d'octroi de cette subvention de base et précise que ces modalités doivent comprendre au moins une condition relative à la connaissance active du néerlandais dans le chef des accompagnateurs d'enfants et une condition relative à l'utilisation du néerlandais dans le fonctionnement de la structure d'accueil.

L'organisateur qui obtient la subvention de base peut ensuite prétendre à une subvention complémentaire s'il travaille avec un tarif calculé en fonction des revenus des ménages et s'il accueille en priorité des enfants issus de familles présentant certaines caractéristiques (article 8). Une subvention supplémentaire peut encore être obtenue par l'organisateur qui perçoit la subvention de base et celle prévue par l'article 8 pour la réalisation de l'accueil d'enfants issus de familles vulnérables (article 9). Enfin, une subvention est également accordée à l'organisateur qui organise un accueil à horaires flexibles et à celui qui accueille des enfants ayant des besoins de soins spécifiques (article 10).

B.11.2. L'exposé des motifs du projet de décret donne les explications suivantes au sujet de l'article 7 :

« Outre la condition de détenir une autorisation, sont entre autres posées comme conditions complémentaires : une connaissance active du néerlandais par les accompagnateurs et au moins l'emploi du néerlandais dans le fonctionnement de la structure d'accueil d'enfants. En effet, soutenir l'apprentissage de la langue néerlandaise chez les jeunes enfants, en fonction de la réalisation de la politique d'égalité des chances, constitue un objectif politique pour la Communauté flamande. De cette manière, l'accueil des enfants peut contribuer à prévenir un retard éventuel chez les enfants de familles pauvres ou allophones (voir également : l'accord de gouvernement *flamand* 2009-2014, pp. 25 et 27, *Doc. parl.*, Parlement flamand, 2009, n° 31/1). Ceci n'est possible que si la structure d'accueil d'enfants travaille également avec des accompagnateurs qui maîtrisent le néerlandais et si le néerlandais est effectivement utilisé dans le fonctionnement de la structure d'accueil d'enfants. La subvention de base constitue donc, outre une intervention dans les frais exposés pour satisfaire aux conditions d'autorisation, un levier en fonction de cet objectif linguistique.

Bien que l'apprentissage de la langue néerlandaise par chaque enfant dans la société flamande constitue un objectif flamand important, il n'est pas possible, suite à l'avis du Conseil d'Etat du 2 août 2011, rubriques 15 et 16, d'imposer des conditions en la matière au niveau de l'autorisation. En effet, l'article 30 de la Constitution garantit qu'en Belgique, l'emploi des langues est facultatif. Ceci implique que des structures d'accueil d'enfants exclusivement allophones (non néerlandophones) doivent aussi pouvoir exister.

C'est la raison pour laquelle ces conditions sont liées au subventionnement, à partir de la subvention de base.

L'accompagnateur d'enfants doit avoir une connaissance active du néerlandais en vue de pouvoir interpréter correctement et appliquer sur le terrain la réglementation, les directives et les recommandations qui sont d'application, ainsi que les outils utilisés. La connaissance de la langue néerlandaise est également nécessaire à l'accompagnateur pour pouvoir accompagner et stimuler de manière correcte les jeunes enfants, à l'âge le plus sensible pour leur développement linguistique, dans l'apprentissage du néerlandais en tant que langue véhiculaire dans la société flamande et en tant que langue de l'enseignement flamand. La Convention internationale des droits de l'enfant dispose que tout enfant a droit à l'épanouissement. Il appartient aux autorités d'aider l'enfant à s'épanouir. La langue constitue un des aspects de cet épanouissement. Le fait de pouvoir parler couramment une langue favorise la participation à la société. À côté de l'emploi du néerlandais en tant que langue usuelle avec les enfants, il est nécessaire aussi que l'accompagnateur ait également égard (dans le cadre du développement de l'identité) à la langue domestique de l'enfant, si celle-ci n'est pas le néerlandais. Cela signifie que l'on ne peut ignorer ni punir l'emploi de cette langue. Celui-ci fait que l'enfant peut se sentir bien et en sécurité. En outre, l'attention portée à la langue domestique constitue un levier important pour renforcer l'implication des enfants et de leur famille et leur participation à l'accueil.

Lier ces conditions linguistiques à la subvention de base a donc pour but de réaliser un accueil néerlandophone des enfants qui soit de qualité.

La preuve de la connaissance linguistique pourra être apportée par un titre de qualification obtenu en langue néerlandaise ou par un test linguistique (minimum niveau B2, selon le cadre commun européen de référence pour les langues). Le Gouvernement flamand fixe les modalités » (*Doc. parl.*, Parlement flamand, 2011-2012, n° 1395/1, pp. 42-43).

En ce qui concerne les moyens pris de la violation des règles répartitrices de compétences

B.12. Le deuxième moyen dans l'affaire n° 5538 est pris de la violation, par l'article 7, alinéa 2, du décret du 20 avril 2012, des articles 30 et 129 de la Constitution et des principes généraux de légalité et de sécurité juridique.

Les parties requérantes font notamment valoir que l'article 30 de la Constitution garantit la liberté linguistique dans les relations privées, que les communautés ne sont compétentes en matière d'emploi des langues que dans les matières visées à l'article 129 de la Constitution et qu'en toute hypothèse, les articles 30 et 129 de la Constitution interdisent au législateur de déléguer au pouvoir exécutif la réglementation de l'emploi des langues.

B.13.1. En prévoyant que les conditions à fixer par le Gouvernement flamand pour l'obtention de la subvention de base doivent comprendre au moins des conditions de « connaissance linguistique active du néerlandais » en ce qui concerne les accompagnateurs d'enfants, l'article 7, alinéa 2, du décret du 20 avril 2012 ne règle en aucune manière l'utilisation de cette langue par les personnes concernées, ni dans leurs rapports avec les enfants et avec les parents, ni dans les relations entre les membres du personnel du milieu d'accueil. Cette disposition n'empêche pas l'usage d'autres langues dans la structure d'accueil.

B.13.2. Ainsi qu'il a été mentionné en B.3.5, les communautés sont compétentes, en vertu de l'article 128 de la Constitution et de l'article 5, § 1^{er}, II, 1^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, pour la matière de l'accueil des enfants en âge préscolaire. Elles peuvent, dans l'exercice de cette compétence, fixer les conditions à remplir pour percevoir une subvention de la Communauté flamande. Pour autant que cette disposition présente un lien étroit avec la compétence des communautés en matière d'accueil de la petite enfance, et sous réserve de l'examen de la compatibilité de ces conditions avec les articles 10 et 11 de la Constitution et avec les dispositions du droit de l'Union européenne, elles peuvent sans excéder leur compétence prévoir que les accompagnateurs d'enfants doivent posséder une connaissance active de la langue néerlandaise sans régler l'utilisation de cette langue. Cette exigence permet de garantir que les enfants issus de familles néerlandophones pourront toujours être accueillis dans leur langue maternelle.

B.13.3. Il en résulte que pour ce qui est de la condition de connaissances linguistiques, l'article 7, alinéa 2, du décret du 20 avril 2012 n'est pas une disposition réglant l'emploi des langues au sens de l'article 129 de la Constitution et que le législateur décentralisé flamand était compétent pour l'adopter, le lien étroit de cette disposition avec la compétence des communautés en matière d'accueil de la petite enfance ressortant de l'objectif mentionné en B.11.2.

B.13.4. Le deuxième moyen dans l'affaire n° 5538 n'est pas fondé pour ce qui est de la condition de connaissances linguistiques prévue par l'article 7, alinéa 2, attaqué.

B.14. L'article 7, alinéa 2, du décret du 20 avril 2012 prévoit aussi que les conditions à fixer par le Gouvernement flamand pour obtenir la subvention de base doivent comprendre au moins des conditions relatives à « l'utilisation du néerlandais dans le fonctionnement de l'emplacement d'accueil d'enfants ».

B.15. L'article 30 de la Constitution dispose :

« L'emploi des langues usitées en Belgique est facultatif; il ne peut être réglé que par la loi, et seulement pour les actes de l'autorité publique et pour les affaires judiciaires ».

L'article 129 de la Constitution est cité en B.3.2.

B.16.1. Sans préjudice des exceptions mentionnées à l'article 129, § 2, de la Constitution en ce qui concerne les communes, les services et les institutions qui y sont visés, l'emploi des langues n'est confié aux communautés que dans les trois matières visées par l'article 129, § 1^{er}, de la Constitution. Cette compétence est distincte des compétences matérielles respectives des communautés. Il ne résulte donc pas de la compétence des communautés pour régler la matière de l'accueil des enfants en âge préscolaire que le législateur décrétoal serait de ce seul fait compétent pour déterminer dans quelle langue les milieux d'accueil doivent fonctionner.

B.16.2. Les pouvoirs dont sont investis l'Etat fédéral, les communautés ou les régions, pour effectuer des dépenses dans le cadre de leur politique publique ou sous la forme de subventions octroyées à des institutions de droit public ou de droit privé, sont subordonnés à la compétence matérielle à laquelle ces moyens financiers sont affectés, sous la réserve des exceptions éventuellement prévues par la Constitution ou la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. De même, le financement d'une politique relève de l'acte de « régler » la matière dont elle relève. Une autorité ne peut affecter des moyens financiers à des projets qui ne relèvent pas de ses compétences.

B.16.3. Sous réserve des matières visées à l'article 129, § 1^{er}, de la Constitution, les communautés ne peuvent donc pas régler l'emploi des langues au moyen de subventions.

B.17.1. Il ressort clairement, tant du texte de l'article 7, alinéa 2, du décret du 20 avril 2012, que de l'extrait de l'exposé des motifs cité en B.11.2, que le législateur décrétoal entend réserver toute possibilité d'obtention de subventions aux seules structures qui peuvent prouver que la langue néerlandaise est utilisée effectivement dans le fonctionnement du milieu d'accueil. Il s'agit en conséquence d'une mesure réglementant l'emploi des langues.

B.17.2. Dès lors que le législateur décrétoal n'est pas compétent pour réglementer l'emploi des langues dans les structures d'accueil pour enfants en âge préscolaire, il ne peut adopter de dispositions en cette matière, quel que soit l'objet de ces dispositions.

B.17.3. Le deuxième moyen dans l'affaire n° 5538 est fondé dans cette mesure. Il convient d'annuler, dans l'article 7, alinéa 2, du décret du 20 avril 2012, les mots « , et l'utilisation du néerlandais dans le fonctionnement de l'emplacement d'accueil d'enfants ».

B.18.1. Le premier moyen dans l'affaire n° 5539 est pris de la violation des articles 10, 11, 30 et 143 de la Constitution, lus isolément ou en combinaison avec les articles 8 et 14 de la Convention européenne des droits de l'homme, avec les articles 5, 14, 16, 18 et 28 de la Convention relative aux droits de l'enfant et avec les principes généraux de sécurité juridique, de légalité et de proportionnalité.

Ce moyen est dirigé contre les articles 6, 7 et 8 du décret du 20 avril 2012. La Cour n'examine ici ce moyen que dans la mesure où il vise l'article 7, alinéa 2, du décret en tant qu'il prescrit une condition de connaissances linguistiques.

B.18.2. La partie requérante fait valoir qu'en exigeant la connaissance active du néerlandais dans le chef des accompagnateurs d'enfants pour l'obtention de la subvention de base, le législateur décrétoal provoque nécessairement une diminution du nombre des structures d'accueil et donc des places disponibles dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale ainsi qu'une augmentation corrélative de la charge financière pour la Communauté française, due à une augmentation significative du nombre d'institutions d'accueil qui demandent leur rattachement à l'Office de la naissance et de l'enfance. Elle estime que le législateur décrétoal a en l'espèce adopté une législation qui n'est pas compatible avec la loyauté fédérale et, partant, violé l'article 143 de la Constitution.

B.18.3. Pour les motifs exposés en B.4.7 et B.4.8, le premier moyen dans l'affaire n° 5539 n'est pas fondé en ce qu'il vise l'article 7, alinéa 2, du décret du 20 avril 2012.

En ce qui concerne les moyens pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison avec des dispositions du droit de l'Union européenne

B.19. Le quatrième moyen dans l'affaire n° 5538 est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison avec les articles 18, 45 et 49 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), avec les articles 1^{er} et 7 du règlement (UE) n° 492/2011 du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2011 relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de l'Union, avec l'article 24 de la directive 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des Etats membres et avec l'article 21 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (la Charte).

Ce moyen vise les articles 6, § 1^{er}, 4^o, et 7, alinéa 2, du décret attaqué. La Cour ne l'examine ici qu'en ce qu'il concerne l'article 7, alinéa 2, et uniquement pour ce qui est de la condition de connaissances linguistiques.

Le quatrième moyen dans l'affaire n° 5539 est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison avec les articles 18 et 45 du TFUE, avec l'article 3 du règlement (CEE) n° 1612/68 du Conseil du 15 octobre 1968 relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté et avec les articles 21, 24, 34 et 36 de la Charte.

Ce moyen vise les articles 7 et 8 du décret attaqué. La Cour ne l'examine ici qu'en ce qui concerne l'article 7, alinéa 2, et uniquement pour ce qui est de la condition de connaissances linguistiques.

B.20. Les parties requérantes considèrent qu'en subordonnant l'obtention de la subvention de base aux conditions que le Gouvernement flamand doit fixer en ce qui concerne la « connaissance linguistique active du néerlandais » dans le chef des accompagnateurs d'enfants, l'article 7, alinéa 2, du décret du 20 avril 2012 crée une restriction du droit à la libre circulation des travailleurs qui est incompatible avec le droit de l'Union européenne et qui contient une discrimination fondée sur la langue ou la nationalité.

B.21. En ce que le quatrième moyen dans l'affaire n° 5539 soulève la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec l'article 3 du règlement (CEE) n° 1612/68 du Conseil du 15 octobre 1968, il y a lieu de constater que ce règlement a été abrogé et remplacé par le règlement (UE) n° 492/2011 du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2011 relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de l'Union. La Cour ne peut donc pas contrôler la disposition attaquée au regard du règlement (CEE) n° 1612/68 du Conseil du 15 octobre 1968.

B.22. Subordonner la subvention de base à la condition que les accompagnateurs d'enfants disposent d'une connaissance active de la langue néerlandaise a pour effet de favoriser les personnes qui, cherchant un emploi dans ce secteur, maîtrisent cette langue par rapport à celles qui ne la maîtrisent pas.

Cette disposition peut donc entraver le droit à la libre circulation des travailleurs qui sont des ressortissants d'autres Etats membres et qui, souhaitant exercer ce métier, ne peuvent pas prouver qu'ils disposent d'une connaissance active de cette langue.

B.23. Selon l'exposé des motifs, cité en B.11.2, du projet de décret qui a abouti à la disposition attaquée, la mesure attaquée vise, d'une part, à pouvoir interpréter correctement et à appliquer sur le terrain la réglementation et, d'autre part, à soutenir chez les jeunes enfants dont les parents souhaitent qu'ils soient éduqués dans cette langue, l'apprentissage de la langue néerlandaise en tant que langue véhiculaire dans la société flamande et en tant que langue de l'enseignement flamand (*Doc. parl.*, Parlement flamand, 2011-2012, n° 1395/1, p. 42).

B.24.1. Il ressort de la jurisprudence de la Cour de justice mentionnée en B.7 et B.8 qu'il s'agit d'objectifs d'intérêt général qui peuvent justifier adéquatement les restrictions apportées au droit à la libre circulation garanti par le TFUE.

B.24.2. La Cour doit encore examiner si la restriction contenue dans la disposition attaquée n'est pas disproportionnée au regard des objectifs ainsi poursuivis.

B.24.3. L'exigence de connaissance active du néerlandais dans le chef de tous les accompagnateurs d'enfants ne va pas au-delà de ce qui est requis par les objectifs poursuivis par la disposition attaquée. Le législateur décretaal a en effet pu juger nécessaire, afin que chaque parent qui souhaite que son enfant soit accueilli en néerlandais ait la garantie qu'il sera satisfait sur ce point lorsqu'il s'adresse à un milieu d'accueil subventionné par les autorités flamandes, que tout le personnel des milieux d'accueil subventionnés puisse faire la preuve d'une connaissance suffisante de cette langue.

Par ailleurs, il ressort des travaux préparatoires cités en B.11.2 que le législateur décretaal souhaite également qu'il y ait au sein des milieux d'accueil une « attention portée à la langue domestique » de l'enfant lorsque celle-ci n'est pas le néerlandais, de sorte que les enfants allophones se sentent également bien et en sécurité.

B.24.4. La disposition attaquée ne précise pas ce qu'il y a lieu d'entendre par « la connaissance linguistique active du néerlandais ». Le Gouvernement flamand doit le définir. Les travaux préparatoires mentionnent à cet égard ce qui suit :

« La preuve de la connaissance linguistique pourra être apportée par un titre de qualification obtenu en langue néerlandaise ou par un test linguistique (minimum niveau B2, selon le cadre européen commun de référence pour les langues) » (*Doc. parl.*, Parlement flamand, 2011-2012, n° 1395/1, p. 33).

Il n'est dès lors pas requis que les intéressés disposent d'un diplôme établi en langue néerlandaise. Ceux qui n'en sont pas titulaires peuvent passer un test linguistique. Le niveau indiqué dans les travaux préparatoires pour ce test n'est pas, en outre, de nature à le rendre exagérément difficile ou disproportionné par rapport à la fonction. Il appartient le cas échéant à la juridiction compétente de vérifier si le niveau prévu par le Gouvernement flamand est conforme à cette précision.

B.24.5. Le quatrième moyen dans l'affaire n° 5538 et le quatrième moyen dans l'affaire n° 5539 ne sont pas fondés.

Quant à l'article 8 du décret du 20 avril 2012

B.25.1. L'article 8 du décret du 20 avril 2012 dispose :

« § 1^{er}. L'organisateur disposant d'une autorisation pour l'accueil familial ou d'une autorisation pour l'accueil d'un groupe d'enfants peut recevoir, outre la subvention visée à l'article 7, une subvention de ' Kind en Gezin ' pour la réalisation de l'accueil d'enfants pour lequel les familles paient sur la base du revenu, et pour la réalisation de l'accès à l'accueil d'enfants pour les familles répondant aux caractéristiques concernant par priorité :

1° la situation de travail, comprenant au moins la caractéristique que l'accueil d'enfants est nécessaire pour avoir accès au marché de l'emploi ou pour pouvoir suivre une formation professionnelle dans ce cadre, et ensuite :

2° la situation financière;

3° la composition du ménage.

§ 2. Sous réserve des dispositions du § 1^{er}, il s'applique à l'égard des emplacements d'accueil d'enfants dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale une priorité pour les enfants dont au moins un des parents maîtrise suffisamment le néerlandais, à concurrence d'au maximum 55 pour cent de leur capacité d'accueil.

Pour pouvoir bénéficier de cette règle prioritaire, le parent démontre d'une des manières suivantes qu'il maîtrise suffisamment le néerlandais :

1° en produisant au moins le diplôme néerlandophone de l'enseignement secondaire ou un titre néerlandophone équivalent;

2° en produisant le certificat néerlandophone de la deuxième année du troisième degré de l'enseignement secondaire ou un titre néerlandophone équivalent;

3° en produisant la preuve qu'il maîtrise au moins le néerlandais au niveau B1 du Cadre européen commun de référence pour les Langues. Ceci se fait au vu d'une des pièces suivantes :

a) un titre de l'enseignement agréé, financé ou subventionné par la Communauté flamande ou un titre néerlandophone équivalent, démontrant le niveau requis de la connaissance du néerlandais;

b) une attestation de fixation du niveau, effectuée par une ' Huis van het Nederlands ' (Maison du néerlandais), démontrant le niveau requis de la connaissance du néerlandais;

4° en produisant la preuve d'une connaissance suffisante du néerlandais après avoir subi un examen linguistique auprès du bureau de sélection de l'Autorité fédérale;

5° en produisant la preuve qu'il a suivi, pendant neuf ans, comme élève régulier, les cours de l'enseignement primaire et secondaire en langue néerlandaise. Ceci se fait au vu d'attestations délivrées à cet effet par les autorités scolaires intéressées.

§ 3. Le Gouvernement flamand détermine :

1° les modalités relatives au prix de l'accueil d'enfants pour les familles, y compris le principe que les familles paieront pour les jours d'accueil qu'elles ont réservés;

2° les règles prioritaires pour l'accès, visé aux §§ 1^{er} et 2, en accordant une priorité absolue dans le cadre de la situation de travail, les résultats minimaux à obtenir à ce niveau et la manière dont ces résultats sont mesurés;

3° les modalités relatives aux caractéristiques, visées au § 1^{er}, et la manière dont elles sont constatées formellement ».

Les moyens visent le paragraphe 2 et le paragraphe 3, 2°, de cette disposition.

B.25.2. Le paragraphe 2 de l'article 8 a été inséré par un amendement justifié comme suit :

« Soutenir l'apprentissage de la langue néerlandaise par les jeunes enfants, en fonction notamment de la réalisation de l'égalité des chances, constitue un objectif politique important de la Communauté flamande.

La Convention internationale des droits de l'enfant dispose que tout enfant a droit à l'épanouissement. Il appartient aux autorités d'aider l'enfant à s'épanouir. La langue constitue un des aspects de cet épanouissement. Le fait de pouvoir parler couramment une langue favorise la participation à la société.

Les jeunes enfants doivent dès lors, à l'âge le plus sensible pour leur développement linguistique, être accompagnés, stimulés et encadrés correctement dans l'apprentissage du néerlandais en tant que langue véhiculaire dans la société flamande et en tant que langue de l'enseignement flamand.

C'est pourquoi il est essentiel que les jeunes enfants aient suffisamment d'occasions pour apprendre activement le néerlandais les uns des autres dans le lieu d'accueil, par la communication interpersonnelle et la participation libre aux activités de groupe (ce qu'on appelle *l'apprentissage ludique*).

Dans la région de langue néerlandaise - dans laquelle le néerlandais est la langue majoritaire et dans laquelle la majorité des jeunes enfants sont (au moins aussi) éduqués en néerlandais à la maison -, ce processus d'apprentissage mutuel est largement spontané. Les jeunes enfants dont la langue domestique n'est pas le néerlandais sont, dans ce contexte, stimulés par leurs petits compagnons néerlandophones pour rattraper leur éventuel retard linguistique.

Dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, un tel apprentissage participatif et mutuel de la langue néerlandaise n'est toutefois pas toujours évident. En effet, la région bilingue de Bruxelles-Capitale n'est pas seulement une ville métissée mais est par excellence une ville multilingue. Cette richesse de langues et de cultures est certainement un atout mais constitue dans le même temps un défi particulier pour la position du néerlandais dans les structures d'accueil (néerlandophones subventionnées) des enfants. Les habitants de Bruxelles peuvent - peu importe qu'il s'agisse de personnes néerlandophones, francophones, bilingues, de familles mixtes, de personnes allophones ou de résidents internationaux - s'adresser aux institutions communautaires de leur choix. Y compris donc en ce qui concerne les structures d'accueil pour enfants subventionnées par la Communauté flamande. Ces structures accueillent actuellement déjà aussi bien des enfants de familles qui parlent (aussi) le néerlandais à la maison que des enfants de familles allophones qui choisissent (volontairement) un service (subventionné) néerlandophone.

Le développement de la connaissance du néerlandais de tous les jeunes enfants qui fréquentent ces structures doit constituer un objectif primordial de la politique menée. Toutefois, si le nombre d'enfants néerlandophones est trop limité, un risque de retard linguistique menace, tant pour les enfants dont la langue parlée en famille n'est pas le néerlandais que pour les enfants dont la langue domestique est (au moins partiellement) le néerlandais.

Par cet amendement fixant des règles de priorité en faveur des parents maîtrisant la langue néerlandaise, les auteurs veulent instaurer, en ce qui concerne les structures d'accueil pour enfants subventionnées dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, un régime de priorité, en vue de réaliser un accès équilibré aux structures privées d'accueil pour enfants concernant, d'une part, les enfants néerlandophones (si l'on se réfère à la langue parlée à la maison) et, d'autre part, les enfants allophones » (*Doc. parl.*, Parlement flamand, 2011-2012, n° 1395/4, pp. 7-8).

B.25.3. Il résulte du paragraphe 2 de l'article 8 que la subvention complémentaire prévue pour les structures d'accueil d'enfants répondant aux conditions établies par le paragraphe 1^{er} du même article est réservée, dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, aux structures d'accueil où s'applique une priorité d'accès, à concurrence de maximum 55 % de leurs places, pour les enfants dont un des parents au moins maîtrise suffisamment le néerlandais.

En ce qui concerne les moyens pris de la violation de l'article 143 de la Constitution

B.26. Le sixième moyen dans l'affaire n° 5538, le premier moyen dans l'affaire n° 5539 et le quatrième moyen proposé par la partie intervenante sont pris de la violation de l'article 143 de la Constitution et des principes de loyauté fédérale et de sécurité juridique. Les parties requérantes et intervenantes reprochent en substance au législateur décretaal d'avoir adopté la disposition attaquée sans aucune concertation préalable avec la Communauté française, la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune alors qu'elles estiment que la situation particulière de l'accueil de la petite enfance dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, qui est caractérisée par une pénurie importante de places et par la multiplication des autorités compétentes pour cette matière, imposait une concertation entre ces différentes autorités. Elles estiment que la mesure attaquée fait peser de manière disproportionnée les conséquences de l'essor démographique dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale sur les structures subventionnées par l'Office de la naissance et de l'enfance et, en conséquence, sur les finances de la Communauté française.

B.27. Du simple fait que différentes autorités sont compétentes pour la politique en matière d'accueil des enfants en âge préscolaire dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale ou qu'il soit question dans cette région d'un essor démographique considérable ou d'une pénurie croissante de places d'accueil pour les enfants en âge préscolaire, il ne peut toutefois pas être déduit qu'en adoptant l'article 8 attaqué sans concertation préalable avec les autres autorités compétentes, alors qu'une concertation en cette matière n'est pas imposée par le législateur spécial, le législateur décretaal aurait manqué à la loyauté fédérale ou aurait enfreint le principe de proportionnalité inhérent à l'exercice de toute compétence. En effet, la règle de priorité devant être respectée pour l'obtention d'une subvention complémentaire n'a pas pour effet de supprimer des places d'accueil dans cette région. Elle tend à instaurer une priorité dans l'accès à certaines places d'accueil existantes et n'influence pas le nombre total de places disponibles. Cette mesure n'a donc pas pour effet de rendre impossible ou exagérément difficile l'exercice de leurs compétences par les autres autorités compétentes en la matière dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

B.28. Les moyens ne sont pas fondés.

En ce qui concerne les moyens pris de la violation des articles 10, 11, 22bis, 23, 30 et 191 de la Constitution, lus en combinaison avec certaines dispositions de la Convention européenne des droits de l'homme, de la Convention relative aux droits de l'enfant et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques

B.29. Le troisième moyen dans l'affaire n° 5538, le deuxième moyen, en sa deuxième branche, dans l'affaire n° 5539 et les premier, deuxième et troisième moyens proposés par la partie intervenante dénoncent diverses discriminations entre enfants et entre parents, selon qu'ils appartiennent à une famille pouvant apporter la preuve que l'un des parents maîtrise suffisamment le néerlandais.

Les moyens sont pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution ainsi que, suivant les cas, des articles 22bis, 23, 30 et 191 de la Constitution, combinés ou non avec les articles 8 et 14 de la Convention européenne des droits de l'homme, avec l'article 2 du Premier Protocole additionnel à celle-ci, avec les articles 2, 3, 5, 6, 14, 16, 18 et 28 de la Convention relative aux droits de l'enfant et avec les articles 17 et 26 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

B.30. L'article 22bis, alinéa 3, de la Constitution, dispose que « chaque enfant a le droit de bénéficier des mesures et services qui concourent à son développement ». L'article 2 de la Convention relative aux droits de l'enfant interdit toute discrimination entre enfants relevant de la juridiction des Etats parties. L'article 3 de la même Convention impose aux Etats parties de garantir que l'intérêt supérieur de l'enfant soit une considération primordiale dans toutes les décisions qui les concernent et d'assurer à l'enfant la protection et les soins nécessaires à son bien-être.

B.31. En réservant le droit à la subvention complémentaire qu'elle institue aux structures bruxelloises d'accueil d'enfants qui pratiquent une priorité à l'inscription, à concurrence de maximum 55 % de leurs places, aux enfants dont un des parents maîtrise suffisamment le néerlandais, la disposition attaquée crée une différence de traitement entre enfants selon qu'un de leurs parents peut démontrer ou non sa maîtrise suffisante du néerlandais suivant les modes de preuve fixés par le législateur décréteur. En effet, ces enfants auront moins de chances d'accès aux structures d'accueil qui bénéficient d'une subvention complémentaire accordée par *Kind en Gezin* aux structures qui pratiquent un tarif progressif en fonction des revenus des parents.

B.32. La différence de traitement attaquée repose sur un critère objectif, à savoir la capacité d'un des parents de l'enfant à démontrer qu'il maîtrise suffisamment le néerlandais.

B.33. Il ressort des travaux préparatoires mentionnés en B.25.2 que la disposition attaquée vise à « réaliser un accès équilibré aux structures privées d'accueil pour enfants concernant, d'une part, les enfants néerlandophones (si l'on se réfère à la langue parlée à la maison) et, d'autre part, les enfants allophones ». Le législateur décréteur poursuit ainsi un but légitime qui est de nature à justifier adéquatement la mesure en cause. La Cour doit encore examiner si la limitation contenue dans la disposition attaquée n'est pas disproportionnée à l'objectif ainsi poursuivi.

B.34.1. Dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, la politique familiale au sens de l'article 5, § 1^{er}, II, 1^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles est une matière qui est réglée par plusieurs législateurs.

La Communauté flamande est compétente à l'égard des institutions qui y sont établies et qui, en raison de leur organisation, doivent être considérées comme appartenant exclusivement à cette Communauté.

La Commission communautaire française est compétente à l'égard des institutions qui y sont établies et qui, en raison de leur organisation, doivent être considérées comme appartenant exclusivement à la Communauté française.

La Communauté française reste compétente pour régler ce qui relève des missions confiées à l'Office de la naissance et de l'enfance.

La Commission communautaire commune est, quant à elle, compétente pour régler les aspects de cette matière qui échappent à la compétence des trois législateurs décrets précités.

B.34.2. Eu égard à ce qui précède, il n'est pas déraisonnable que des institutions, telles les structures d'accueil d'enfants qui doivent être considérées comme appartenant exclusivement à la Communauté flamande en raison de leur organisation, doivent prévoir un pourcentage de priorité d'accès pour des familles dont un des parents maîtrise suffisamment le néerlandais. Lors de la discussion, au sein de la commission compétente du Parlement flamand, d'un amendement similaire à celui qui a abouti à la disposition attaquée, un membre a observé, en effet, « que les parents néerlandophones à Bruxelles ont souvent difficilement accès à l'accueil d'enfants subsidié par 'Kind en Gezin' » et qu'il y avait lieu « d'accroître l'accessibilité des structures d'accueil d'enfants autorisées à l'intention des néerlandophones dans la Région de Bruxelles-Capitale » (*Doc. parl.*, Parlement flamand, 2011-2012, n° 1395/5, p. 25).

B.35.1. Selon l'article 8, § 2, alinéa 2, un parent peut démontrer qu'il maîtrise suffisamment le néerlandais de cinq manières. Celles-ci correspondent à ce qui est prévu à l'article III.3, § 1^{er}, 1^o, du décret du 28 juin 2002 « relatif à l'égalité des chances en éducation-I ».

La mesure serait disproportionnée si les preuves exigées des parents étaient exagérément difficiles à produire, ce qui n'apparaît toutefois pas être le cas, de sorte que, sous cette réserve, la disposition attaquée ne peut être considérée comme portant une atteinte discriminatoire aux droits des intéressés.

B.35.2. Enfin, il ressort de la disposition attaquée que la priorité d'accès pour les enfants dont au moins un parent maîtrise suffisamment le néerlandais s'élève au maximum à 55 % de la capacité d'accueil, de sorte que, comme l'a indiqué le Gouvernement flamand, le responsable de la structure d'accueil peut fixer un pourcentage de priorité inférieur.

B.36. Sous la réserve mentionnée en B.35.1, les moyens ne sont pas fondés.

En ce qui concerne les moyens pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison avec des dispositions du droit de l'Union européenne

B.37. Le cinquième moyen dans l'affaire n° 5538, le quatrième moyen dans l'affaire n° 5539, en sa deuxième branche, et le cinquième moyen proposé par la partie intervenante sont pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés, selon le cas, avec les articles 18, 20, 21, 45, 49 et 56 du TFUE, avec les articles 21, 24, 34 et 36 de la Charte, avec les articles 2 et 3 de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique, avec les articles 1^{er} et 7 du règlement (UE) n° 492/2011 du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2011 relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de l'Union, avec l'article 24 de la directive 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des Etats membres, et avec l'article 3 du règlement (CEE) n° 1612/68 du Conseil du 15 octobre 1968 relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté.

Les parties requérantes et intervenante dénoncent diverses discriminations interdites par le droit de l'Union européenne, entre enfants et entre parents, ainsi que la violation discriminatoire des libertés de circulation et d'établissement.

B.38. Dès lors qu'il ressort du B.35.2 que la disposition attaquée n'a pas la portée que lui donnent les parties requérantes et intervenante, elle ne saurait, pour des motifs identiques à ceux qui sont mentionnés en B.34 et B.35, violer les dispositions visées aux moyens.

B.39. Les moyens ne sont pas fondés.

Par ces motifs,

la Cour

- annule, dans l'article 7, alinéa 2, du décret de la Communauté flamande du 20 avril 2012 portant organisation de l'accueil de bébés et de bambins, les mots « , et l'utilisation du néerlandais dans le fonctionnement de l'emplacement d'accueil d'enfants »;

- rejette les recours pour le surplus, sous réserve de l'interprétation mentionnée en B.35.1.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 30 juin 2014.

Le greffier,

F. Meersschant

Le président,

J. Spreutels

GRONDWETTELIJK HOF

[2014/204453]

Uittreksel uit arrest nr. 97/2014 van 30 juni 2014

Rolnummers : 5538 en 5539

In zake : de beroepen tot vernietiging van de artikelen 6, § 1, 4°, 7, tweede lid, en 8, §§ 2 en 3 (gedeeltelijk of volledig), van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 20 april 2012 houdende de organisatie van kinderopvang van baby's en peuters, ingesteld door de voorzitter van het Parlement van de Franse Gemeenschap en door de voorzitter van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters J. Spreutels en A. Alen, de rechters E. De Groot, L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût en T. Giet, en, overeenkomstig artikel 60bis van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, emeritus voorzitter M. Bossuyt, bijgestaan door de griffier F. Meersschaut, onder voorzitterschap van voorzitter J. Spreutels,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de beroepen en rechtspleging*

a. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 13 december 2012 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 14 december 2012, is beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 6, § 1, 4°, 7, tweede lid, en 8, §§ 2 en 3, 2°, van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 20 april 2012 houdende de organisatie van kinderopvang van baby's en peuters (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 15 juni 2012) door de voorzitter van het Parlement van de Franse Gemeenschap, bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. F. Tulkens en Mr. N. Bonbled, advocaten bij de balie te Brussel.

b. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 13 december 2012 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 14 december 2012, is beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 6, § 1, 4°, 7, tweede lid, en 8, §§ 2 en 3, van hetzelfde decreet door de voorzitter van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. J. Sohier, advocaat bij de balie te Brussel.

Die zaken, ingeschreven onder de nummers 5538 en 5539 van de rol van het Hof, werden samengevoegd.

(...)

II. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 20 april 2012 houdende de organisatie van kinderopvang van baby's en peuters

B.1.1. Het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 20 april 2012 houdende de organisatie van kinderopvang van baby's en peuters (hierna : het decreet van 20 april 2012) heeft tot doel het decretale kader vast te leggen met betrekking tot de organisatie van de opvang van kinderen in de voorschoolse leeftijd « in aanvulling op de opvoeding van het kind in zijn gezin » (artikel 3, eerste lid, van het decreet). Het bepaalt dat vanaf de inwerkingtreding ervan geen enkele professionele kinderopvanglocatie zal kunnen worden geopend zonder dat de organisator vooraf een vergunning heeft verkregen die wordt uitgereikt door het autonome agentschap « Kind en Gezin » (artikel 4) en het legt de voorwaarden vast waaronder die vergunning wordt toegekend (artikel 6). In het decreet wordt eveneens de subsidiëring van de kinderopvanglocaties in verschillende trappen georganiseerd. De erkende kinderopvanglocaties die aan bepaalde voorwaarden voldoen kunnen een basissubsidie (artikel 7) alsook, indien zij aan bijkomende voorwaarden beantwoorden, aanvullende subsidies (artikelen 8, 9 en 10) aanvragen en verkrijgen. Het decreet bepaalt voorts het toezicht op de kinderopvanglocaties (artikelen 15, 16 en 17) en de maatregelen die kunnen worden genomen ten aanzien van de kinderopvanglocaties die de decretale of reglementaire bepalingen die van kracht zullen zijn niet in acht nemen.

De als beroep en tegen betaling uitgeoefende kinderopvang, die krachtens het decreet van 20 april 2012 aan een voorafgaande vergunning is onderworpen, kan drie verschillende vormen aannemen (artikel 4 van het decreet). Het gaat om « de gezinsopvang », die plaatsvindt buiten de gezinswoning van het kind wanneer maximaal acht kinderen tegelijk aanwezig kunnen zijn, « de groepsopvang », die plaatsvindt buiten de gezinswoning van het kind wanneer minimaal negen kinderen tegelijk aanwezig kunnen zijn en om « de opvang aan huis » als de kinderopvang in de gezinswoning van het kind gebeurt.

B.1.2. Door het aannemen van dat decreet wil de Vlaamse decreetgever « tegemoetkomen aan de opvangbehoeften van alle kinderen en gezinnen zonder onderscheid, en dat door het aanbieden van voldoende, toegankelijke, betaalbare, kwaliteitsvolle en leefbare kinderopvang, en door middel van een eenduidige, transparante, werkbare, eenvormige en toekomstgerichte wetgeving » (*Parl. St.*, Vlaams Parlement, 2011-2012, nr. 1395/5, p. 4).

B.1.3. Uit de verzoekschriften en de memorie van tussenkomst blijkt dat de middelen zijn gericht tegen artikel 6, § 1, 4°, artikel 7, tweede lid, en artikel 8, §§ 2 en 3, van het bestreden decreet. Het Hof onderzoekt de middelen, waarbij het ze groepeert volgens de bepaling die erin wordt beoogd.

Ten aanzien van artikel 6 van het decreet van 20 april 2012

B.2.1. Artikel 6 van het decreet van 20 april 2012 bepaalt :

« § 1. De organisator voldoet voor zijn kinderopvanglocatie minstens aan alle voorwaarden met betrekking tot :

1° de infrastructuur, minstens de ruimte, bestemd voor kinderopvang, de uitrusting en de inrichting ervan;

2° de veiligheid en de gezondheid, met inbegrip van specifieke brandveiligheidsvoorschriften voor kinderopvanglocaties, met behoud van de toepassing van de federale basismatregelen voor de brandveiligheid van gebouwen;

3° de omgang met de kinderen en de gezinnen, waaronder minstens :

a) het respecteren van de fysieke en de psychische integriteit van elk kind;

b) het niet discrimineren van kinderen en gezinnen. Er mogen geen voorwerpen of tekenen aanwezig zijn die blijk geven van discriminatie of die racistisch, xenofob of onwettig zijn, als de aanwezige voorwerpen of tekenen een nadelige invloed op de kinderen kunnen hebben;

c) het pedagogische beleid en de pedagogische ondersteuning met het oog op het stimuleren van de ontwikkeling van elk kind op lichamelijk, cognitief, sociaal-emotioneel, communicatief, creatief en moreel vlak, en met het oog op het waarborgen van het welbevinden en de betrokkenheid van elk kind;

d) de betrokkenheid en de participatie van de gezinnen, met inbegrip van de periodieke evaluatie van de tevredenheid van de gezinnen en de communicatie met de gezinnen, en met inbegrip van de informatie van Kind en Gezin over de vergunning;

e) het huishoudelijk reglement en de schriftelijke overeenkomst met de gezinnen;

4° de personen werkzaam in de kinderopvanglocatie, minstens met betrekking tot :

- a) de verantwoordelijke, zoals zijn kwalificatie, te volgen vorming en zijn actieve kennis van de Nederlandse taal;
- b) de kinderbegeleider, zoals zijn kwalificatie, te volgen vorming, het aantal kinderbegeleiders in verhouding tot het aantal tegelijk aanwezige kinderen en voor minstens één van de kinderbegeleiders de actieve kennis van de Nederlandse taal;

5° het organisatorische management van de kinderopvanglocatie, minstens de verantwoordelijkheidstoedeling, de leefgroepindeling, de financiële werking, het kwaliteitsbeleid en de klachtenbehandeling;

6° de samenwerking met Kind en Gezin, het lokaal loket kinderopvang en het lokaal bestuur.

[...]

§ 5. De Vlaamse Regering bepaalt de nadere regels met betrekking tot paragraaf 1 tot en met paragraaf 4, en maakt daarbij een onderscheid tussen de startvoorwaarden en de werkingsvoorwaarden.

De Vlaamse Regering bepaalt de competenties voor kinderopvang.

[...] ».

B.2.2. In artikel 2, eerste lid, 4° tot 6°, wordt gepreciseerd dat de « organisator » « de natuurlijke persoon of de rechtspersoon [is] die kinderopvang organiseert », de « verantwoordelijke » « de persoon [is] die door de organisator is aangewezen om de kwaliteitsvolle werking van de kinderopvanglocatie dagelijks te regelen » en de « kinderbegeleider » « de persoon [is] die door de organisator is aangewezen om de kinderen op te voeden, bij te dragen tot hun ontwikkeling en hen te verzorgen ».

In de kleine kinderopvanglocaties kunnen de functies van verantwoordelijke en kinderbegeleider door dezelfde persoon worden uitgeoefend.

B.2.3. In de memorie van toelichting van het ontwerp van decreet wordt in verband met de vereiste van actieve kennis van het Nederlands bij de verantwoordelijke gepreciseerd :

« Voor de verantwoordelijke zal de Vlaamse Regering minstens voorwaarden opleggen inzake kwalificatie, te volgen vorming en de actieve kennis van de Nederlandse taal.

Uitgangspunt voor de voorwaarden inzake de actieve kennis van het Nederlands voor de verantwoordelijke in de kinderopvang is hoe dan ook de taalvrijheid zoals gewaarborgd door de Grondwet (artikel 30). De vergunningsvoorwaarden zullen niet aan deze taalvrijheid raken, er zullen enkel voorwaarden gelden rond taalkennis. Kennis van het Nederlands is noodzakelijk om een aantal doelstellingen te kunnen bereiken. Actieve kennis van het Nederlands van de verantwoordelijke is van belang om onder meer de van toepassing zijnde regelgeving, richtlijnen, aanbevelingen en gehanteerde instrumenten te kunnen verstaan en toepassen op de werkvloer. Daarnaast is deze kennis ook aangewezen om vlot contact met Nederlandstalige gezinnen te kunnen aangaan. De kinderopvang dient ook ingeschakeld te worden om een actieve rol te spelen in de strijd tegen de taalachterstand. Als de verantwoordelijke vervangen moet worden, voldoet de vervanger ook aan de voorwaarden.

De taalkennis zal bewezen kunnen worden aan de hand van een behaald Nederlandstalig kwalificatiebewijs, of een taalttest (minimum niveau B2 volgens het Europees referentiekader voor de talen). De Vlaamse Regering bepaalt de nadere voorwaarden » (*Parl. St.*, Vlaams Parlement, 2011-2012, nr. 1395/1, p. 33).

Wat de middelen betreft die zijn afgeleid uit de schending van de bevoegdheidverdelende regels

B.3.1. Het eerste middel in de zaak nr. 5538 is afgeleid uit de schending, door artikel 6, § 1, 4°, van het bestreden decreet, van artikel 129 van de Grondwet en, in ondergeschikte orde, van artikel 16bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen. De verzoekende partij is van mening dat door de actieve kennis van het Nederlands bij de verantwoordelijke en bij een van de kinderbegeleiders te vereisen voor het verkrijgen van de vergunning om kinderopvang te organiseren, de decreetgever een maatregel heeft genomen die het gebruik van de talen regelt. Zij doet gelden dat de gemeenschappen slechts in bepaalde aangelegenheden die zijn opgesomd in artikel 129 van de Grondwet bevoegd zijn om het gebruik van de talen te regelen. Zij voegt eraan toe dat zelfs indien ervan zou moeten worden uitgegaan dat de Vlaamse Gemeenschap bevoegd is om regelgeving inzake het gebruik van de talen in de kinderopvanglocaties aan te nemen, die bevoegdheid in elk geval niet zou kunnen worden uitgeoefend op het grondgebied van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, noch in de gemeenten of groepen van gemeenten die palen aan een ander taalgebied en waar de wet het gebruik van een andere taal dan die van het gebied waarin zij gelegen zijn, voorschrijft of toelaat.

B.3.2. Artikel 129 van de Grondwet bepaalt :

« § 1. De Parlementen van de Vlaamse en de Franse Gemeenschap regelen, bij uitsluiting van de federale wetgever, elk voor zich, bij decreet, het gebruik van de talen voor :

- 1° de bestuurszaken;
- 2° het onderwijs in de door de overheid opgerichte, gesubsidieerde of erkende instellingen;
- 3° de sociale betrekkingen tussen de werkgevers en hun personeel, alsmede de door de wet en de verordeningen voorgeschreven akten en bescheiden van de ondernemingen.

§ 2. Deze decreten hebben kracht van wet, respectievelijk in het Nederlandse taalgebied en in het Franse taalgebied, uitgezonderd wat betreft :

- de gemeenten of groepen van gemeenten palend aan een ander taalgebied en waar de wet het gebruik van een andere taal dan die van het gebied waarin zij gelegen zijn, voorschrijft of toelaat. Voor deze gemeenten kan in de bepalingen betreffende het gebruik van de talen voor de aangelegenheden bedoeld in § 1 geen verandering worden aangebracht dan bij een wet aangenomen met de in artikel 4, laatste lid, bepaalde meerderheid;
- de diensten waarvan de werkkring verder reikt dan het taalgebied waarin zij gevestigd zijn;
- de door de wet aangewezen federale en internationale instellingen waarvan de werking gemeen is aan meer dan één gemeenschap ».

B.3.3. Uit die bepaling volgt dat de bevoegdheid om het gebruik van de talen in de aangelegenheid van de opvang van kinderen in de voorschoolse leeftijd te regelen niet aan de gemeenschappen is toegewezen.

B.3.4. Door, onder de voorwaarden die het mogelijk maken een vergunning te verkrijgen om kinderopvang te kunnen organiseren, te bepalen dat de verantwoordelijke en ten minste een van de kinderbegeleiders over een actieve kennis van de Nederlandse taal moeten beschikken, regelt artikel 6, § 1, 4°, van het decreet van 20 april 2012 op geen enkele wijze het gebruik van die taal door de betrokken personen, noch in hun betrekkingen met de kinderen en met de ouders, noch in de betrekkingen tussen de personeelsleden van de kinderopvanglocatie. Die bepaling verhindert dus niet het gebruik van andere talen in de kinderopvangvoorziening.

De in B.2.3 aangehaalde memorie van toelichting toont aan dat de decreetgever, door die voorwaarde inzake taalkennis op te leggen, de bedoeling had zich ervan te vergewissen dat, enerzijds, de regelgeving ter zake en de richtlijnen van Kind en Gezin zouden worden begrepen en correct zouden worden toegepast in de kinderopvanglocatie en dat, anderzijds, de betrekkingen met de Nederlandstalige ouders zouden worden vergemakkelijkt.

B.3.5. De gemeenschappen zijn, krachtens artikel 128 van de Grondwet en artikel 5, § 1, II, 1^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, bevoegd voor de aangelegenheid van de opvang van kinderen in de voorschoolse leeftijd. Bij de uitoefening van die bevoegdheid kunnen zij bepalen dat het organiseren, bij wijze van beroep en tegen betaling, van de opvang van die kinderen het verkrijgen van een voorafgaande vergunning vergt teneinde de kwaliteit van de opvang te waarborgen. Zij kunnen eveneens de voorwaarden bepalen die moeten worden vervuld om die vergunning te verkrijgen. Voor zover dergelijke bepaling een nauwe band vertoont met de bevoegdheid van de gemeenschappen inzake kinderopvang en onder voorbehoud van het onderzoek van de bestaanbaarheid van die voorwaarden met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet en met de bepalingen van het recht van de Europese Unie, kunnen zij, zonder hun bevoegdheid te overschrijden, bepalen dat de verantwoordelijke en één personeelslid een actieve kennis, in dit geval, van de Nederlandse taal moeten bezitten zonder evenwel het gebruik van die taal te kunnen regelen.

B.3.6. Daaruit volgt dat artikel 6, § 1, 4^o, van het decreet van 20 april 2012 geen bepaling is die het gebruik van de talen regelt in de zin van artikel 129 van de Grondwet en dat de decreetgever bevoegd was om die bepaling aan te nemen aangezien het nauwe verband van die bepaling met de bevoegdheid van de gemeenschappen inzake kinderopvang blijkt uit de in B.3.4 vermelde doelstellingen.

Bovendien toont de verzoekende partij niet aan in welk opzicht de bestreden bepaling afbreuk zou doen aan de rechten van de personen die wonen in de gemeenten met een bijzonder taalstatuut, zodat er geen reden is om de aangevoerde schending van artikel 16bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 te onderzoeken.

B.3.7. Het eerste middel in de zaak nr. 5538 is niet gegrond.

B.4.1. Het eerste middel in de zaak nr. 5539 is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11, 30 en 143 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 8 en 14 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, met de artikelen 5, 14, 16, 18 en 28 van het Verdrag inzake de rechten van het kind en met de algemene beginselen van rechtszekerheid, wettigheid en evenredigheid.

Dat middel is gericht tegen de artikelen 6, 7 en 8 van het decreet van 20 april 2012. Het Hof onderzoekt dat middel hier slechts in zoverre artikel 6, § 1, 4^o, van het decreet erin is beoogd.

B.4.2. De verzoekende partij doet gelden dat door de actieve kennis van het Nederlands bij de verantwoordelijke en één kinderbegeleider te vereisen voor het verkrijgen van de vergunning om kinderopvang te organiseren, de decreetgever noodzakelijkerwijs een vermindering van het aantal kinderopvanglocaties en dus van het aantal beschikbare plaatsen in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad veroorzaakt, alsook een correlatieve verhoging van de financiële last voor de Franse Gemeenschap, die te wijten is aan een significante verhoging van het aantal kinderopvanginstellingen die hun aansluiting bij de *Office de la naissance et de l'enfance* (Dienst voor geboorte en kindwielzijn van de Franse Gemeenschap) aanvragen. Zij is van mening dat de decreetgever te dezen een wetgeving heeft aangenomen die onverenigbaar is met de federale loyaliteit en derhalve artikel 143 van de Grondwet heeft geschonden.

B.4.3. Artikel 143, § 1, van de Grondwet - de paragrafen 2 en 3 van die bepaling hebben betrekking op de procedure betreffende de belangenconflicten en staan dus los van het onderwerp van het middel - bepaalt :

« Met het oog op het vermijden van de belangenconflicten nemen de federale Staat, de gemeenschappen, de gewesten en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, in de uitoefening van hun respectieve bevoegdheden, de federale loyaliteit in acht ».

B.4.4. Het beginsel van de federale loyaliteit houdt blijkens de parlementaire voorbereiding van die grondwetsbepaling voor de federale overheid en voor de deelgebieden de verplichting in om, wanneer zij hun bevoegdheden uitoefenen, het evenwicht van de federale constructie in haar geheel niet te verstoren; het betekent meer dan het uitoefenen van bevoegdheden : het geeft aan in welke geest dat moet geschieden (*Parl. St.*, Senaat, B.Z. 1991-1992, nr. 100-29/2).

B.4.5. Het beginsel van de federale loyaliteit, in samenhang gelezen met het redelijkheids- en evenredigheidsbeginsel, betekent dat elke wetgever ertoe gehouden is, in de uitoefening van zijn eigen bevoegdheid, erover te waken dat door zijn optreden de uitoefening van de bevoegdheden van de andere wetgevers niet onmogelijk of overdreven moeilijk wordt gemaakt.

B.4.6. De gemeenschappen, die bevoegd zijn om de aangelegenheid van de kinderopvang te regelen, kunnen van oordeel zijn dat het noodzakelijk is te bepalen dat die opvang slechts kan worden georganiseerd met een voorafgaande vergunning, teneinde de kwaliteit ervan te waarborgen. Zij kunnen eveneens de voorwaarden bepalen die moeten worden vervuld om de betrokken vergunning te verkrijgen.

B.4.7. Artikel 3, tweede lid, van het decreet van 20 april 2012 bepaalt :

« Binnen het beschikbare aanbod aan kinderopvang heeft elk gezin met een behoefte aan kinderopvang, recht op kinderopvang. De Vlaamse Gemeenschap beoogt tegen 2016 een aanbod voor minstens de helft van de kinderen jonger dan drie jaar, en vanaf 2020 voor alle gezinnen met een behoefte aan kinderopvang, binnen een afgesproken budgettair kader ».

Het decreet van 20 april 2012 beoogt dus het aantal kinderopvanglocaties te verhogen.

B.4.8. De bestreden bepaling vermindert op zich ook niet het totale aantal kinderopvangvoorzieningen en het totale aantal beschikbare plaatsen in die voorzieningen in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad.

B.4.9. Het eerste middel in de zaak nr. 5539 is niet gegrond in zoverre artikel 6, § 1, 4^o, van het decreet van 20 april 2012 erin is beoogd.

Wat de middelen betreft die zijn afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met bepalingen van het recht van de Europese Unie

B.5.1. Het vierde middel in de zaak nr. 5538 is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 18, 45 en 49 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie (VWEU), met de artikelen 1 en 7 van de verordening (EU) nr. 492/2011 van het Europees Parlement en de Raad van 5 april 2011 betreffende het vrije verkeer van werknemers binnen de Unie, met artikel 24 van de richtlijn 2004/38/EG van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2004 betreffende het recht van vrij verkeer en verblijf op het grondgebied van de lidstaten voor de burgers van de Unie en hun familieleden, en met artikel 21 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie (hierna : het Handvest).

In dat middel worden de artikelen 6, § 1, 4^o, en 7, tweede lid, van het bestreden decreet beoogd. Het Hof onderzoekt het middel hierna in zoverre het artikel 6, § 1, 4^o betreft.

Het derde middel in de zaak nr. 5539 is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 18 en 49 van het VWEU en met de artikelen 21, 34 en 36 van het Handvest.

B.5.2. De verzoekende partijen gaan ervan uit dat artikel 6, § 1, 4^o, van het decreet van 20 april 2012, door het verkrijgen van de verplichte vergunning om kinderopvang in de Vlaamse Gemeenschap te organiseren afhankelijk te stellen van de actieve kennis van het Nederlands bij de verantwoordelijke en bij één kinderbegeleider, een beperking in het leven roept van de vrijheid van verkeer van werknemers en van de vrijheid van vestiging die onverenigbaar is met het recht van de Europese Unie, en een discriminatie op grond van de taal of de nationaliteit bevat.

B.5.3. De artikelen 18, 45 en 49 van het VWEU bepalen :

« Artikel 18

Binnen de werkingssfeer van de Verdragen en onverminderd de bijzondere bepalingen, daarin gesteld, is elke discriminatie op grond van nationaliteit verboden.

[...] ».

« Artikel 45

1. Het verkeer van werknemers binnen de Unie is vrij.

2. Dit houdt de afschaffing in van elke discriminatie op grond van de nationaliteit tussen de werknemers der lidstaten, wat betreft de werkgelegenheid, de beloning en de overige arbeidsvoorwaarden.

3. Het houdt behoudens de uit hoofde van openbare orde, openbare veiligheid en volksgezondheid gerechtvaardigde beperkingen het recht in om,

a) in te gaan op een feitelijk aanbod tot tewerkstelling,

b) zich te dien einde vrij te verplaatsen binnen het grondgebied der lidstaten,

c) in een der lidstaten te verblijven teneinde daar een beroep uit te oefenen overeenkomstig de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen welke voor de tewerkstelling van nationale werknemers gelden,

d) op het grondgebied van een lidstaat verblijf te houden, na er een betrekking te hebben vervuld, overeenkomstig de voorwaarden die zullen worden opgenomen in door de Commissie vast te stellen verordeningen.

4. De bepalingen van dit artikel zijn niet van toepassing op de betrekkingen in overheidsdienst ».

« Artikel 49

In het kader van de volgende bepalingen zijn beperkingen van de vrijheid van vestiging voor onderdanen van een lidstaat op het grondgebied van een andere lidstaat verboden. Dit verbod heeft eveneens betrekking op beperkingen betreffende de oprichting van agentschappen, filialen of dochterondernemingen door de onderdanen van een lidstaat die op het grondgebied van een lidstaat zijn gevestigd.

De vrijheid van vestiging omvat, behoudens de bepalingen van het hoofdstuk betreffende het kapitaal, de toegang tot werkzaamheden anders dan in loondienst en de uitoefening daarvan alsmede de oprichting en het beheer van ondernemingen, en met name van vennootschappen in de zin van de tweede alinea van artikel 54, overeenkomstig de bepalingen welke door de wetgeving van het land van vestiging voor de eigen onderdanen zijn vastgesteld ».

B.5.4. Artikel 21 van het Handvest bepaalt :

« 1. Iedere discriminatie, met name op grond van geslacht, ras, kleur, etnische of sociale afkomst, genetische kenmerken, taal, godsdienst of overtuiging, politieke of andere denkbeelden, het behoren tot een nationale minderheid, vermogen, geboorte, een handicap, leeftijd of seksuele gerichtheid, is verboden.

2. Binnen de werkingssfeer van de Verdragen en onverminderd de bijzondere bepalingen ervan, is iedere discriminatie op grond van nationaliteit verboden ».

Artikel 34 van het Handvest, dat de sociale zekerheid en de sociale bijstand betreft, en artikel 36 van het Handvest, dat de toegang tot diensten van algemeen economisch belang betreft, zijn vreemd aan de grieven van de verzoekende partijen.

B.5.5. De artikelen 1 en 7 van de verordening (EU) nr. 492/2011 van het Europees Parlement en de Raad van 5 april 2011 betreffende het vrije verkeer van werknemers binnen de Unie bepalen :

« Artikel 1

1. Iedere onderdaan van een lidstaat, ongeacht zijn woonplaats, heeft het recht, op het grondgebied van een andere lidstaat arbeid in loondienst te aanvaarden en te verrichten, overeenkomstig de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen die de tewerkstelling van de onderdanen van die staat regelen.

2. Op het gebied van een andere lidstaat geniet hij met name dezelfde voorrang ten aanzien van het aanvaarden van arbeid in loondienst als de onderdanen van deze staat ».

« Artikel 7

1. Een werknemer die onderdaan is van een lidstaat mag op het grondgebied van andere lidstaten niet op grond van zijn nationaliteit anders worden behandeld dan de nationale werknemers, wat betreft alle voorwaarden voor tewerkstelling en arbeid, met name op het gebied van beloning, ontslag, en, indien hij werkloos is geworden, wederinschakeling in het beroep of wedertewerkstelling.

[...] ».

B.5.6. Artikel 24 van de richtlijn 2004/38/EG van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2004 betreffende het recht van vrij verkeer en verblijf op het grondgebied van de lidstaten voor de burgers van de Unie en hun familieleden bepaalt :

« 1. Onverminderd specifieke, in het Verdrag en het afgeleide recht uitdrukkelijk opgenomen bepalingen, geniet iedere burger van de Unie die op basis van deze richtlijn op het grondgebied van een gastland verblijft, binnen het toepassingsgebied van het Verdrag dezelfde behandeling als de onderdanen van dat gastland. Dit recht geldt ook voor familieleden die niet de nationaliteit van een lidstaat bezitten en die verblijfsrecht of duurzaam verblijfsrecht genieten.

[...] ».

B.5.7. Bovendien bepalen de artikelen 9 en 10 van de richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende diensten op de interne markt :

« Artikel 9

1. De lidstaten stellen de toegang tot en de uitoefening van een dienstenactiviteit niet afhankelijk van een vergunningstelsel, tenzij aan de volgende voorwaarden is voldaan :

a) het vergunningstelsel heeft geen discriminerende werking jegens de betrokken dienstverrichter;

b) de behoefte aan een vergunningstelsel is gerechtvaardigd om een dwingende reden van algemeen belang;

c) het nagestreefde doel kan niet door een minder beperkende maatregel worden bereikt, met name omdat een controle achteraf te laat zou komen om werkelijk doeltreffend te zijn.

[...]

Artikel 10

1. Vergunningstelsels zijn gebaseerd op criteria die beletten dat de bevoegde instanties hun beoordelingsbevoegdheid op willekeurige wijze uitoefenen.

2. De in lid 1 bedoelde criteria zijn :

a) niet-discriminatoire;

b) gerechtvaardigd om een dwingende reden van algemeen belang;

c) evenredig met die reden van algemeen belang;

- d) duidelijk en ondubbelzinnig;
 - e) objectief;
 - f) vooraf openbaar bekendgemaakt;
 - g) transparant en toegankelijk.
- [...] ».

B.5.8. Het is vaste rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Unie dat « binnen hun respectieve werkingssfeer de artikelen 45 VWEU en 49 VWEU, alsook de artikelen 22 en 24 van richtlijn 2004/38 nationale maatregelen verbieden die een burger van een lidstaat beletten of ervan weerhouden deze lidstaat te verlaten om zijn recht van vrij verkeer binnen de Unie uit te oefenen. Dergelijke maatregelen vormen, zelfs wanneer zij onafhankelijk van de nationaliteit van de betrokken staatsburgers van toepassing zijn, beperkingen van de door deze artikelen gewaarborgde fundamentele vrijheden » (HvJ, 8 mei 2013, *Libert e.a.*, C-197/11 en C-203/11, punt 38 en aangehaalde rechtspraak). Het is ook vaste rechtspraak van het Hof van Justitie dat de verdragsbepalingen inzake het vrije verkeer van personen het alle burgers van de Unie gemakkelijker beogen te maken, om het even welk beroep uit te oefenen op het gehele grondgebied van de Unie, en in de weg staan aan maatregelen die deze burgers minder gunstig behandelen wanneer zij op het grondgebied van een andere lidstaat een economische activiteit willen uitoefenen (HvJ, grote kamer, 1 april 2008, *Regering van de Franse Gemeenschap en Waalse Regering*, C-212/06, punt 44).

De beperkingen van de bij het Verdrag gewaarborgde vrijheden van verkeer zijn echter toelaatbaar indien blijkt dat er mee een doelstelling van algemeen belang wordt nagestreefd, dat zij geschikt zijn om de verwezenlijking van het er mee beoogde doel te waarborgen en niet verder gaan dan noodzakelijk is om dat doel te bereiken (zie met name HvJ, 5 december 2006, *Cipolla e.a.*, C-94/04 en C-202/04, punt 61; 13 december 2007, *United Pan-Europe Communications Belgium e.a.*, C-250/06, punt 39; grote kamer, 1 april 2008, *Regering van de Franse Gemeenschap en Waalse Regering*, C-212/06, punt 55; grote kamer, 28 april 2009, *Commissie van de Europese Gemeenschappen t. Italiaanse Republiek*, C-518/06, punt 72; grote kamer, 16 april 2013, *Las*, C-202/11, punt 23; 8 mei 2013, *Libert e.a.*, C-197/11 en C-203/11, punt 49).

B.6.1. De vereiste de actieve kennis van het Nederlands aan te tonen om verantwoordelijke te zijn van een vergunde voorziening voor de opvang van kinderen in de voorschoolse leeftijd kan de uitoefening van de vrijheid van vestiging of van het recht van vrij verkeer door onderdanen van andere lidstaten welke die activiteit in de Vlaamse Gemeenschap wensen uit te oefenen en die niet kunnen aantonen dat zij een actieve kennis van die taal bezitten, belemmeren of minder aantrekkelijk maken.

Die vereiste vormt derhalve een belemmering van het recht van vrije vestiging en van het recht van vrij verkeer van de burgers van de Europese Unie.

B.6.2. De vergunning om een kinderopvangvoorziening te organiseren afhankelijk stellen van de voorwaarde dat ten minste één van de in die voorziening tewerkgestelde kleuterleiders over een actieve kennis van de Nederlandse taal beschikt, heeft tot gevolg de personen welke die taal beheersen, bij het zoeken van een betrekking in die sector te bevoordelen tegenover diegenen die ze niet beheersen.

Die bepaling kan dus het recht van vrij verkeer van de werknemers die onderdaan zijn van andere lidstaten, die dat beroep wensen uit te oefenen en die niet kunnen bewijzen dat zij een actieve kennis van die taal bezitten, belemmeren.

B.7.1. Volgens de in B.2.3 aangehaalde memorie van toelichting bij het ontwerp van decreet dat tot de bestreden bepaling heeft geleid, worden die beperkingen verantwoord door de noodzaak om de van toepassing zijnde regelgeving, richtlijnen, aanbevelingen en gehanteerde instrumenten te kunnen verstaan en toe te passen op de werkvloer en om vlot contact met Nederlandstalige gezinnen te kunnen aangaan (*Parl. St.*, Vlaams Parlement, 2011-2012, nr. 1395/1, p. 33).

B.7.2. Het kan rechtmatig zijn van een kandidaat voor een betrekking talenkennis op een zeker niveau te verlangen (HvJ, 28 november 1989, *Groener*, C-379/87, punt 20; 6 juni 2000, *Angonese*, C-281/98, punt 44), zelfs al dient de betrokkene die taal in de uitoefening van zijn ambt niet te gebruiken. Zo vereisen de dialoog met de gebruikers en de inachtneming van de juridische voorschriften die in de lidstaat van vestiging eigen zijn en de uitvoering van administratieve taken, een passende kennis van de taal van die Staat. De taalvereisten moeten waarborgen dat de betrokkene met de gebruikers en de administratieve autoriteiten van die Staat zinvol kan communiceren (HvJ, 4 juli 2000, *Haim*, C-424/97, punten 59 en 60).

B.7.3. De nagestreefde doelstelling is dus een doelstelling van algemeen belang die de beperkingen van de bij het VWEU gewaarborgde vrijheden van vestiging en van vrij verkeer adequaat kan verantwoorden.

B.8.1. Het Hof dient na te gaan of de in de bestreden bepaling vervatte beperking evenredig is met de aldus nagestreefde doelstelling. Volgens het Hof van Justitie mogen de taalvereisten immers niet verdergaan dan ter bereiking van dat doel noodzakelijk is (*ibid.*, punt 60).

B.8.2. Te dien aanzien dient allereerst te worden vastgesteld dat de vereiste de actieve kennis van het Nederlands aan te tonen enkel geldt voor de verantwoordelijke van de kinderopvanglocatie en voor één van de kinderbegeleiders. In kinderopvanglocaties waar meer dan één kinderbegeleider werkzaam is, geldt die verplichting derhalve niet voor de andere kinderbegeleiders.

B.8.3. Vervolgens belet die bepaling niet, zoals in B.3.4 en B.3.6 wordt gepreciseerd, dat die personen andere talen gebruiken. In de memorie van toelichting bij het ontwerp van decreet dat tot de bestreden bepaling heeft geleid werd overigens uitdrukkelijk bevestigd dat die bepaling niet verhindert « dat ook exclusief anderstalige (niet-Nederlandstalige) kinderopvang mogelijk moet zijn » (*Parl. St.*, Vlaams Parlement, 2011-2012, nr. 1395/1, p. 42).

B.8.4. De bestreden bepaling preciseert niet wat onder « actieve kennis van de Nederlandse taal » dient te worden verstaan. De Vlaamse Regering dient dit nader te bepalen (artikel 6, § 5, eerste lid, van het decreet van 20 april 2012). De parlementaire voorbereiding stelt :

« De taalkennis zal bewezen kunnen worden aan de hand van een behaald Nederlandstalig kwalificatiebewijs, of een taalttest (minimum niveau B2 volgens het Europees referentiekader voor de talen) » (*Parl. St.*, Vlaams Parlement, 2011-2012, nr. 1395/1, p. 33).

Bijgevolg is niet vereist dat de betrokkenen over een Nederlandstalig diploma beschikken. Degenen die dat niet hebben, kunnen een taalttest afleggen. Het in de parlementaire voorbereiding aangegeven niveau voor die test is bovendien niet van die aard dat die taalttest overdreven moeilijk zou zijn of niet in verhouding zou staan tot de functie. Het staat in voorkomend geval aan het bevoegde rechtscollege om te onderzoeken of het door de Vlaamse Regering bepaalde niveau in overeenstemming is met die precisering.

B.8.5. Ten slotte bepaalt artikel 6, § 7, van het decreet van 20 april 2012 :

« De Vlaamse Regering kan, op vraag van een organisator, een afwijking toestaan op de naleving van bepaalde vergunningsvoorwaarden die zijn vastgelegd ter uitvoering van paragraaf 1 tot en met paragraaf 4, op voorwaarde dat de veiligheid van de kinderen en de medewerkers, en de kwaliteit van de kinderopvang voldoende gewaarborgd zijn. De Vlaamse Regering bepaalt de regels om die afwijking toe te staan ».

Bijgevolg kan de Vlaamse Regering ook een afwijking toestaan van de regel dat de verantwoordelijke en ten minste één kinderbegeleider moeten aantonen dat ze over een actieve kennis van de Nederlandse taal beschikken, voor zover de veiligheid van de kinderen en de medewerkers, en de kwaliteit van de kinderopvang daardoor niet in het gedrang komen.

B.9.1. Gelet op de in B.8.2 tot B.8.5 vermelde preciseringen zijn de in de bestreden bepaling vervatte beperkingen van de door het VWEU gewaarborgde vrijheden niet onevenredig.

B.9.2. Het vierde middel in de zaak nr. 5538 en het derde middel in de zaak nr. 5539 zijn niet gegrond in zoverre artikel 6, § 1, 4°, van het decreet van 20 april 2012 erin is beoogd.

Ten aanzien van artikel 7 van het decreet van 20 april 2012

B.10. Artikel 7 van het decreet van 20 april 2012 bepaalt :

« De organisator met een vergunning voor gezinsopvang of een vergunning voor groepsopvang kan een basissubsidie ontvangen van Kind en Gezin.

De Vlaamse Regering bepaalt de nadere regels voor de basissubsidie, waaronder minstens de voorwaarden voor de actieve taalkennis van het Nederlands voor de kinderbegeleiders, en het gebruik van het Nederlands in de werking van de kinderopvanglocatie ».

B.11.1. Het subsidiëringssysteem dat bij het decreet van 20 april 2012 is ingevoerd, omvat een basissubsidie en eventuele aanvullende subsidies. Voor elk van de subsidies, met inbegrip van de basissubsidie, moet de organisator van de kinderopvang bijkomende voorwaarden vervullen ten opzichte van de voorwaarden waaraan moet worden voldaan om de vergunning te verkrijgen die nodig is voor het organiseren van de opvang.

Artikel 7 van het decreet betreft de basissubsidie. In het tweede lid van die bepaling wordt aan de Vlaamse Regering de bevoegdheid overgedragen de nadere regels voor de toekenning van die basissubsidie te bepalen en wordt gepreciseerd dat die nadere regels ten minste een voorwaarde met betrekking tot de actieve kennis van het Nederlands bij de kinderbegeleiders en een voorwaarde met betrekking tot het gebruik van het Nederlands in de werking van de kinderopvanglocatie moeten omvatten.

De organisator die de basissubsidie verkrijgt, kan vervolgens aanspraak maken op een aanvullende subsidie indien hij werkt met een tarief dat wordt berekend op basis van het inkomen van de gezinnen en indien hij bij voorrang kinderen opvangt die afkomstig zijn uit gezinnen die bepaalde kenmerken vertonen (artikel 8). De organisator die de basissubsidie en de subsidie bepaald in artikel 8 ontvangt, kan nog een extra subsidie verkrijgen voor de realisatie van de opvang van kinderen die afkomstig zijn uit kwetsbare gezinnen (artikel 9). Ten slotte wordt eveneens een subsidie toegekend aan de organisator die kinderopvang met flexibele openingstijden organiseert en aan diegene die kinderen met specifieke zorgbehoeften opvangt (artikel 10).

B.11.2. In de memorie van toelichting bij het ontwerp van decreet wordt in verband met artikel 7 de volgende uitleg gegeven :

« Naast de voorwaarde van een vergunning hebben, worden onder andere als bijkomende voorwaarden gesteld : een actieve taalkennis Nederlands voor begeleiders en minstens het Nederlands gebruiken in de werking van de kinderopvangvoorziening. Voor de Vlaamse Gemeenschap is het immers een beleidsdoelstelling de verwerving van de Nederlandse taal bij jonge kinderen te ondersteunen in functie van de realisatie van het gelijke Kansenbeleid. Op die wijze kan kinderopvang bijdragen aan het voorkomen van mogelijke achterstand bij kinderen uit arme of anderstalige gezinnen (zie ook : Vlaams regeerakkoord 2009-2014, pp. 25 en 27, *Parl. St.*, VI. Parl. 2009, nr. 31/1). Dit kan enkel wanneer de kinderopvangvoorziening ook werkt met begeleiders die het Nederlands machtig zijn, en wanneer het Nederlands effectief ook aan bod komt in de werking van de kinderopvang. De basissubsidie is aldus, naast een tegemoetkoming in kosten ten gevolge van het voldoen aan de vergunningsvoorwaarden, ook een hefboom in functie van deze taaldoelstelling.

Hoewel de verwerving van de Nederlandse taal voor elk kind in de Vlaamse samenleving een belangrijke Vlaamse doelstelling is, kunnen ingevolge het advies van de Raad van State van 2 augustus 2011, randnummer 15 tot en met 16, ter zake geen voorwaarden worden opgelegd op niveau van de vergunning. Artikel 30 van de Grondwet garandeert immers dat in België het taalgebruik vrij is. Dit impliceert dat ook exclusief anderstalige (niet-Nederlandstalige) kinderopvang mogelijk moet zijn.

Daarom worden deze voorwaarden gekoppeld aan de subsidiëring, vanaf de basissubsidie.

De kindbegeleider dient een actieve kennis van het Nederlands te hebben om de van toepassing zijnde regelgeving, richtlijnen, aanbevelingen en de gehanteerde instrumenten correct te kunnen interpreteren en toepassen op de werkvloer. De kennis van de Nederlandse taal is tevens noodzakelijk voor de begeleider om de jonge kinderen in hun meest gevoelige leeftijd voor taalontwikkeling op een correcte wijze te kunnen begeleiden en stimuleren in de verwerving van het Nederlands als de voertaal in de Vlaamse samenleving en als de taal van het Vlaamse onderwijs. Het IVRK stelt dat elk kind recht heeft op ontwikkeling. Het is de taak van de overheid het kind hierin te ondersteunen. Eén van de aspecten van de ontwikkeling is de taal. Het vlot kunnen spreken van een taal bevordert de deelname aan de samenleving. Naast het hanteren van het Nederlands als de omgangstaal met de kinderen, is ook nodig dat de begeleider (in het kader van de identiteitsontwikkeling) ook aandacht heeft voor de thuistaal van het kind indien dit geen Nederlands is. Dit wil zeggen dat we het spreken van deze taal niet mogen negeren of afstraffen. Het zorgt ervoor dat kinderen zich veilig en goed kunnen voelen. Bovendien is aandacht voor de thuistaal een belangrijke hefboom om de betrokkenheid en de participatie van kinderen en hun gezin bij de opvang te versterken.

De koppeling van deze taalvoorwaarden aan de basissubsidie heeft dus als doel dat er Nederlandstalige kwaliteitsvolle kinderopvang is.

De taalkennis zal bewezen kunnen worden aan de hand van een behaald Nederlandstalig kwalificatiebewijs of een taaltest (minimum niveau B2 volgens het Europees referentiekader voor de talen). De Vlaamse Regering bepaalt de nadere voorwaarden » (*Parl. St.*, Vlaams Parlement, 2011-2012, nr. 1395/1, pp. 42-43).

Wat de middelen betreft die zijn afgeleid uit de schending van de bevoegdheidverdelende regels

B.12. Het tweede middel in de zaak nr. 5538 is afgeleid uit de schending, door artikel 7, tweede lid, van het decreet van 20 april 2012, van de artikelen 30 en 129 van de Grondwet en van de algemene beginselen van wettigheid en rechtszekerheid.

De verzoekende partijen doen met name gelden dat artikel 30 van de Grondwet de taalvrijheid in de betrekkingen tussen particulieren onderling waarborgt, dat de gemeenschappen inzake het gebruik van de talen slechts bevoegd zijn in de aangelegenheden bedoeld in artikel 129 van de Grondwet en dat de artikelen 30 en 129 van de Grondwet de wetgever in elk geval verbieden de regelgeving inzake het gebruik van de talen aan de uitvoerende macht over te dragen.

B.13.1. Door te stellen dat de door de Vlaamse Regering te bepalen voorwaarden voor het verkrijgen van de basissubsidie, minstens voorwaarden inzake « actieve taalkennis van het Nederlands » voor de kinderbegeleiders dienen te bevatten, regelt artikel 7, tweede lid, van het decreet van 20 april 2012 op geen enkele wijze het gebruik van die taal door de betrokken personen, noch in hun betrekkingen met de ouders, noch in de betrekkingen tussen de personeelsleden van de kinderopvanglocatie. Die bepaling belet niet het gebruik van andere talen in de kinderopvangvoorziening.

B.13.2. Zoals is vermeld in B.3.5, zijn de gemeenschappen, krachtens artikel 128 van de Grondwet en artikel 5, § 1, II, 1^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, bevoegd voor de aangelegenheid van de opvang van kinderen in de voorschoolse leeftijd. Bij de uitoefening van die bevoegdheid kunnen zij de voorwaarden bepalen die moeten worden vervuld om een subsidie van de Vlaamse Gemeenschap te ontvangen. Voor zover die bepaling een nauw verband vertoont met de bevoegdheid van de gemeenschappen inzake kinderopvang, en onder voorbehoud van het onderzoek van de bestaanbaarheid van die voorwaarden met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet en met de bepalingen van het recht van de Europese Unie, kunnen zij, zonder hun bevoegdheid te overschrijden, bepalen dat de kinderbegeleiders een actieve kennis van de Nederlandse taal moeten bezitten zonder het gebruik van die taal te regelen. Die vereiste maakt het mogelijk te waarborgen dat de kinderen afkomstig uit Nederlandstalige gezinnen steeds zullen kunnen worden opgevangen in hun moedertaal.

B.13.3. Daaruit volgt dat voor wat de voorwaarde van taalkennis betreft artikel 7, tweede lid, van het decreet van 20 april 2012 geen bepaling is die het gebruik van de talen regelt in de zin van artikel 129 van de Grondwet en dat de Vlaamse decreetgever bevoegd was om dat aan te nemen, aangezien het nauwe verband van die bepaling met de bevoegdheid van de gemeenschappen inzake kinderopvang blijkt uit de in B.11.2 vermelde doelstelling.

B.13.4. Het tweede middel in de zaak nr. 5538 is niet gegrond voor wat betreft de voorwaarde van taalkennis bepaald bij het bestreden artikel 7, tweede lid.

B.14. Artikel 7, tweede lid, van het decreet van 20 april 2012 bepaalt ook dat de door de Vlaamse Regering te bepalen voorwaarden om de basissubsidie te verkrijgen tenminste voorwaarden moeten omvatten van « gebruik van het Nederlands in de werking van de kinderopvanglocatie ».

B.15. Artikel 30 van de Grondwet bepaalt :

« Het gebruik van de in België gesproken talen is vrij; het kan niet worden geregeld dan door de wet en alleen voor handelingen van het openbaar gezag en voor gerechtszaken ».

Artikel 129 van de Grondwet is aangehaald in B.3.2.

B.16.1. Onverminderd de uitzonderingen vermeld in artikel 129, § 2, van de Grondwet wat betreft de gemeenten, de diensten en de instellingen die daarin worden beoogd, wordt het gebruik der talen enkel aan de gemeenschappen toevertrouwd in de drie aangelegenheden bedoeld in artikel 129, § 1, van de Grondwet. Die bevoegdheid is onderscheiden van de materiële bevoegdheden van de gemeenschappen. Uit de bevoegdheid van de gemeenschappen om de aangelegenheid van de opvang van de kinderen in de voorschoolse leeftijd te regelen, vloeit dus niet voort dat de decreetgever door dat enkele feit bevoegd zou zijn om te bepalen in welke taal de kinderopvanglocaties moeten functioneren.

B.16.2. De bevoegdheden waarmee de federale Staat, de gemeenschappen en de gewesten zijn bekleed om uitgaven te doen in het raam van hun openbaar beleid of in de vorm van subsidies toegekend aan publiekrechtelijke of privaatrechtelijke instellingen zijn ondergeschikt aan de materiële bevoegdheid waarvoor die financiële middelen bestemd zijn, onder voorbehoud van de eventuele uitzonderingen waarin de Grondwet of de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen voorziet. Zo behoort de financiering van een beleid tot het « regelen » van de aangelegenheid waaronder dat beleid valt. Een overheid kan geen financiële middelen toekennen aan projecten die niet onder haar bevoegdheden vallen.

B.16.3. De gemeenschappen mogen derhalve niet, middels subsidies, en behoudens de in artikel 129, § 1, van de Grondwet bedoelde aangelegenheden, het gebruik der talen regelen.

B.17.1. Het blijkt duidelijk, zowel uit de tekst van artikel 7, tweede lid, van het decreet van 20 april 2012 als uit het uittreksel van de in B.11.2 aangehaalde memorie van toelichting dat de decreetgever elke mogelijkheid om subsidies te verkrijgen enkel wil voorbehouden aan de structuren die kunnen bewijzen dat de Nederlandse taal daadwerkelijk wordt gebruikt in de werking van de kinderopvanglocatie. Het gaat bijgevolg om een maatregel waarbij het gebruik der talen wordt geregeld.

B.17.2. Aangezien de decreetgever niet bevoegd is om het gebruik der talen te regelen in de opvangvoorzieningen voor kinderen in de voorschoolse leeftijd kan hij geen bepalingen ter zake aannemen, ongeacht het onderwerp van die bepalingen.

B.17.3. Het tweede middel in de zaak nr. 5538 is in die mate gegrond. In artikel 7, tweede lid, van het decreet van 20 april 2012 dienen bijgevolg de woorden « , en het gebruik van het Nederlands in de werking van de kinderopvanglocatie » te worden vernietigd.

B.18.1. Het eerste middel in de zaak nr. 5539 is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11, 30 en 143 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 8 en 14 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, met de artikelen 5, 14, 16, 18 en 28 van het Verdrag inzake de rechten van het kind en met de algemene beginselen van rechtszekerheid, wettigheid en evenredigheid.

Dat middel is gericht tegen de artikelen 6, 7 en 8 van het decreet van 20 april 2012. Het Hof onderzoekt dat middel hier slechts in zoverre artikel 7, tweede lid, van het decreet, dat voorziet in een voorwaarde van taalkennis, erin is beoogd.

B.18.2. De verzoekende partij doet gelden dat door de actieve taalkennis van het Nederlands voor de kinderbegeleiders te vereisen voor het verkrijgen van de basissubsidie, de decreetgever noodzakelijkerwijs een vermindering van het aantal kinderopvanglocaties en dus van het aantal beschikbare plaatsen in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad veroorzaakt, alsook een correlatieve verhoging van de financiële last voor de Franse Gemeenschap, die te wijten is aan een significante verhoging van het aantal kinderopvanginstellingen die hun aansluiting bij de *Office de la naissance et de l'enfance* aanvragen. Zij is van mening dat de decreetgever te dezen een wetgeving heeft aangenomen die niet bestaanbaar is met de federale loyauteit en derhalve artikel 143 van de Grondwet heeft geschonden.

B.18.3. Om de in B.4.7 en B.4.8 uiteengezette redenen is het eerste middel in de zaak nr. 5539 niet gegrond in zoverre artikel 7, tweede lid, van het decreet van 20 april 2012 erin is beoogd.

Wat de middelen betreft die zijn afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met bepalingen van het recht van de Europese Unie

B.19. Het vierde middel in de zaak nr. 5538 is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 18, 45 en 49 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie (VWEU), met de artikelen 1 en 7 van de verordening (EU) nr. 492/2011 van het Europees Parlement en de Raad van 5 april 2011 betreffende het vrije verkeer van werknemers binnen de Unie, met artikel 24 van de richtlijn 2004/38/EG van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2004 betreffende het recht van vrij verkeer en verblijf op het grondgebied van de lidstaten voor de burgers van de Unie en hun familieleden, en met artikel 21 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie (het Handvest).

In dat middel worden de artikelen 6, § 1, 4^o, en 7, tweede lid, van het bestreden decreet beoogd. Het Hof onderzoekt het hier slechts in zoverre het artikel 7, tweede lid, betreft en uitsluitend met betrekking tot de voorwaarde van taalkennis.

Het vierde middel in de zaak nr. 5539 is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 18 en 45 van het VWEU, met artikel 3 van de verordening (EEG) nr. 1612/68 van de Raad van 15 oktober 1968 betreffende het vrije verkeer van werknemers binnen de Gemeenschap en met de artikelen 21, 24, 34 en 36 van het Handvest.

In dat middel worden de artikelen 7 en 8 van het bestreden decreet beoogd. Het Hof onderzoekt het hier slechts in zoverre het artikel 7, tweede lid, betreft, en uitsluitend met betrekking tot de voorwaarde van taalkennis.

B.20. De verzoekende partijen gaan ervan uit dat artikel 7, tweede lid, van het decreet van 20 april 2012, door het verkrijgen van de basissubsidie afhankelijk te stellen van de door de Vlaamse Regering te bepalen voorwaarden voor de actieve taalkennis van het Nederlands voor de kinderbegeleiders, een beperking in het leven roept van het recht van vrij verkeer van werknemers die overeenigbaar is met het recht van de Europese Unie, en een discriminatie op grond van de taal of de nationaliteit bevat.

B.21. In zoverre het vierde middel in de zaak nr. 5539 de schending aanvoert van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 3 van de verordening (EEG) nr. 1612/68 van de Raad van 15 oktober 1968, dient te worden vastgesteld dat die verordening is opgeheven en vervangen door de verordening (EU) nr. 492/2011 van het Europees Parlement en de Raad van 5 april 2011 betreffende het vrije verkeer van werknemers binnen de Unie. Het Hof vermag bijgevolg niet de bestreden bepaling te toetsen aan de verordening (EEG) nr. 1612/68 van de Raad van 15 oktober 1968.

B.22. De basissubsidie afhankelijk stellen van de voorwaarde dat kinderbegeleiders over een actieve kennis van de Nederlandse taal beschikken heeft tot gevolg de personen welke die taal beheersen, bij het zoeken van een betrekking in die sector, te bevoordelen tegenover diegenen die haar niet beheersen.

Die bepaling kan dus het recht van vrij verkeer belemmeren van de werknemers die onderdaan zijn van andere lidstaten, die dat beroep wensen uit te oefenen en die niet kunnen bewijzen dat zij een actieve kennis van die taal bezitten.

B.23. Volgens de in B.11.2 aangehaalde memorie van toelichting bij het ontwerp van decreet dat tot de bestreden bepaling heeft geleid, strekt de bestreden maatregel, enerzijds, ertoe de regelgeving correct te kunnen interpreteren en toe te passen op de werkvloer en, anderzijds, de verwerving van de Nederlandse taal als de voertaal in de Vlaamse samenleving en als de taal van het Vlaamse onderwijs te stimuleren bij jonge kinderen wier ouders wensen dat zij in die taal worden opgevoed (*Parl. St.*, Vlaams Parlement, 2011-2012, nr. 1395/1, p. 42).

B.24.1. Uit de in B.7 en B.8 vermelde rechtspraak van het Hof van Justitie blijkt dat het om doelstellingen van algemeen belang gaat die de beperkingen van de bij het VWEU gewaarborgde vrijheid van vrij verkeer adequaat kunnen verantwoorden.

B.24.2. Het Hof dient voorts na te gaan of de in de bestreden bepaling vervatte beperking niet onevenredig is ten aanzien van de aldus nagestreefde doelstellingen.

B.24.3. De vereiste van actieve kennis van het Nederlands ten aanzien van alle kinderbegeleiders gaat niet verder dan datgene wat is vereist door de bij de bestreden bepaling nagestreefde doelstellingen. Opdat elke ouder die wenst dat zijn kind in het Nederlands wordt opgevangen, de garantie heeft dat daaraan zal worden voldaan wanneer hij zich tot een door de Vlaamse overheid gesubsidieerde kinderopvanglocatie wendt, kon de decreetgever immers het noodzakelijk achten dat al het personeel van de gesubsidieerde kinderopvanglocaties het bewijs kan leveren van een voldoende kennis van die taal.

Bovendien blijkt uit de in B.11.2 aangehaalde parlementaire voorbereiding dat de decreetgever eveneens wenst dat er binnen de kinderopvanglocaties « aandacht voor de thuistaal » van het kind is wanneer die niet het Nederlands is, zodat anderstalige kinderen zich eveneens veilig en goed voelen.

B.24.4. De bestreden bepaling preciseert niet wat onder « actieve taalkennis van het Nederlands » dient te worden verstaan. De Vlaamse Regering dient dit nader te bepalen. In de parlementaire voorbereiding werd dienaangaande het volgende verklaard :

« De taalkennis zal bewezen kunnen worden aan de hand van een behaald Nederlandstalig kwalificatiebewijs, of een taaltest (minimum niveau B2 volgens het Europees referentiekader voor de talen) » (*Parl. St.*, Vlaams Parlement, 2011-2012, nr. 1395/1, p. 43).

Bijgevolg is niet vereist dat de betrokkenen over een Nederlandstalig diploma beschikken. Degenen die dat niet hebben, kunnen een taaltest afleggen. Het in de parlementaire voorbereiding vermelde niveau voor die test is bovendien niet van die aard dat die taaltest overdreven moeilijk zou zijn of niet in verhouding zou staan tot de functie. Het staat in voorkomend geval aan het bevoegde rechtscollege om te onderzoeken of het door de Vlaamse Regering bepaalde niveau in overeenstemming is met die precisering.

B.24.5. Het vierde middel in de zaak nr. 5538 en het vierde middel in de zaak nr. 5539 zijn niet gegrond.

Ten aanzien van artikel 8 van het decreet van 20 april 2012

B.25.1. Artikel 8 van het decreet van 20 april 2012 bepaalt :

« § 1. De organisator met een vergunning voor gezinsopvang of een vergunning voor groepsopvang kan bovenop de subsidie, vermeld in artikel 7, een subsidie ontvangen van Kind en Gezin voor de realisatie van kinderopvang waarvoor de gezinnen betalen op basis van het inkomen, en voor de realisatie van de toegang tot de kinderopvang voor gezinnen die beantwoorden aan kenmerken die bij voorrang betrekking hebben op :

1^o de werksituatie, met minstens het kenmerk dat kinderopvang noodzakelijk is om toegang te hebben tot de arbeidsmarkt of om een beroepsgerichte opleiding in het kader hiervan te kunnen volgen, en verder :

2^o de financiële situatie;

3^o de gezinssamenstelling.

§ 2. Behoudens de bepalingen in § 1 geldt ten aanzien van de kinderopvanglocaties in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad een voorrang voor kinderen waarvan minstens één ouder het Nederlands voldoende machtig is en dit ten belope van maximaal 55 percent van hun opvangcapaciteit.

Om van deze voorrangsregel gebruik te kunnen maken, toont de ouder op een van de volgende wijzen aan dat hij het Nederlands in voldoende mate machtig is :

1° door het voorleggen van minstens het Nederlandstalig diploma van secundair onderwijs of daarmee gelijkwaardig Nederlandstalig studiebewijs;

2° door het voorleggen van het Nederlandstalig studiegetuigschrift van het tweede leerjaar van de derde graad van het secundair onderwijs of daarmee gelijkwaardig Nederlandstalig studiebewijs;

3° door het voorleggen van het bewijs dat hij het Nederlands beheerst minstens op niveau B1 van het Gemeenschappelijk Europees Referentiekader voor Talen. Dit gebeurt op basis van een van de volgende stukken :

a) een studiebewijs van door de Gemeenschap erkend, gefinancierd of gesubsidieerd onderwijs of een daarmee gelijkwaardig Nederlandstalig studiebewijs, dat het vereiste niveau van kennis van het Nederlands aantoont;

b) een attest van niveaubepaling uitgevoerd door een Huis van het Nederlands dat het vereiste niveau van kennis van het Nederlands aantoont;

4° door het voorleggen van het bewijs van voldoende kennis van het Nederlands na het afleggen van een taalexamen bij het selectiebureau van de federale overheid;

5° door het voorleggen van het bewijs dat hij negen jaar als regelmatige leerling onderwijs heeft gevolgd in het Nederlandstalige lager en secundair onderwijs. Dit gebeurt op basis van attesten daartoe uitgereikt door de betrokken schoolbesturen.

§ 3. De Vlaamse Regering bepaalt :

1° de nadere regels voor de prijs van de kinderopvang voor de gezinnen, met inbegrip van het principe dat de gezinnen betalen voor de door hen gereserveerde kinderopvangdagen;

2° de voorrangsregels voor de toegang, vermeld in § 1 en § 2, waarbij absolute voorrang is in het kader van de werksituatie, de minimaal te behalen resultaten op dat vlak en de wijze waarop die resultaten worden gemeten;

3° de nadere regels voor de kenmerken, vermeld in § 1, en de wijze waarop ze formeel worden vastgesteld .

De middelen beogen paragraaf 2 en paragraaf 3, 2°, van die bepaling.

B.25.2. Paragraaf 2 van artikel 8 is ingevoegd bij een amendement dat als volgt is verantwoord :

« De ondersteuning van de verwerving van de Nederlandse taal door jonge kinderen, mede in functie van de realisatie van het gelijkkansenbeleid, is een belangrijke beleidsdoelstelling van de Vlaamse Gemeenschap.

Het Internationaal Verdrag inzake de Rechten van het Kind (IVRK) stelt dat elk kind recht heeft op ontwikkeling. Het is de taak van de overheid om het kind hierin te ondersteunen. Een van de aspecten van de ontwikkeling is taal. Het vlot kunnen spreken van een taal bevordert de deelname aan de samenleving.

Jonge kinderen dienen derhalve, in hun meest gevoelige leeftijd voor taalontwikkeling, op een correcte wijze te worden begeleid, gestimuleerd en omkaderd in hun verwerving van het Nederlands als de voertaal in de Vlaamse samenleving en als de taal van het Vlaamse onderwijs.

Het is daarom van wezenlijk belang dat jonge kinderen in de kinderopvanglocatie ook voldoende kansen krijgen om actief van elkaars Nederlands te leren, door onderlinge communicatie en vrije groepsparticipatie (het zogenaamd 'spelend leren').

Een dergelijk onderling leerproces verloopt in het Nederlandse taalgebied - alwaar het Nederlands de meerderheidstaal is en het merendeel van de jonge kinderen thuis (minstens ook) in het Nederlands opgevoed worden - grotendeels spontaan. De jonge kinderen wier thuistaal daarbij niet het Nederlands is, worden in deze context gestimuleerd door hun Nederlandssprekende leeftijdsgenootjes om hun eventuele taalachterstand te overbruggen.

In het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad is een dergelijke participatieve en onderlinge Nederlandse taalverwerving evenwel niet altijd evident. Het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad is immers niet alleen een veelkleurige, maar ook bij uitstek een meertalige stad. Deze rijkdom aan talen en culturen is zonder meer een troef, maar betekent tegelijk een bijzondere uitdaging voor de positie van het Nederlands in de (Nederlandstalige gesubsidieerde) kinderopvanglocaties. De inwoners van Brussel kunnen zich - ongeacht of het gaat om Nederlandstaligen, Franstaligen, tweetaligen, taalgemengde gezinnen, anderstaligen of internationale ingezetenen - wenden tot de gemeenschapsinstellingen van hun keuze. Dus ook wat betreft de door de Vlaamse Gemeenschap gesubsidieerde kinderopvanglocaties. Deze kinderopvanglocaties verwelkomen momenteel reeds zowel kinderen uit gezinnen die thuis (ook) Nederlands spreken, als kinderen uit anderstalige gezinnen die (bewust) kiezen voor een (gesubsidieerde) Nederlandstalige dienstverlening.

Nederlandse taalontwikkeling van alle jonge kinderen in deze voorzieningen moet voorop staan in het beleid. Met een beperkt aantal Nederlandstalige kinderen kan er evenwel een taalachterstand dreigen voor zowel de (van huis uit anderstalige) kinderen alsook de kinderen waarvan de thuistaal (minstens ook) het Nederlands is.

Met dit amendement inzake een voorrangsregeling voor Nederlandkundige ouders willen de indieners ten aanzien van de gesubsidieerde kinderopvanglocaties in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, een voorrangsregeling invoeren ter verwezenlijking van een evenwichtige toegang van enerzijds de (van huis uit) Nederlandstalige kinderen en anderzijds de (van huis uit) anderstalige kinderen tot de individuele kinderopvanglocaties » (*Parl. St., Vlaams Parlement, 2011-2012, nr. 1395/4, pp. 7-8*).

B.25.3. Uit paragraaf 2 van artikel 8 vloeit voort dat de aanvullende subsidie waarin is voorzien voor de kinderopvanglocaties die beantwoorden aan de in paragraaf 1 van hetzelfde artikel gestelde voorwaarden, in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad wordt voorbehouden aan de kinderopvanglocaties waarin een voorrang van toegang, ten belope van maximaal 55 pct. van hun plaatsen, geldt voor kinderen van wie ten minste één ouder het Nederlands voldoende machtig is.

Wat de middelen betreft die zijn afgeleid uit de schending van artikel 143 van de Grondwet

B.26. Het zesde middel in de zaak nr. 5538, het eerste middel in de zaak nr. 5539 en het vierde middel dat naar voren is gebracht door de tussenkomende partij, zijn afgeleid uit de schending van artikel 143 van de Grondwet en van de beginselen van federale loyaliteit en van rechtszekerheid. De verzoekende partijen en de tussenkomende partij verwijten de decreetgever in essentie de bestreden bepaling te hebben aangenomen zonder enig voorafgaand overleg met de Franse Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, terwijl zij van mening zijn dat de bijzondere situatie van de kinderopvang in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, die wordt gekenmerkt door een aanzienlijk tekort aan plaatsen en door het toegenomen aantal overheden die voor die aangelegenheid bevoegd zijn, de verplichting van overleg tussen die verschillende overheden oplegde. Zij zijn van mening dat de bestreden maatregel de gevolgen van de demografische groei in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad op onevenredige wijze doet wegen op de door de *Office de la naissance et de l'enfance* gesubsidieerde voorzieningen en bijgevolg op de financiën van de Franse Gemeenschap.

B.27. Uit het loutere feit dat verschillende overheden bevoegd zijn voor het beleid inzake opvang van kinderen in de voorschoolse leeftijd in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad of dat er in dat gebied sprake zou zijn van een aanzienlijke demografische groei of van een groeiende tekort aan opvangplaatsen voor kinderen in de voorschoolse leeftijd, kan niet worden afgeleid dat door het bestreden artikel 8 aan te nemen zonder voorafgaand overleg met de andere bevoegde overheden, terwijl overleg in die aangelegenheid door de bijzondere wetgever niet is opgelegd, de decreetgever afbreuk zou hebben gedaan aan de federale loyaliteit of dat hij het evenredigheidsbeginsel, dat inherent is aan de uitoefening van elke bevoegdheid, zou hebben geschonden. De voorrangregel die in acht moet worden genomen voor het verkrijgen van een aanvullende subsidie heeft immers niet tot gevolg opvangplaatsen in dat gebied te schrappen. Hij strekt ertoe voorrang in te stellen bij de toegang tot bepaalde bestaande opvangplaatsen en beïnvloedt het totale aantal beschikbare plaatsen niet. Die maatregel heeft dus niet tot gevolg voor de andere overheden die ter zake in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad bevoegd zijn, de uitoefening van hun bevoegdheden onmogelijk of overdreven moeilijk te maken.

B.28. De middelen zijn niet gegrond.

Wat de middelen betreft die zijn afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11, 22bis, 23, 30 en 191 van de Grondwet, in samenhang gelezen met sommige bepalingen van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, met het Verdrag inzake de rechten van het kind en met het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten

B.29. In het derde middel in de zaak nr. 5538, het tweede onderdeel van het tweede middel in de zaak nr. 5539 en in het eerste, tweede en derde middel die naar voren zijn gebracht door de tussenkomen partij, worden verscheidene discriminaties onder kinderen en onder ouders aangeklaagd, naargelang zij al dan niet behoren tot een gezin dat het bewijs kan leveren dat één ouder het Nederlands voldoende machtig is.

De middelen zijn afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet alsook, naar gelang van het geval, van de artikelen 22bis, 23, 30 en 191 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 8 en 14 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, met artikel 2 van het Eerste Aanvullend Protocol bij dat Verdrag, met de artikelen 2, 3, 5, 6, 14, 16, 18 en 28 van het Verdrag inzake de rechten van het kind en met de artikelen 17 en 26 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten.

B.30. Artikel 22bis, derde lid, van de Grondwet bepaalt dat « elk kind [...] recht [heeft] op maatregelen en diensten die zijn ontwikkeling bevorderen ». Artikel 2 van het Verdrag inzake de rechten van het kind verbiedt elke discriminatie tussen kinderen die onder de rechtsbevoegdheid vallen van de Staten die partij zijn bij dat Verdrag. Artikel 3 van hetzelfde Verdrag legt de Staten die partij zijn de verplichting op te waarborgen dat de belangen van het kind de eerste overweging vormen bij alle maatregelen die het kind betreffen en het kind te verzekeren van de bescherming en de zorg die nodig zijn voor zijn welzijn.

B.31. Door het recht op de aanvullende subsidie die zij instelt voor te behouden aan de Brusselse kinderopvanglocaties die een voorrang bij de inschrijving, ten belope van maximaal 55 pct. van hun plaatsen, hanteren voor de kinderen van wie één ouder het Nederlands voldoende machtig is, roept de bestreden bepaling een verschil in behandeling onder kinderen in het leven naargelang één van hun ouders al dan niet kan aantonen volgens de door de decreetgever vastgelegde bewijsmethoden dat hij het Nederlands voldoende machtig is. Die kinderen zullen minder kansen van toegang tot de kinderopvangvoorzieningen hebben die een bijkomende subsidie genieten toekend door Kind en Gezin aan de voorzieningen die een progressief tarief naar gelang van het inkomen van de ouders toepassen.

B.32. Het bestreden verschil in behandeling berust op een objectief criterium, namelijk het vermogen van één van de ouders van het kind om aan te tonen dat hij het Nederlands voldoende machtig is.

B.33. Uit de in B.25.2 vermelde parlementaire voorbereiding blijkt dat de bestreden bepaling ertoe strekt « een evenwichtige toegang [te verwezenlijken] van, enerzijds, de (van huis uit) Nederlandstalige kinderen en, anderzijds, de (van huis uit) anderstalige kinderen tot de individuele kinderopvanglocaties ». Aldus streeft de decreetgever een wettig doel na dat de in het geding zijnde maatregel adequaat kan verantwoorden. Het Hof dient nog na te gaan of de in de bestreden bepaling vervatte beperking niet onevenredig is met de aldus nagestreefde doelstelling.

B.34.1. In het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad is het gezinsbeleid in de zin van artikel 5, § 1, II, 1^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen een aangelegenheid die door verschillende wetgevers wordt geregeld.

De Vlaamse Gemeenschap is bevoegd ten aanzien van de er gevestigde instellingen die wegens hun organisatie moeten worden beschouwd uitsluitend tot die Gemeenschap te behoren.

De Franse Gemeenschapscommissie is bevoegd ten aanzien van de er gevestigde instellingen die wegens hun organisatie moeten worden beschouwd uitsluitend te behoren tot de Franse Gemeenschap.

De Franse Gemeenschap blijft bevoegd om hetgeen behoort tot de opdrachten die zijn toegewezen aan de *Office de la naissance et de l'enfance* te regelen.

De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie is, wat haar betreft, bevoegd om de aspecten van die aangelegenheid te regelen die ontsnappen aan de bevoegdheid van de drie voormelde decreetgevers.

B.34.2. Gelet op het voorgaande is het niet onredelijk dat instellingen, zoals kinderopvangvoorzieningen, die wegens hun organisatie moeten worden beschouwd uitsluitend tot de Vlaamse Gemeenschap te behoren, in een percentage van voorrang van toegang dienen te voorzien voor gezinnen waarvan een van de ouders het Nederlands voldoende machtig is. Tijdens de bespreking van een soortgelijk amendement als datgene dat tot de bestreden bepaling heeft geleid, in de bevoegde commissie van het Vlaams Parlement, stelde een lid immers vast « dat Nederlandstalige ouders in Brussel vaak moeilijk toegang krijgen tot kinderopvang die gesubsidieerd wordt door Kind en Gezin » en dat « de toegankelijkheid van vergunde kinderopvang voor Nederlandstaligen in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest [diende te] vergroten » (*Parl. St.*, Vlaams Parlement, 2011-2012, nr. 1395/5, p. 25).

B.35.1. Volgens artikel 8, § 2, tweede lid, kan een ouder op vijf wijzen aantonen dat hij het Nederlands voldoende machtig is. Die stemmen overeen met hetgeen is bepaald in artikel III.3, § 1, 1^o, van het decreet van 28 juni 2002 « betreffende gelijke onderwijskansen - I ».

De maatregel zou niet evenredig zijn indien de van de ouders geëiste bewijzen overdreven moeilijk voor te leggen zouden zijn, hetgeen evenwel niet het geval blijkt te zijn, zodat, onder dat voorbehoud, de bestreden bepaling niet kan worden geacht op discriminerende wijze afbreuk te doen aan de rechten van de betrokkenen.

B.35.2. Uit de bestreden bepaling blijkt, ten slotte, dat de voorrang van toegang voor kinderen waarvan minstens één ouder het Nederlands voldoende machtig is, maximum 55 percent van de opvangcapaciteit bedraagt, zodat, zoals de Vlaamse Regering heeft voorgehouden, door de verantwoordelijke van de kinderopvanglocatie een lager percentage van voorrang kan worden vastgesteld.

B.36. Onder het in B.35.1 vermelde voorbehoud, zijn de middelen niet gegrond.

Wat de middelen betreft die zijn afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met bepalingen van het recht van de Europese Unie

B.37. Het vijfde middel in de zaak nr. 5538, het tweede onderdeel van het vierde middel in de zaak nr. 5539 en het vijfde middel dat door de tussenkomende partij naar voren is gebracht, zijn afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen, naargelang het geval, met de artikelen 18, 20, 21, 45, 49 en 56 van het VWEU, met de artikelen 21, 24, 34 en 36 van het Handvest, met de artikelen 2 en 3 van de richtlijn 2000/43/EG van de Raad van 29 juni 2000 houdende toepassing van het beginsel van gelijke behandeling van personen ongeacht ras of etnische afstamming, met de artikelen 1 en 7 van de verordening (EU) nr. 492/2011 van het Europees Parlement en de Raad van 5 april 2011 betreffende het vrije verkeer van werknemers binnen de Unie, met artikel 24 van de richtlijn 2004/38/EG van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2004 betreffende het recht van vrij verkeer en verblijf op het grondgebied van de lidstaten voor de burgers van de Unie en hun familieleden, en met artikel 3 van de verordening [EEG] nr. 1612/68 van de Raad van 15 oktober 1968 betreffende het vrije verkeer van werknemers binnen de Gemeenschap.

De verzoekende partijen en de tussenkomende partij klagen verscheidene bij het recht van de Europese Unie verboden discriminaties onder kinderen en onder ouders, alsook de discriminerende schending van de vrijheid van verkeer en van de vrijheid van vestiging aan.

B.38. Aangezien uit B.35.2 blijkt dat de bestreden bepaling niet de draagwijdte heeft die de verzoekende partijen en de tussenkomende partij eraan geven, kan zij, om redenen die identiek zijn met die welke zijn vermeld in B.34 en B.35, de in de middelen beoogde bepalingen niet schenden.

B.39. De middelen zijn niet gegrond.

Om die redenen,

het Hof

- vernietigt in artikel 7, tweede lid, van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 20 april 2012 houdende de organisatie van kinderopvang van baby's en peuters de woorden « , en het gebruik van het Nederlands in de werking van de kinderopvanglocatie »;

- verwerpt de beroepen voor het overige, onder voorbehoud van de interpretatie vermeld in B.35.1.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 30 juni 2014.

De griffier,

F. Meersschaut

De voorzitter,

J. Spreutels

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2014/204453]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 97/2014 vom 30. Juni 2014

Geschäftsverzeichnisnummern. 5538 und 5539

In Sachen: Klagen auf Nichtigerklärung von Artikel 6 § 1 Nr. 4, Artikel 7 Absatz 2 und Artikel 8 §§ 2 und 3 (teilweise oder völlig) des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 20. April 2012 zur Organisation der Betreuung von Säuglingen und Kleinkindern, erhoben vom Präsidenten des Parlaments der Französischen Gemeinschaft und von der Präsidentin der Versammlung der Französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten J. Spreutels und A. Alen, den Richtern E. De Groot, L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût und T. Giet, und dem emeritierten Präsidenten M. Bossuyt gemäß Artikel 60bis des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, unter Assistenz des Kanzlers F. Meersschaut, unter dem Vorsitz des Präsidenten J. Spreutels,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. *Gegenstand der Klagen und Verfahren*

a. Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 13. Dezember 2012 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 14. Dezember 2012 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob der Präsident des Parlaments der Französischen Gemeinschaft, unterstützt und vertreten durch RA F. Tulkens und RA N. Bonbled, in Brüssel zugelassen, Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 6 § 1 Nr. 4, Artikel 7 Absatz 2 und Artikel 8 §§ 2 und 3 Nr. 2 des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 20. April 2012 zur Organisation der Betreuung von Säuglingen und Kleinkindern (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 15. Juni 2012).

b. Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 13. Dezember 2012 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 14. Dezember 2012 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die Präsidentin der Versammlung der Französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt, unterstützt und vertreten durch RA J. Sohier, in Brüssel zugelassen, Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 6 § 1 Nr. 4, Artikel 7 Absatz 2 und Artikel 8 §§ 2 und 3 desselben Dekrets.

Diese unter den Nummern 5538 und 5539 ins Geschäftsverzeichnis des Gerichtshofes eingetragenen Rechtssachen wurden verbunden.

(...)

II. *Rechtliche Würdigung*

(...)

In Bezug auf das Dekret der Flämischen Gemeinschaft vom 20. April 2012 zur Organisation der Betreuung von Säuglingen und Kleinkindern

B.1.1. Das Dekret der Flämischen Gemeinschaft vom 20. April 2012 zur Organisation der Betreuung von Säuglingen und Kleinkindern (nachstehend: das Dekret vom 20. April 2012) bezweckt, den Dekretsrahmen für die Organisation der Betreuung von Kindern im Vorschulalter festzulegen «als Ergänzung zur Erziehung des Kindes in seiner Familie» (Artikel 3 Absatz 1 des Dekrets). Darin ist vorgesehen, dass ab seinem Inkrafttreten keine Stätte für die professionelle Betreuung von Kindern eröffnet werden darf, ohne dass der Träger vorher eine Genehmigung der autonomen Agentur «Kind en Gezin» erhalten hat (Artikel 4), und es legt die Bedingungen fest, unter denen diese Genehmigung erteilt wird (Artikel 6). Durch das Dekret wird ebenfalls die Bezuschussung der Kinderbetreuungsstätten in verschiedenen Stufen geregelt. Die anerkannten Kinderbetreuungsstätten, die gewisse Bedingungen erfüllen, können einen Basiszuschuss (Artikel 7) sowie, wenn sie zusätzliche Bedingungen erfüllen, zusätzliche Zuschüsse (Artikel 8, 9 und 10) beantragen und erhalten. Im Dekret sind ferner die Überwachung der Kinderbetreuungsstätten (Artikel 15, 16 und 17) und die Maßnahmen vorgesehen, die in Bezug auf Kinderbetreuungsstätten ergriffen werden können, die nicht die geltenden Dekrets- oder Verordnungsbestimmungen einhalten.

Die berufliche und entgeltliche Kinderbetreuung, die aufgrund des Dekrets vom 20. April 2012 einer vorherigen Genehmigung unterliegt, kann drei verschiedene Formen annehmen (Artikel 4 des Dekrets). Es handelt sich um die «Familienbetreuung», die außerhalb der Familienwohnung des Kindes stattfindet, wenn höchstens acht Kinder gleichzeitig anwesend sein können, die «Betreuung einer Kindergruppe», die außerhalb der Familienwohnung des Kindes stattfindet, wenn mindestens neun Kinder gleichzeitig anwesend sind, sowie die «Betreuung zu Hause», wenn die Kinderbetreuung in der Familienwohnung des Kindes stattfindet.

B.1.2. Durch die Annahme dieses Dekrets möchte der flämische Dekretgeber «dem Betreuungsbedarf aller Kinder und Familien ohne Unterschied entsprechen, indem eine ausreichende Anzahl von zugänglichen, bezahlbaren und lebensfähigen Kinderbetreuungsstätten von guter Qualität angeboten wird, mittels einer eindeutigen, transparenten, praktikablen, einheitlichen und zukunftsorientierten Gesetzgebung» (*Parl. Dok.*, Flämisches Parlament, 2011-2012, Nr. 1395/5, S. 4).

B.1.3. Aus den Klageschriften und dem Interventionsschriftsatz geht hervor, dass die Klagegründe gegen Artikel 6 § 1 Nr. 4, Artikel 7 Absatz 2 und Artikel 8 §§ 2 und 3 des angefochtenen Dekrets gerichtet sind. Der Gerichtshof prüft die Klagegründe, indem er sie entsprechend den darin erwähnten Bestimmungen zusammenlegt.

In Bezug auf Artikel 6 des Dekrets vom 20. April 2012

B.2.1. Artikel 6 des Dekrets vom 20. April 2012 bestimmt:

«§ 1. In Bezug auf seine Kinderbetreuungsstätte erfüllt der Träger mindestens alle Bedingungen in Bezug auf:

1. die Infrastruktur, zumindest den zur Kinderbetreuung dienenden Raum, dessen Ausstattung und Einrichtung;
2. die Sicherheit und die Gesundheitsverträglichkeit, einschließlich der spezifischen Vorschriften bezüglich der Brandsicherheit für Kinderbetreuungsstätten, unbeschadet der Anwendung der föderalen Basisnormen bezüglich der Brandsicherheit der Gebäude;

3. den Umgang mit den Kindern und den Familien, darunter mindestens:

- a) die Einhaltung der körperlichen und psychischen Unversehrtheit eines jeden Kindes;
- b) die Nichtdiskriminierung von Kindern und Familien. Das Vorhandensein von Gegenständen oder Zeichen, die Ausdruck von Diskriminierung oder die rassistisch, fremdenfeindlich oder ungesetzlich sind, ist verboten, wenn die vorhandenen Gegenstände oder Zeichen sich negativ auf die Kinder auswirken können;
- c) die pädagogische Politik und die pädagogische Unterstützung im Hinblick auf die Förderung der Entwicklung eines jeden Kindes auf körperlicher, kognitiver, sozial-emotionaler, kommunikativer, kreativer und moralischer Ebene, und im Hinblick auf die Gewährleistung des Wohlbefindens und die Beteiligung eines jeden Kindes;
- d) die Einbeziehung und die Beteiligung der Familien, einschließlich der regelmäßigen Evaluierung der Zufriedenheit der Familien und der Kommunikation mit den Familien, sowie einschließlich der Information von 'Kind en Gezin' über die Genehmigung;

e) die Hausordnung und die schriftliche Vereinbarung mit den Familien;

4. die in der Kinderbetreuungsstätte tätigen Personen, zumindest in Bezug auf:

- a) den Verantwortlichen, wie seine Befähigung, seine zu absolvierende Ausbildung und seine aktive Kenntnis der niederländischen Sprache;
- b) den Kinderbetreuer, wie seine Befähigung, seine zu absolvierende Ausbildung, die Anzahl Kinderbetreuer im Verhältnis zur Anzahl gleichzeitig anwesender Kinder und zumindest für einen Kinderbetreuer die aktive Kenntnis der niederländischen Sprache;

5. die organisatorische Führung der Kinderbetreuungsstätte, mindestens die Verteilung der Verantwortungen, die Einteilung in Lebensgruppen, das finanzielle Funktionieren, die Qualitätspolitik und die Behandlung von Beschwerden;

6. die Zusammenarbeit mit 'Kind en Gezin', dem lokalen Schalter für Kinderbetreuung und der lokalen Verwaltung.

[...]

§ 5. Die Flämische Regierung legt die Modalitäten bezüglich der Paragraphen 1 bis 4 fest, wobei sie zwischen den Anfangsbedingungen und den Betriebsbedingungen unterscheidet.

Die Flämische Regierung legt die Kompetenzen für die Kinderbetreuung fest.

[...]».

B.2.2. In Artikel 2 Absatz 1 Nrn. 4 bis 6 ist präzisiert, dass der «Träger» «die natürliche Person oder die juristische Person [ist], die die Kinderbetreuung organisiert», dass der «Verantwortliche» «die Person [ist], die durch den Träger bestimmt wird, um tagtäglich das qualitative Funktionieren der Kinderbetreuungsstätte zu regeln» und dass der «Kinderbetreuer» «die Person [ist], die durch den Träger bestimmt wird, um die Kinder zu erziehen, zu ihrer Entwicklung beizutragen und sie zu versorgen».

In den kleinen Kinderbetreuungsstätten können die Funktionen als Verantwortlicher und als Kinderbetreuer durch dieselbe Person ausgeübt werden.

B.2.3. In der Begründung des Dekretentwurfs wurde bezüglich des Erfordernisses einer aktiven Kenntnis der niederländischen Sprache auf Seiten des Verantwortlichen präzisiert:

«In Bezug auf den Verantwortlichen schreibt die Flämische Regierung mindestens Bedingungen für die Befähigung, die zu absolvierende Ausbildung und die aktive Kenntnis der niederländischen Sprache vor.

Die Grundlage für die Bedingungen bezüglich der aktiven Kenntnis der niederländischen Sprache des Verantwortlichen in der Kinderbetreuung bleibt selbstverständlich die Sprachfreiheit, so wie sie durch die Verfassung garantiert wird (Artikel 30). Die Genehmigungsbedingungen beeinträchtigen diese Sprachfreiheit nicht; es werden nur Bedingungen in Bezug auf die Kenntnis der Sprache festgelegt. Die Kenntnis der niederländischen Sprache ist notwendig, um eine gewisse Anzahl von Zielsetzungen zu erreichen. Die aktive Kenntnis der niederländischen Sprache des Verantwortlichen ist unter anderem wichtig, damit er die Vorschriften, die Richtlinien und die Empfehlungen sowie die angewandten Instrumente versteht und sie in der Praxis anwenden kann. Diese Kenntnis ist außerdem angebracht, um leicht mit den niederländischsprachigen Familien kommunizieren zu können. Die Kinderbetreuung muss ebenfalls eine aktive Rolle in der Bekämpfung des Sprachenrückstands spielen. Wenn der Verantwortliche zu ersetzen ist, muss die Ersatzperson ebenfalls diese Bedingungen erfüllen.

Der Nachweis der Sprachkenntnis kann durch einen Befähigungsnachweis in niederländischer Sprache oder durch einen Sprachtest erbracht werden (mindestens Stufe B2 nach dem Europäischen Referenzrahmen für Sprachen). Die Flämische Regierung legt die Modalitäten fest» (*Parl. Dok.*, Flämisches Parlament, 2011-2012, Nr. 1395/1, S. 33).

Was die aus einem Verstoß gegen die Regeln der Zuständigkeitsverteilung abgeleiteten Klagegründe betrifft

B.3.1. Der erste Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5538 ist abgeleitet aus einem Verstoß durch Artikel 6 § 1 Nr. 4 des angefochtenen Dekrets gegen Artikel 129 der Verfassung und - hilfsweise - gegen Artikel 16bis des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen. Die klagende Partei ist der Auffassung, dass der Dekretgeber dadurch, dass er die aktive Kenntnis der niederländischen Sprache auf Seiten des Verantwortlichen und eines der Kinderbetreuer vorschreibe, um die Genehmigung zum Organisieren einer Kinderbetreuung zu erlangen, eine Maßnahme zur Regelung des Sprachgebrauchs ergriffen habe. Sie macht geltend, dass die Gemeinschaften nur befugt seien, den Sprachgebrauch in gewissen Angelegenheiten zu regeln, die in Artikel 129 der Verfassung aufgezählt seien. Sie fügt hinzu, selbst wenn davon auszugehen wäre, dass die Flämische Gemeinschaft befugt sei, eine Regelung über den Sprachgebrauch in Kinderbetreuungsstätten anzunehmen, könne diese Befugnis in jedem Fall weder im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt ausgeübt werden, noch in den an ein anderes Sprachengebiet grenzenden Gemeinden oder Gemeindegruppen, wo das Gesetz den Gebrauch einer anderen Sprache als der des Gebietes, in dem sie gelegen sind, vorschreibt oder zulässt.

B.3.2. Artikel 129 der Verfassung bestimmt:

«§ 1. Die Parlamente der Französischen und der Flämischen Gemeinschaft regeln, jedes für seinen Bereich, durch Dekret und unter Ausschluss des föderalen Gesetzgebers den Gebrauch der Sprachen für:

1. die Verwaltungsangelegenheiten;
2. den Unterricht in den von den öffentlichen Behörden geschaffenen, bezuschussten oder anerkannten Einrichtungen;
3. die sozialen Beziehungen zwischen den Arbeitgebern und ihrem Personal sowie die durch Gesetz und Verordnungen vorgeschriebenen Handlungen und Dokumente der Unternehmen.

§ 2. Diese Dekrete haben jeweils Gesetzeskraft im französischen Sprachgebiet beziehungsweise im niederländischen Sprachgebiet, ausgenommen in Bezug auf:

- die an ein anderes Sprachgebiet grenzenden Gemeinden oder Gemeindegruppen, wo das Gesetz den Gebrauch einer anderen Sprache als der des Gebietes, in dem sie gelegen sind, vorschreibt oder zulässt. Für diese Gemeinden können die Bestimmungen über den Gebrauch der Sprachen für die in § 1 erwähnten Angelegenheiten nur durch ein Gesetz, das mit der in Artikel 4 letzter Absatz bestimmten Mehrheit angenommen wird, abgeändert werden;
- die Dienststellen, deren Tätigkeit über das Sprachgebiet, in dem sie errichtet sind, hinausgeht;
- die durch das Gesetz bezeichneten föderalen und internationalen Einrichtungen, deren Tätigkeit mehr als eine Gemeinschaft betrifft».

B.3.3. Aus dieser Bestimmung geht hervor, dass die Zuständigkeit zur Regelung des Sprachgebrauchs im Bereich der Betreuung von Kindern im Vorschulalter den Gemeinschaften nicht übertragen worden ist.

B.3.4. Indem unter den Bedingungen, die es ermöglichen, eine Genehmigung zur Organisation der Kinderbetreuung zu erhalten, vorgesehen ist, dass der Verantwortliche und zumindest einer der Kinderbetreuer eine aktive Kenntnis der niederländischen Sprache besitzen, regelt Artikel 6 § 1 Nr. 4 des Dekrets vom 20. April 2012 in keiner Weise den Gebrauch dieser Sprache durch die betreffenden Personen, weder in ihren Beziehungen zu den Kindern und zu den Eltern, noch in den Beziehungen zwischen den Personalmitgliedern der Kinderbetreuungsstätte. Diese Bestimmung verhindert also nicht den Gebrauch anderer Sprachen in der Kinderbetreuungsstätte.

Die in B.2.3 zitierte Begründung zeigt, dass die Absicht des Dekretgebers bei der Auferlegung dieser Bedingung der Sprachkenntnis darin bestand, zu gewährleisten, dass einerseits die diesbezüglichen Vorschriften und die Richtlinien von 'Kind en Gezin' verstanden und korrekt in der Kinderbetreuungsstätte angewandt würden, und dass andererseits die Beziehungen mit den niederländischsprachigen Eltern erleichtert würden.

B.3.5. Die Gemeinschaften sind aufgrund von Artikel 128 der Verfassung und Artikel 5 § 1 II Nr. 1 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen zuständig auf dem Gebiet der Betreuung von Kindern im Vorschulalter. Bei der Ausübung dieser Zuständigkeit können sie vorsehen, dass die berufliche und entgeltliche Organisation der Betreuung dieser Kinder die vorherige Erlangung einer Genehmigung erfordert, um die Qualität der Betreuung zu gewährleisten. Sie können ebenfalls die Bedingungen festlegen, die zu erfüllen sind, um diese Genehmigung zu erhalten. Sofern eine solche Bestimmung eine enge Verbindung mit der Zuständigkeit der Gemeinschaften für die Kinderbetreuung aufweist und vorbehaltlich der Prüfung der Vereinbarkeit dieser Bedingungen mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung und mit den Bestimmungen des Rechts der Europäischen Union können sie, ohne ihre Befugnis zu überschreiten, vorsehen, dass der Verantwortliche und ein Personalmitglied eine aktive Kenntnis - im vorliegenden Fall - der niederländischen Sprache besitzen müssen, ohne jedoch den Gebrauch dieser Sprache regeln zu können.

B.3.6. Daraus ist zu schlussfolgern, dass Artikel 6 § 1 Nr. 4 des Dekrets vom 20. April 2012 keine Bestimmung ist, durch die der Sprachgebrauch im Sinne von Artikel 129 der Verfassung geregelt wird, und dass der Dekretgeber befugt war, diese Bestimmung anzunehmen, wobei die enge Verbindung dieser Bestimmung mit der Zuständigkeit der Gemeinschaften für die Kinderbetreuung sich aus den in B.3.4 angeführten Zielsetzungen ergibt.

Im Übrigen beweist die klagende Partei nicht, inwiefern die angefochtene Bestimmung die Rechte der in Gemeinden mit besonderer Sprachenregelung wohnhaften Personen verletzen würde, so dass der angeführte Verstoß gegen Artikel 16bis des Sondergesetzes vom 8. August 1980 nicht geprüft zu werden braucht.

B.3.7. Der erste Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5538 ist unbegründet.

B.4.1. Der erste Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5539 ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11, 30 und 143 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit den Artikeln 8 und 14 der Europäischen Menschenrechtskonvention, mit den Artikeln 5, 14, 16, 18 und 28 des Übereinkommens über die Rechte des Kindes und mit den allgemeinen Grundsätzen der Rechtssicherheit, der Legalität und der Verhältnismäßigkeit.

Dieser Klagegrund ist gegen die Artikel 6, 7 und 8 des Dekrets vom 20. April 2012 gerichtet. Der Gerichtshof prüft hier diesen Klagegrund nur in dem Maße, wie er sich auf Artikel 6 § 1 Nr. 4 des Dekrets bezieht.

B.4.2. Die klagende Partei führt an, dass der Dekretgeber dadurch, dass er die aktive Kenntnis der niederländischen Sprache auf Seiten des Verantwortlichen und eines Kinderbetreuers verlange, um die Genehmigung zum Organisieren einer Kinderbetreuung zu erhalten, notwendigerweise eine Verringerung der Anzahl Kinderbetreuungsstätten und somit der Anzahl verfügbarer Plätze im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt sowie umgekehrt eine Erhöhung der finanziellen Belastung der Französischen Gemeinschaft wegen eines bedeutsamen Anstiegs der Anzahl Kinderbetreuungseinrichtungen, die ihre Anbindung an das «Office de la naissance et de l'enfance» (Dienst für Kind und Familie der Französischen Gemeinschaft) beantragten, herbeiführe. Sie ist der Auffassung, dass der Dekretgeber im vorliegenden Fall eine Gesetzgebung, die nicht mit der föderalen Loyalität vereinbar sei, angenommen und somit gegen Artikel 143 der Verfassung verstoßen habe.

B.4.3. Artikel 143 § 1 der Verfassung - wobei die Paragraphen 2 und 3 dieser Bestimmung sich auf Verfahren bezüglich der Interessenkonflikte beziehen und folglich nichts mit dem Gegenstand des Klagegrunds zu tun haben - bestimmt:

«Der Föderalstaat, die Gemeinschaften, die Regionen und die Gemeinsame Gemeinschaftskommission respektieren bei der Ausübung ihrer jeweiligen Befugnisse die föderale Loyalität, um Interessenkonflikte zu vermeiden ».

B.4.4. Der Grundsatz der föderalen Loyalität beinhaltet gemäß den Vorarbeiten zu dieser Verfassungsbestimmung für die Föderalbehörde und die Teilentitäten die Verpflichtung, bei der Ausübung ihrer Zuständigkeiten das Gleichgewicht der föderalen Struktur insgesamt nicht zu stören; er bedeutet mehr als die Ausübung von Zuständigkeiten, denn er gibt an, in welchem Sinne dies geschehen muss (*Parl. Dok.*, Senat, Sondersitzungsperiode 1991-1992, Nr. 100-29/2).

B.4.5. Der Grundsatz der föderalen Loyalität in Verbindung mit dem Grundsatz der Billigkeit und Verhältnismäßigkeit bedeutet, dass jeder Gesetzgeber verpflichtet ist, bei der Ausübung der eigenen Zuständigkeit darauf zu achten, dass durch sein Auftreten die Ausübung der Zuständigkeiten der anderen Gesetzgeber nicht unmöglich gemacht oder in übertriebenem Maße erschwert wird.

B.4.6. Die Gemeinschaften, die befugt sind, die Angelegenheit der Kinderbetreuung zu regeln, können den Standpunkt vertreten, dass diese Betreuung nur mit einer vorherigen Genehmigung organisiert werden darf, um deren Qualität zu garantieren. Sie können ebenfalls die Bedingungen festlegen, die zu erfüllen sind, um die betreffende Genehmigung zu erhalten.

B.4.7. Artikel 3 Absatz 2 des Dekrets vom 20. April 2012 bestimmt:

«Innerhalb des verfügbaren Angebots für die Kinderbetreuung hat jede Familie mit einem Bedarf an Kinderbetreuung Anspruch auf Kinderbetreuung. Die Flämische Gemeinschaft beabsichtigt, bis 2016 ein Angebot für mindestens die Hälfte der Kinder unter drei Jahren zu verwirklichen, und ab 2020 für alle Familien mit einem Bedarf an Kinderbetreuung, dies innerhalb eines vereinbarten Haushaltsrahmens».

Das Dekret vom 20. April 2012 bezweckt also, die Zahl der Kinderbetreuungsstätten zu erhöhen.

B.4.8. Die angefochtene Bestimmung verringert an sich auch nicht die Gesamtzahl der Kinderbetreuungsstätten und die Gesamtzahl der verfügbaren Plätze innerhalb dieser Stätten im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt.

B.4.9. Der erste Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5539 ist unbegründet, insofern er sich auf Artikel 6 § 1 Nr. 4 des Dekrets vom 20. April 2012 bezieht.

Was die aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Bestimmungen des Rechtes der Europäischen Union abgeleiteten Klagegründe betrifft

B.5.1. Der vierte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5538 ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 18, 45 und 49 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union (AEUV), mit den Artikeln 1 und 7 der Verordnung (EU) Nr. 492/2011 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 5. April 2011 über die Freizügigkeit der Arbeitnehmer innerhalb der Union, mit Artikel 24 der Richtlinie 2004/38/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. April 2004 über das Recht der Unionsbürger und ihrer Familienangehörigen, sich im Hoheitsgebiet der Mitgliedstaaten frei zu bewegen und aufzuhalten, und mit Artikel 21 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union (nachstehend: die Charta).

Dieser Klagegrund bezieht sich auf die Artikel 6 § 1 Nr. 4 und 7 Absatz 2 des angefochtenen Dekrets. Der Gerichtshof prüft ihn nachstehend, insofern er Artikel 6 § 1 Nr. 4 betrifft.

Der dritte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5539 ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 18 und 49 des AEUV und mit den Artikeln 21, 34 und 36 der Charta.

B.5.2. Die klagenden Parteien sind der Auffassung, dass Artikel 6 § 1 Nr. 4 des Dekrets vom 20. April 2012 dadurch, dass die Erlangung der verpflichtenden Genehmigung zur Organisierung der Kinderbetreuung in der Gemeinschaft von der aktiven Kenntnis der niederländischen Sprache auf Seiten des Verantwortlichen und eines Kinderbetreuers abhängig gemacht werde, eine Einschränkung der Freizügigkeit der Arbeitnehmer und der Niederlassungsfreiheit herbeiführe, die nicht mit dem Recht der Europäischen Union vereinbar sei und eine Diskriminierung auf der Grundlage der Sprache oder der Staatsangehörigkeit beinhalte.

B.5.3. Die Artikel 18, 45 und 49 des AEUV bestimmen:

«Artikel 18

Unbeschadet besonderer Bestimmungen der Verträge ist in ihrem Anwendungsbereich jede Diskriminierung aus Gründen der Staatsangehörigkeit verboten.

[...]».

«Artikel 45

(1) Innerhalb der Union ist die Freizügigkeit der Arbeitnehmer gewährleistet.

(2) Sie umfasst die Abschaffung jeder auf der Staatsangehörigkeit beruhenden unterschiedlichen Behandlung der Arbeitnehmer der Mitgliedstaaten in Bezug auf Beschäftigung, Entlohnung und sonstige Arbeitsbedingungen.

(3) Sie gibt - vorbehaltlich der aus Gründen der öffentlichen Ordnung, Sicherheit und Gesundheit gerechtfertigten Beschränkungen - den Arbeitnehmern das Recht,

a) sich um tatsächlich angebotene Stellen zu bewerben;

b) sich zu diesem Zweck im Hoheitsgebiet der Mitgliedstaaten frei zu bewegen;

c) sich in einem Mitgliedstaat aufzuhalten, um dort nach den für die Arbeitnehmer dieses Staates geltenden Rechts- und Verwaltungsvorschriften eine Beschäftigung auszuüben;

d) nach Beendigung einer Beschäftigung im Hoheitsgebiet eines Mitgliedstaats unter Bedingungen zu verbleiben, welche die Kommission durch Verordnungen festlegt.

(4) Dieser Artikel findet keine Anwendung auf die Beschäftigung in der öffentlichen Verwaltung».

«Artikel 49

Die Beschränkungen der freien Niederlassung von Staatsangehörigen eines Mitgliedstaats im Hoheitsgebiet eines anderen Mitgliedstaats sind nach Maßgabe der folgenden Bestimmungen verboten. Das Gleiche gilt für Beschränkungen der Gründung von Agenturen, Zweigniederlassungen oder Tochtergesellschaften durch Angehörige eines Mitgliedstaats, die im Hoheitsgebiet eines Mitgliedstaats ansässig sind.

Vorbehaltlich des Kapitels über den Kapitalverkehr umfasst die Niederlassungsfreiheit die Aufnahme und Ausübung selbstständiger Erwerbstätigkeiten sowie die Gründung und Leitung von Unternehmen, insbesondere von Gesellschaften im Sinne des Artikels 54 Absatz 2, nach den Bestimmungen des Aufnahmestaats für seine eigenen Angehörigen».

B.5.4. Artikel 21 der Charta bestimmt:

«(1) Diskriminierungen insbesondere wegen des Geschlechts, der Rasse, der Hautfarbe, der ethnischen oder sozialen Herkunft, der genetischen Merkmale, der Sprache, der Religion oder der Weltanschauung, der politischen oder sonstigen Anschauung, der Zugehörigkeit zu einer nationalen Minderheit, des Vermögens, der Geburt, einer Behinderung, des Alters oder der sexuellen Ausrichtung sind verboten.

(2) Unbeschadet besonderer Bestimmungen der Verträge ist in ihrem Anwendungsbereich jede Diskriminierung aus Gründen der Staatsangehörigkeit verboten».

Artikel 34 der Charta, der die soziale Sicherheit und die soziale Unterstützung betrifft, und Artikel 36 der Charta, der den Zugang zu Dienstleistungen von allgemeinem wirtschaftlichen Interesse betrifft, stehen in keinem Zusammenhang mit den Beschwerdegründen der klagenden Parteien.

B.5.5. Die Artikel 1 und 7 der Verordnung (EU) Nr. 492/2011 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 5. April 2011 über die Freizügigkeit der Arbeitnehmer innerhalb der Union bestimmen:

«Artikel 1

(1) Jeder Staatsangehörige eines Mitgliedstaats ist ungeachtet seines Wohnorts berechtigt, eine Tätigkeit im Lohn- oder Gehaltsverhältnis im Hoheitsgebiet eines anderen Mitgliedstaats nach den für die Arbeitnehmer dieses Staates geltenden Rechts- und Verwaltungsvorschriften aufzunehmen und auszuüben.

(2) Er hat insbesondere im Hoheitsgebiet eines anderen Mitgliedstaats mit dem gleichen Vorrang Anspruch auf Zugang zu den verfügbaren Stellen wie die Staatsangehörigen dieses Staates».

«Artikel 7

(1) Ein Arbeitnehmer, der Staatsangehöriger eines Mitgliedstaats ist, darf aufgrund seiner Staatsangehörigkeit im Hoheitsgebiet der anderen Mitgliedstaaten hinsichtlich der Beschäftigungs- und Arbeitsbedingungen, insbesondere im Hinblick auf Entlohnung, Kündigung und, falls er arbeitslos geworden ist, im Hinblick auf berufliche Wiedereingliederung oder Wiedereinstellung, nicht anders behandelt werden als die inländischen Arbeitnehmer.

[...]».

B.5.6. Artikel 24 der Richtlinie 2004/38/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. April 2004 über das Recht der Unionsbürger und ihrer Familienangehörigen, sich im Hoheitsgebiet der Mitgliedstaaten frei zu bewegen und aufzuhalten, bestimmt:

«(1) Vorbehaltlich spezifischer und ausdrücklich im Vertrag und im abgeleiteten Recht vorgesehener Bestimmungen genießt jeder Unionsbürger, der sich aufgrund dieser Richtlinie im Hoheitsgebiet des Aufnahmemitgliedstaats aufhält, im Anwendungsbereich des Vertrags die gleiche Behandlung wie die Staatsangehörigen dieses Mitgliedstaats. Das Recht auf Gleichbehandlung erstreckt sich auch auf Familienangehörige, die nicht die Staatsangehörigkeit eines Mitgliedstaats besitzen und das Recht auf Aufenthalt oder das Recht auf Daueraufenthalt genießen.

[...]».

B.5.7. Darüber hinaus bestimmen die Artikel 9 und 10 der Richtlinie 2006/123/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 12. Dezember 2006 über Dienstleistungen im Binnenmarkt:

«Artikel 9

(1) Die Mitgliedstaaten dürfen die Aufnahme und die Ausübung einer Dienstleistungstätigkeit nur dann Genehmigungsregelungen unterwerfen, wenn folgende Voraussetzungen erfüllt sind:

- a) die Genehmigungsregelungen sind für den betreffenden Dienstleistungserbringer nicht diskriminierend;
- b) die Genehmigungsregelungen sind durch zwingende Gründe des Allgemeininteresses gerechtfertigt;
- c) das angestrebte Ziel kann nicht durch ein milderes Mittel erreicht werden, insbesondere weil eine nachträgliche Kontrolle zu spät erfolgen würde, um wirksam zu sein.

[...]

Artikel 10

(1) Die Genehmigungsregelungen müssen auf Kriterien beruhen, die eine willkürliche Ausübung des Ermessens der zuständigen Behörden verhindern.

(2) Die in Absatz 1 genannten Kriterien müssen:

- a) nicht diskriminierend sein;
- b) durch einen zwingenden Grund des Allgemeininteresses gerechtfertigt sein;
- c) in Bezug auf diesen Grund des Allgemeininteresses verhältnismäßig sein;
- d) klar und unzweideutig sein;
- e) objektiv sein;
- f) im Voraus bekannt gemacht werden;
- g) transparent und zugänglich sein.

[...]».

B.5.8. Gemäß einer ständigen Rechtsprechung des Gerichtshofes der Europäischen Union verbieten «in ihrem jeweiligen Bereich die Art. 45 AEUV und 49 AEUV sowie die Art. 22 und 24 der Richtlinie 2004/38 nationale Maßnahmen [...], die die Angehörigen eines Mitgliedstaats daran hindern oder davon abhalten, diesen Staat zu verlassen, um ihr Recht auf Freizügigkeit in der Union wahrzunehmen. Solche Maßnahmen stellen, auch wenn sie unabhängig von der Staatsangehörigkeit der betroffenen Staatsbürger Anwendung finden, Beschränkungen der Grundfreiheiten dar, die mit diesen Artikeln gewährleistet werden» (EuGH, 8. Mai 2013, *Libert u.a.*, C-197/11 und C-203/11, Randnr. 38, und zitierte Rechtsprechung). Aus einer ständigen Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofes ergibt sich außerdem, dass sämtliche Vertragsbestimmungen über die Freizügigkeit allen Unionsbürgern die Ausübung beruflicher Tätigkeiten aller Art im Gebiet der Union erleichtern sollen und Maßnahmen entgegenstehen, die die Unionsbürger benachteiligen könnten, wenn sie eine Erwerbstätigkeit im Gebiet eines anderen Mitgliedstaates ausüben wollen (EuGH, Große Kammer, 1. April 2008, *Regierung der Französischen Gemeinschaft und Wallonische Regierung*, C-212/06, Randnr. 44).

Die Einschränkungen des durch den Vertrag gewährleisteten Rechts auf Freizügigkeit sind jedoch zulässig, wenn sich herausstellt, dass mit ihnen ein im Allgemeininteresse liegendes Ziel verfolgt wird, wenn sie geeignet sind, dessen Erreichung zu gewährleisten, und wenn sie nicht über das hinausgehen, was zur Erreichung des verfolgten Ziels erforderlich ist (siehe insbesondere EuGH, 5. Dezember 2006, *Cipolla u.a.*, C-94/04 und C-202/04, Randnr. 61; 13. Dezember 2007, *United Pan-Europe Communications Belgium u.a.*, C-250/06, Randnr. 39; Große Kammer, 1. April 2008, *Regierung der Französischen Gemeinschaft und Wallonische Regierung*, C-212/06, Randnr. 55; Große Kammer, 28. April 2009, *Kommission der Europäischen Gemeinschaften gegen Italienische Republik*, C-518/06, Randnr. 72; Große Kammer, 16. April 2013, *Las*, C-202/11, Randnr. 23; 8. Mai 2013, *Libert u.a.*, C-197/11 und C-203/11, Randnr. 49).

B.6.1. Das Erfordernis, die aktive Kenntnis der niederländischen Sprache nachzuweisen, um Verantwortlicher einer genehmigten Einrichtung für die Betreuung von Kindern im Vorschulalter zu sein, kann die Ausübung der Niederlassungsfreiheit oder des Rechts auf Freizügigkeit durch Bürger aus anderen Mitgliedstaaten, die diese Tätigkeit in der Flämischen Gemeinschaft ausüben möchten und die nicht nachweisen können, dass sie eine aktive Kenntnis dieser Sprache besitzen, behindern oder weniger attraktiv machen.

Dieses Erfordernis stellt also eine Behinderung des Rechts der Niederlassungsfreiheit und des Rechts auf Freizügigkeit der Bürger der Europäischen Union dar.

B.6.2. Die Genehmigung zum Organisieren einer Kinderbetreuungsstätte von der Bedingung abhängig zu machen, dass zumindest einer der in dieser Einrichtung beschäftigten Kinderbetreuer eine aktive Kenntnis der niederländischen Sprache besitzt, hat zur Folge, dass die Personen, die diese Sprache beherrschen, gegenüber denjenigen, die sie nicht beherrschen, bei der Suche nach einer Arbeitsstelle in diesem Sektor bevorteilt werden.

Diese Bestimmung kann also das Recht auf Freizügigkeit der Erwerbstätigen, die Bürger anderer Mitgliedstaaten sind, die diesen Beruf ausüben möchten und die nicht nachweisen können, dass sie eine aktive Kenntnis dieser Sprache besitzen, behindern.

B.7.1. Gemäß der in B.2.3 zitierten Begründung zum Dekretentwurf, der zu der angefochtenen Bestimmung geführt hat, sind diese Einschränkungen gerechtfertigt durch die Notwendigkeit, die anwendbaren Vorschriften, Richtlinien, Empfehlungen sowie die verwendeten Instrumente verstehen zu können und sie in der Praxis anzuwenden sowie leicht mit den niederländischsprachigen Familien kommunizieren zu können (*Parl. Dok.*, Flämisches Parlament, 2011-2012, Nr. 1395/1, S. 33).

B.7.2. Es kann legitim sein, von einem Bewerber um eine Stelle Sprachkenntnisse einer gewissen Stufe zu verlangen (EuGH, 28. November 1989, *Groener*, C-379/87, Randnr. 20; 6. Juni 2000, *Angonese*, C-281/98, Randnr. 44), selbst wenn der Betroffene die betreffende Sprache nicht bei der Ausübung seiner Funktionen benutzen muss. So verlangen das Gespräch mit den Benutzern und die Einhaltung der im Aufnahmemitgliedstaat geltenden Rechtsvorschriften wie auch die Erfüllung der administrativen Aufgaben eine angemessene Kenntnis der Sprache dieses Staates. Die sprachlichen Anforderungen sollen gewährleisten, dass sich der Betroffene mit den Benutzern und den Verwaltungsbehörden dieses Staates angemessen verständigen kann (EuGH, 4. Juli 2000, *Haim*, C-424/97, Randnrn. 59 und 60).

B.7.3. Es wird also ein Ziel des Allgemeininteresses verfolgt, das auf geeignete Weise die Einschränkungen des durch den AEUV gewährleisteten Rechtes auf Niederlassungsfreiheit und Freizügigkeit angemessen rechtfertigen kann.

B.8.1. Der Gerichtshof muss prüfen, ob die in der angefochtenen Bestimmung enthaltene Einschränkung im Verhältnis zum somit angestrebten Ziel steht. Die sprachlichen Anforderungen dürfen nämlich gemäß dem Europäischen Gerichtshof nicht über das zur Erreichung dieses Ziels Erforderliche hinausgehen (ebenda, Randnr. 60).

B.8.2. Diesbezüglich ist zunächst festzustellen, dass das Erfordernis, die aktive Kenntnis der niederländischen Sprache nachzuweisen, nur für den Verantwortlichen der Kinderbetreuungsstätte und für einen der Kinderbetreuer gilt. In den Kinderbetreuungsstätten, in denen mehr als ein Kinderbetreuer tätig ist, gilt diese Verpflichtung also nicht für die anderen Kinderbetreuer.

B.8.3. Sodann verhindert diese Bestimmung, wie in B.3.4 und B.3.6 präzisiert wurde, nicht die Benutzung anderer Sprachen durch diese Personen. In der Begründung zum Dekretentwurf, der zu der angefochtenen Bestimmung geführt hat, wurde im Übrigen ausdrücklich bestätigt, dass diese Bestimmung nicht dagegen spricht, «dass auch ausschließlich anderssprachige (nicht niederländischsprachige) Kinderbetreuung möglich sein muss» (*Parl. Dok.*, Flämisches Parlament, 2011-2012, Nr. 1395/1, S. 42).

B.8.4. In der angefochtenen Bestimmung ist nicht präzisiert, was unter «aktive Kenntnis der niederländischen Sprache» zu verstehen ist. Die Flämische Regierung muss die diesbezüglichen Modalitäten festlegen (Artikel 6 § 5 Absatz 1 des Dekrets vom 20. April 2012). In den Vorarbeiten heißt es:

«Der Nachweis der Sprachkenntnis kann durch einen in niederländischer Sprache ausgestellten Befähigungsnachweis oder durch einen Sprachtest (mindestens Stufe B2 nach dem Europäischen Referenzrahmen für Sprachen) erbracht werden» (*Parl. Dok.*, Flämisches Parlament, 2011-2012, Nr. 1395/1, S. 33).

Es ist folglich nicht erforderlich, dass die Betroffenen ein in niederländischer Sprache ausgestelltes Diplom besitzen. Diejenigen, die ein solches nicht besitzen, können einen Sprachtest ablegen. Das in den Vorarbeiten für diesen Test angegebene Niveau ist im Übrigen nicht derart, dass er übermäßig schwer wäre oder in keinem Verhältnis zur Funktion stünde. Gegebenenfalls hat das zuständige Gericht zu prüfen, ob das durch die Flämische Regierung vorgesehene Niveau dieser Präzisierung entspricht.

B.8.5. Schließlich bestimmt Artikel 6 § 7 des Dekrets vom 20. April 2012:

«Die Flämische Regierung kann auf Antrag eines Trägers eine Abweichung von der Einhaltung gewisser Genehmigungsbedingungen gewähren, die in Ausführung der Paragraphen 1 bis 4 festgelegt werden, unter der Bedingung, dass die Sicherheit der Kinder und der Mitarbeiter sowie die Qualität der Kinderbetreuung ausreichend gewährleistet sind. Die Flämische Regierung legt die Regeln für die Erteilung dieser Abweichung fest».

Folglich kann die Flämische Regierung eine Abweichung von der Regel gewähren, dass der Verantwortliche und wenigstens einer der Kinderbetreuer nachweisen, dass sie eine aktive Kenntnis der niederländischen Sprache besitzen, sofern die Sicherheit der Kinder und der Mitarbeiter sowie die Qualität der Kinderbetreuung dadurch nicht beeinträchtigt werden.

B.9.1. In Anbetracht der in B.8.2 bis B.8.5 angeführten Präzisierungen sind die in der angefochtenen Bestimmung enthaltenen Einschränkungen der durch den AEUV garantierten Freiheiten nicht unverhältnismäßig.

B.9.2. Der vierte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5538 und der dritte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5539 sind unbegründet, insofern sie sich auf Artikel 6 § 1 Nr. 4 des Dekrets vom 20. April 2012 beziehen.

In Bezug auf Artikel 7 des Dekrets vom 20. April 2012

B.10. Artikel 7 des Dekrets vom 20. April 2012 bestimmt:

«Die Träger mit einer Genehmigung zur Familienbetreuung oder einer Genehmigung für die Betreuung einer Kindergruppe können einen Basiszuschuss von 'Kind en Gezin' erhalten.

Die Flämische Regierung legt die Modalitäten für den Basiszuschuss fest, zu denen mindestens die Bedingungen der aktiven Sprachkenntnis des Niederländischen für die Kinderbetreuer und die Benutzung des Niederländischen bei der Tätigkeit der Kinderbetreuungsstätte gehören».

B.11.1. Das Bezuschussungssystem, das durch das Dekret vom 20. April 2012 eingeführt wurde, umfasst einen Basiszuschuss und etwaige zusätzliche Zuschüsse. Für jeden Zuschuss, einschließlich des Basiszuschusses, muss der Träger der Kinderbetreuung zusätzliche Bedingungen zu denjenigen erfüllen, die er einhalten muss, um die notwendige Genehmigung für die Organisation der Betreuung zu erhalten.

Artikel 7 des Dekrets betrifft den Basiszuschuss. Durch Absatz 2 dieser Bestimmung wird der Flämischen Regierung die Befugnis erteilt, die Modalitäten für die Gewährung dieses Basiszuschusses festzulegen, und es wird präzisiert, dass zu diesen Modalitäten zumindest eine Bedingung der aktiven Kenntnis der niederländischen Sprache auf Seiten der Kinderbetreuer und eine Bedingung des Gebrauchs der niederländischen Sprache bei der Tätigkeit der Kinderbetreuungsstätte gehören müssen.

Ein Träger, der den Basiszuschuss erhält, kann anschließend einen zusätzlichen Zuschuss beantragen, wenn er mit einem Tarif arbeitet, der entsprechend den Einkünften der Haushalte berechnet wird, und wenn er vorrangig Kinder aus Familien betreut, die bestimmte Merkmale aufweisen (Artikel 8). Einen zusätzlichen Zuschuss können auch die Träger, die den Basiszuschuss und den Zuschuss im Sinne von Artikel 8 beziehen, für die Durchführung der Betreuung von Kindern aus benachteiligten Familien erhalten (Artikel 9). Schließlich wird ebenfalls ein Zuschuss den Trägern gewährt, die eine Kinderbetreuung zu flexiblen Öffnungszeiten organisieren, sowie denjenigen, die Kinder mit spezifischen Pflegebedürfnissen betreuen (Artikel 10).

B.11.2. Die Begründung zu dem Dekretentwurf enthält folgende Erläuterungen zu Artikel 7:

«Neben der Bedingung, eine Genehmigung zu besitzen, gelten unter anderem als zusätzliche Bedingungen: eine aktive Sprachkenntnis des Niederländischen auf Seiten der Betreuer und mindestens die Benutzung des Niederländischen bei der Tätigkeit der Kinderbetreuungsstätte. Für die Flämische Gemeinschaft stellt nämlich die Förderung des Erlernens der niederländischen Sprache durch Kleinkinder entsprechend der Verwirklichung der Politik der Chancengleichheit ein politisches Ziel dar. Auf diese Weise kann die Betreuung von Kleinkindern dazu beitragen, eine etwaige Entwicklungsverzögerung bei Kindern aus benachteiligten oder anderssprachigen Familien zu vermeiden (siehe auch: Flämisches Regierungsabkommen 2009-2014, SS. 25 und 27, *Parl. Dok.*, Flämisches Parlament, 2009, Nr. 31/1). Dies ist nur möglich, wenn die Kinderkrippe auch mit Betreuern arbeitet, die die niederländische Sprache beherrschen, und wenn die niederländische Sprache tatsächlich bei der Tätigkeit der Kinderbetreuung benutzt wird. Der Basiszuschuss stellt also, neben einer Beteiligung an den Kosten für die Erfüllung der Genehmigungsbedingungen, einen Hebel entsprechend diesem sprachlichen Ziel dar.

Obwohl das Erlernen der niederländischen Sprache durch jedes Kind in der flämischen Gesellschaft ein wichtiges flämisches Ziel darstellt, ist es infolge des Gutachtens des Staatsrates vom 2. August 2011, Randnummern 15 bis 16, nicht möglich, Bedingungen in Bezug auf das Niveau der Genehmigung aufzuerlegen. Artikel 30 der Verfassung garantiert nämlich, dass der Gebrauch der in Belgien gesprochenen Sprachen frei ist. Dies bedeutet, dass auch ausschließlich anderssprachige (nicht niederländischsprachige) Kinderbetreuung möglich sein muss.

Daher werden diese Bedingungen mit der Bezuschussung verbunden, ab dem Basiszuschuss.

Ein Kinderbetreuer muss eine aktive Kenntnis der niederländischen Sprache besitzen, um in der Praxis die Vorschriften, die Richtlinien und die Empfehlungen sowie die angewandten Instrumente korrekt auslegen und anwenden zu können. Die Kenntnis der niederländischen Sprache ist ebenfalls notwendig, damit die Betreuer auf geeignete Weise die Kleinkinder begleiten und stimulieren können in einem Alter, das für ihre Sprachentwicklung am wichtigsten ist, dies bei dem Erlernen des Niederländischen als Verkehrssprache in der flämischen Gesellschaft und als Unterrichtssprache in Flandern. Das Übereinkommen über die Rechte des Kindes bestimmt, dass jedes Kind das Recht auf Entfaltung hat. Es obliegt den Behörden, dem Kind bei seiner Entfaltung zu helfen. Die Sprache stellt einen der Aspekte dieser Entfaltung dar. Die Fähigkeit, eine Sprache fließend sprechen zu können, fördert die Teilnahme an der Gesellschaft. Neben der Benutzung des Niederländischen als gebräuchliche Umgangssprache mit den Kindern ist es ebenfalls notwendig, dass der Betreuer auch (im Rahmen der Entwicklung der Identität) die zu Hause gesprochene Sprache des Kindes berücksichtigt, wenn es nicht das Niederländische ist. Dies bedeutet, dass die Benutzung dieser Sprache weder abgelehnt noch bestraft werden darf. Sie bewirkt, dass sich das Kind wohl und in Sicherheit fühlen kann. Außerdem stellt die Beachtung der zu Hause gesprochenen Sprache einen wichtigen Hebel dar, um die Einbindung der Kinder und ihrer Familie sowie ihre Teilnahme an der Betreuung zu stärken.

Die Verbindung dieser Sprachbedingungen mit dem Basiszuschuss dient also dazu, eine niederländischsprachige Kinderbetreuung von guter Qualität zu verwirklichen.

Der Nachweis der Sprachkenntnis kann durch einen in niederländischer Sprache ausgestellten Befähigungsnachweis oder durch einen Sprachtest (mindestens Stufe B2 nach dem Europäischen Referenzrahmen für Sprachen) erbracht werden. Die Flämische Regierung legt die betreffenden Modalitäten fest» (*Parl. Dok.*, Flämisches Parlament, 2011-2012, Nr. 1395/1, SS. 42-43).

Was die aus einem Verstoß gegen die Regeln der Zuständigkeitsverteilung abgeleiteten Klagegründe betrifft

B.12. Der zweite Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5538 ist abgeleitet aus einem Verstoß durch Artikel 7 Absatz 2 des Dekrets vom 20. April 2012 gegen die Artikel 30 und 129 der Verfassung und gegen die allgemeinen Grundsätze der Legalität und Rechtssicherheit.

Die klagenden Parteien führen insbesondere an, dass Artikel 30 der Verfassung die Freiheit des Gebrauchs der Sprachen in Privatbeziehungen gewährleiste, dass die Gemeinschaften in Bezug auf den Sprachgebrauch nur für die Angelegenheiten im Sinne von Artikel 129 der Verfassung zuständig seien und dass in jedem Fall die Artikel 30 und 129 der Verfassung es dem Gesetzgeber verbieten würden, die Regelung über den Sprachgebrauch auf die ausführende Gewalt zu übertragen.

B.13.1. Indem vorgesehen wird, dass die durch die Flämische Regierung festzulegenden Bedingungen für die Erlangung des Basiszuschusses zumindest Bedingungen der aktiven Sprachkenntnis des Niederländischen auf Seiten der Kinderbetreuer enthalten müssen, regelt Artikel 7 Absatz 2 des Dekrets vom 20. April 2012 in keiner Weise den Gebrauch dieser Sprache durch die betreffenden Personen, weder in ihren Beziehungen mit den Kindern und mit den Eltern, noch in den Beziehungen zwischen den Personalmitgliedern der Kinderbetreuungsstätte. Diese Bestimmung verhindert nicht den Gebrauch anderer Sprachen in der Betreuungsstätte.

B.13.2. Wie in B.3.5 erwähnt wurde, sind die Gemeinschaften aufgrund von Artikel 128 der Verfassung und Artikel 5 § 1 II Nr. 1 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen für die Angelegenheit der Betreuung von Kindern im Vorschulalter zuständig. Sie können in der Ausübung dieser Zuständigkeit die Bedingungen festlegen, die zu erfüllen sind, um einen Zuschuss der Flämischen Gemeinschaft zu erhalten. Sofern diese Bestimmung eine enge Verbindung zu der Zuständigkeit der Gemeinschaften für die Kinderbetreuung aufweist und vorbehaltlich der Prüfung der Vereinbarkeit dieser Bedingungen mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung und mit den Bestimmungen des Rechtes der Europäischen Union, können sie, ohne ihre Zuständigkeit zu überschreiten, vorsehen, dass die Kinderbetreuer eine aktive Kenntnis der niederländischen Sprache besitzen müssen, ohne den Gebrauch dieser Sprache zu regeln. Durch dieses Erfordernis kann gewährleistet werden, dass die Kinder aus niederländischsprachigen Familien immer in ihrer Muttersprache betreut werden können.

B.13.3. Folglich ist in Bezug auf die Bedingung der Sprachkenntnis Artikel 7 Absatz 2 des Dekrets vom 20. April 2012 keine Bestimmung, die den Sprachengebrauch regelt im Sinne von Artikel 129 der Verfassung, und war der flämische Dekretgeber befugt, diese Bestimmung anzunehmen, da die enge Verbindung dieser Bestimmung mit der Zuständigkeit der Gemeinschaften für die Kinderbetreuung sich aus dem in B.11.2 erwähnten Ziel ergibt.

B.13.4. Der zweite Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5538 ist unbegründet in Bezug auf die Bedingung der Sprachkenntnis, die im angefochtenen Artikel 7 Absatz 2 vorgesehen ist.

B.14. Artikel 7 Absatz 2 des Dekrets vom 20. April 2012 sieht auch vor, dass die durch die Flämische Regierung festzulegenden Bedingungen, um den Basiszuschuss zu erhalten, zumindest Bedingungen bezüglich der «Benutzung des Niederländischen bei der Tätigkeit der Kinderbetreuungsstätte» enthalten müssen.

B.15. Artikel 30 der Verfassung bestimmt:

«Der Gebrauch der in Belgien gesprochenen Sprachen ist frei; er darf nur durch Gesetz und allein für Handlungen der öffentlichen Gewalt und für Gerichtsangelegenheiten geregelt werden».

Artikel 129 der Verfassung wurde in B.3.2 zitiert.

B.16.1. Unbeschadet der in Artikel 129 § 2 der Verfassung angeführten Ausnahmen bezüglich der Gemeinden, der Dienststellen und der Einrichtungen, die darin erwähnt sind, wird der Gebrauch der Sprachen den Gemeinschaften nur in den drei Angelegenheiten im Sinne von Artikel 129 § 1 der Verfassung anvertraut. Diese Zuständigkeit unterscheidet sich von den jeweiligen materiellen Zuständigkeiten der Gemeinschaften. Aus der Zuständigkeit der Gemeinschaften für die Regelung der Angelegenheit der Betreuung von Kindern im Vorschulalter ergibt sich also nicht, dass der Dekretgeber aus diesem bloßen Umstand befugt wäre, die Sprache zu bestimmen, in der die Kinderbetreuungsstätten ihre Tätigkeiten ausüben müssten.

B.16.2. Die Zuständigkeiten, mit denen der Föderalstaat, die Gemeinschaften und die Regionen ausgestattet sind, um Ausgaben im Rahmen ihrer öffentlichen Politik oder in Form von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche oder privatrechtliche Einrichtungen zu gewähren, unterliegen der materiellen Zuständigkeit, der diese Finanzmittel zugewiesen wurden, vorbehaltlich der gegebenenfalls in der Verfassung oder dem Sondergesetz vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen vorgesehenen Ausnahmen. Ebenso gehört die Finanzierung einer Politik zur «Regelung» der betreffenden Angelegenheit. Eine Behörde darf keine Finanzmittel für Projekte bereitstellen, für die sie nicht zuständig ist.

B.16.3. Vorbehaltlich der Angelegenheiten im Sinne von Artikel 129 § 1 der Verfassung dürfen die Gemeinschaften also nicht den Gebrauch der Sprachen durch Zuschüsse regeln.

B.17.1. Sowohl aus dem Wortlaut von Artikel 7 Absatz 2 des Dekrets vom 20. April 2012 als auch aus dem in B.11.2 angeführten Auszug aus der Begründung geht hervor, dass der Dekretgeber jede Möglichkeit, Zuschüsse zu erhalten, nur den Strukturen vorbehalten möchte, die nachweisen können, dass die niederländische Sprache tatsächlich bei der Tätigkeit der Kinderbetreuungsstätte benutzt wird. Es handelt sich also um eine Maßnahme zur Regelung des Sprachengebrauchs.

B.17.2. Da der Dekretgeber nicht befugt ist, den Gebrauch der Sprachen in Betreuungseinrichtungen für Kinder im Vorschulalter zu regeln, darf er keine Bestimmungen in dieser Angelegenheit annehmen, ungeachtet des Gegenstands dieser Bestimmungen.

B.17.3. Der zweite Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5538 ist in diesem Maße begründet. In Artikel 7 Absatz 2 des Dekrets vom 20. April 2012 ist also die Wortfolge « und die Benutzung des Niederländischen bei der Tätigkeit der Kinderbetreuungsstätte» für nichtig zu erklären.

B.18.1. Der erste Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5539 ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11, 30 und 143 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit den Artikeln 8 und 14 der Europäischen Menschenrechtskonvention, mit den Artikeln 5, 14, 16, 18 und 28 des Übereinkommens über die Rechte des Kindes und mit den allgemeinen Grundsätzen der Rechtssicherheit, der Legalität und der Verhältnismäßigkeit.

Dieser Klagegrund ist gegen die Artikel 6, 7 und 8 des Dekrets vom 20. April 2012 gerichtet. Der Gerichtshof prüft diesen Klagegrund hier nur, insofern er sich auf Artikel 7 Absatz 2 des Dekrets bezieht, in dem eine Bedingung der Sprachkenntnis vorgeschrieben wird.

B.18.2. Die klagende Partei führt an, dass der Dekretgeber dadurch, dass er die aktive Sprachkenntnis des Niederländischen auf Seiten der Kinderbetreuer vorschreibe, um den Basiszuschuss zu erhalten, notwendigerweise eine Verringerung der Anzahl Kinderbetreuungsstätten und somit der verfügbaren Plätze im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt sowie im Gegenzug eine Erhöhung der finanziellen Belastung der Französischen Gemeinschaft wegen eines bedeutsamen Anstiegs der Anzahl Kinderbetreuungseinrichtungen, die ihre Anbindung an das «Office de la naissance et de l'enfance» beantragten, herbeiführe. Sie ist der Auffassung, dass der Dekretgeber im vorliegenden Fall eine Gesetzgebung, die nicht mit der föderalen Loyalität vereinbar sei, angenommen und somit gegen Artikel 143 der Verfassung verstoßen habe.

B.18.3. Aus den in B.4.7 und B.4.8 dargelegten Gründen ist der erste Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5539 unbegründet, insofern er sich auf Artikel 7 Absatz 2 des Dekrets vom 20. April 2012 bezieht.

Was die aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Bestimmungen des Rechts der Europäischen Union abgeleiteten Klagegründe betrifft

B.19. Der vierte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5538 ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 18, 45 und 49 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union (AEUV), mit den Artikeln 1 und 7 der Verordnung (EU) Nr. 492/2011 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 5. April 2011 über die Freizügigkeit der Arbeitnehmer innerhalb der Union, mit Artikel 24 der Richtlinie 2004/38/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. April 2004 über das Recht der Unionsbürger und ihrer Familienangehörigen, sich im Hoheitsgebiet der Mitgliedstaaten frei zu bewegen und aufzuhalten, und mit Artikel 21 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union (die Charta).

Dieser Klagegrund bezieht sich auf die Artikel 6 § 1 Nr. 4 und 7 Absatz 2 des angefochtenen Dekrets. Der Gerichtshof prüft ihn hier nur, insofern er Artikel 7 Absatz 2 betrifft und ausschließlich hinsichtlich der Bedingung der Sprachkenntnis.

Der vierte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5539 ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 18 und 45 des AEUV, mit Artikel 3 der Verordnung (EWG) Nr. 1612/68 des Rates vom 15. Oktober 1968 über die Freizügigkeit der Arbeitnehmer innerhalb der Gemeinschaft und mit den Artikeln 21, 24, 34 und 36 der Charta.

Dieser Klagegrund betrifft die Artikel 7 und 8 des angefochtenen Dekrets. Der Gerichtshof prüft ihn hier nur, insofern er Artikel 7 Absatz 2 betrifft und ausschließlich hinsichtlich der Bedingung der Sprachkenntnis.

B.20. Die klagenden Parteien sind der Auffassung, dass Artikel 7 Absatz 2 des Dekrets vom 20. April 2012 dadurch, dass der Erhalt des Basiszuschusses von den Bedingungen abhängig gemacht werde, die die Flämische Regierung in Bezug auf die aktive Sprachkenntnis des Niederländischen für die Kinderbetreuer festlegen müsse, eine Einschränkung des Rechtes auf die Freizügigkeit der Arbeitnehmer einführe, die nicht mit dem Recht der Europäischen Union vereinbar sei, und eine Diskriminierung aufgrund der Sprache oder der Staatsangehörigkeit enthalte.

B.21. Insofern im vierten Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5539 ein Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 3 der Verordnung (EWG) Nr. 1612/68 des Rates vom 15. Oktober 1968 geltend gemacht wird, ist festzustellen, dass diese Verordnung durch die Verordnung (EU) Nr. 492/2011 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 5. April 2011 über die Freizügigkeit der Arbeitnehmer innerhalb der Union aufgehoben und ersetzt wurde. Der Gerichtshof kann die angefochtene Bestimmung daher nicht anhand der Verordnung (EWG) Nr. 1612/68 des Rates vom 15. Oktober 1968 prüfen.

B.22. Den Basiszuschuss von der Bedingung abhängig zu machen, dass Kinderbetreuer eine aktive Kenntnis der niederländischen Sprache besitzen, hat zur Folge, dass Personen, die in diesem Sektor eine Arbeit suchen und diese Sprache beherrschen, gegenüber denjenigen, die sie nicht beherrschen, bevorteilt werden.

Diese Bestimmung kann also das Recht auf Freizügigkeit der Arbeitnehmer, die Bürger anderer Mitgliedstaaten sind und die diesen Beruf ausüben möchten, jedoch nicht nachweisen können, dass sie eine aktive Kenntnis dieser Sprache besitzen, beeinträchtigen.

B.23. Gemäß der in B.11.2 angeführten Begründung zum Dekretentwurf, der zu der angefochtenen Bestimmung geführt hat, bezweckt die angefochtene Maßnahme einerseits, die Vorschriften korrekt auslegen und in der Praxis anwenden zu können, und andererseits bei den Kleinkindern, deren Eltern wünschen, dass sie in dieser Sprache erzogen werden, den Erwerb der niederländischen Sprache als Verkehrssprache in der flämischen Gesellschaft und als die Sprache des flämischen Unterrichts zu fördern (*Parl. Dok.*, Flämisches Parlament, 2011-2012, Nr. 1395/1, S. 42).

B.24.1. Aus der in B.7 und B.8 angeführten Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofes geht hervor, dass es sich um Ziele des Allgemeininteresses handelt, die auf geeignete Weise die Einschränkungen des durch den AEUV gewährleisteten Rechtes auf Freizügigkeit rechtfertigen können.

B.24.2. Der Gerichtshof muss noch prüfen, ob die in der angefochtenen Bestimmung enthaltene Einschränkung nicht unverhältnismäßig ist gegenüber den damit verfolgten Zielen.

B.24.3. Das Erfordernis einer aktiven Kenntnis der niederländischen Sprache in Bezug auf alle Kinderbetreuer geht nicht über das hinaus, was die Zielsetzung der angefochtenen Bestimmung erfordert. Damit alle Eltern, die wünschen, dass ihr Kind in Niederländisch betreut wird, die Garantie haben, dass dies erfüllt wird, wenn sie sich an eine durch die flämische Behörde bezuschusste Kinderbetreuungsstätte wenden, konnte der Dekretgeber es nämlich als notwendig erachten, dass das gesamte Personal der bezuschussten Kinderbetreuungsstätten den Nachweis der ausreichenden Kenntnis dieser Sprache erbringen kann.

Im Übrigen geht aus den B.11.2 zitierten Vorarbeiten hervor, dass der Dekretgeber ebenfalls wünscht, dass in den Kinderbetreuungsstätten «die zu Hause gesprochene Sprache des Kindes berücksichtigt» wird, wenn es nicht das Niederländische ist, so dass anderssprachige Kinder sich ebenfalls wohl und geborgen fühlen.

B.24.4. In der angefochtenen Bestimmung ist nicht präzisiert, was unter «aktive Sprachkenntnis des Niederländischen» zu verstehen ist. Die Flämische Regierung muss dies festlegen. In den Vorarbeiten heißt es diesbezüglich:

«Der Nachweis der Sprachkenntnis kann durch einen in niederländischer Sprache ausgestellten Befähigungsnachweis oder durch einen Sprachtest (mindestens Stufe B2 nach dem Europäischen Referenzrahmen für Sprachen) erbracht werden» (*Parl. Dok.*, Flämisches Parlament, 2011-2012, Nr. 1395/1, S. 43).

Es ist folglich nicht erforderlich, dass die Betroffenen ein in niederländischer Sprache ausgestelltes Diplom besitzen. Diejenigen, die ein solches nicht besitzen, können einen Sprachtest ablegen. Das in den Vorarbeiten für diesen Test angegebene Niveau ist im Übrigen nicht derart, dass er übermäßig schwer oder unverhältnismäßig im Verhältnis zur Funktion wäre. Gegebenenfalls hat das zuständige Gericht zu prüfen, ob das durch die Flämische Regierung vorgesehene Niveau dieser Präzisierung entspricht.

B.24.5. Der vierte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5538 und der vierte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5539 sind unbegründet.

In Bezug auf Artikel 8 des Dekrets vom 20. April 2012

B.25.1. Artikel 8 des Dekrets vom 20. April 2012 bestimmt:

«§ 1. Die Träger mit einer Genehmigung für die Familienbetreuung oder einer Genehmigung für die Betreuung einer Kindergruppe können neben dem Zuschuss im Sinne von Artikel 7 einen Zuschuss von 'Kind en Gezin' für die Durchführung einer Kinderbetreuung erhalten, für die die Familien auf der Grundlage des Einkommens zahlen, und für die Verwirklichung des Zugangs zur Kinderbetreuung für die Familien, die Merkmale aufweisen, die sich vorrangig beziehen auf:

1. die Arbeitssituation, mit mindestens dem Merkmal, dass die Kinderbetreuung notwendig ist, um Zugang zum Arbeitsmarkt zu haben oder um in diesem Rahmen an einer Berufsausbildung teilnehmen zu können, und anschließend:

2. die finanzielle Lage;
3. die Familienzusammensetzung.

§ 2. Vorbehaltlich der Bestimmungen von § 1 gilt gegenüber den Kinderbetreuungsstätten im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt ein Vorrang für die Kinder, von denen mindestens ein Elternteil ausreichend die niederländische Sprache beherrscht, in Höhe von maximal 55 Prozent ihrer Betreuungskapazität.

Um in den Genuss dieser Vorrangsregel zu gelangen, muss der Elternteil auf eine der folgenden Weisen nachweisen, dass er ausreichend die niederländische Sprache beherrscht:

1. durch Vorlage von zumindest dem niederländischsprachigen Abschlusszeugnis des Sekundarschulunterrichts oder eines gleichwertigen niederländischsprachigen Zeugnisses;

2. durch Vorlage des niederländischsprachigen Abschlusszeugnisses des zweiten Jahres des dritten Grades des Sekundarschulunterrichts oder eines gleichwertigen niederländischsprachigen Zeugnisses;

3. durch Vorlage des Nachweises, dass er zumindest Niederländisch der Stufe B1 nach dem Gemeinsamen Europäischen Referenzrahmen für Sprachen beherrscht. Dies geschieht anhand eines der folgenden Dokumente:

a) ein Zeugnis des durch die Flämische Gemeinschaft anerkannten, finanzierten oder bezuschussten Unterrichts oder ein gleichwertiges niederländischsprachiges Zeugnis, das das erforderliche Niveau der Kenntnis der niederländischen Sprache belegt;

b) eine Bescheinigung der Stufenbestimmung durch ein 'Huis van het Nederlands' (Haus der niederländischen Sprache), die das erforderliche Niveau der Kenntnis der niederländischen Sprache belegt;

4. durch Vorlage des Nachweises der ausreichenden Kenntnis der niederländischen Sprache, nachdem eine Sprachprüfung bei dem Auswahlbüro der Föderalverwaltung abgelegt wurde;

5. durch Vorlage des Nachweises, dass er neun Jahre lang als Regelschüler am niederländischsprachigen Unterricht des Primar- und Sekundarschulwesens teilgenommen hat. Dies geschieht anhand von Bescheinigungen, die hierzu durch die betreffenden Schulbehörden ausgestellt werden.

§ 3. Die Flämische Regierung bestimmt:

1. die Modalitäten bezüglich des Preises der Kinderbetreuung für die Familien, einschließlich des Grundsatzes, dass die Familien für die von ihnen gebuchten Kinderbetreuungstage zahlen;

2. die Vorrangsregeln für den Zugang im Sinne von § 1 und § 2, wobei ein absoluter Vorrang im Rahmen der Arbeitssituation, der auf dieser Ebene zu erzielenden Mindestergebnisse und der Weise, auf die diese Ergebnisse gemessen werden, besteht;

3. die Modalitäten bezüglich der Merkmale im Sinne von § 1 und die Weise, in der sie formal festgestellt werden».

Die Klagegründe beziehen sich auf die Paragraphen 2 und 3 Nr. 2 dieser Bestimmung.

B.25.2. Paragraph 2 von Artikel 8 wurde durch einen Abänderungsantrag eingefügt, der wie folgt gerechtfertigt wurde:

«Den Erwerb der niederländischen Sprache durch Kleinkinder zu fördern, insbesondere entsprechend der Verwirklichung der Politik der Chancengleichheit, ist ein bedeutendes politisches Ziel der Flämischen Gemeinschaft.

Das Übereinkommen über die Rechte des Kindes bestimmt, dass jedes Kind Recht auf Entfaltung hat. Es obliegt den Behörden, dem Kind bei seiner Entfaltung zu helfen. Die Sprache ist einer der Aspekte dieser Entfaltung. Der Umstand, fließend eine Sprache sprechen zu können, begünstigt die Teilnahme an der Gesellschaft.

Die Kleinkinder müssen daher in dem wichtigsten Alter für ihre sprachliche Entwicklung auf korrekte Weise begleitet, stimuliert und betreut werden bei dem Erwerb der niederländischen Sprache als Verkehrssprache in der flämischen Gesellschaft und als Unterrichtssprache in Flandern.

Daher ist es von wesentlicher Bedeutung, dass die Kleinkinder ausreichend Gelegenheit haben, in den Kinderbetreuungsstätten aktiv die niederländische Sprache voneinander zu lernen durch Kommunikation untereinander und durch freie Teilnahme an den Gruppentätigkeiten (das so genannte 'spielerische Lernen').

Im niederländischen Sprachgebiet - in dem das Niederländische die Mehrheitssprache ist und in dem die Mehrheit der Kleinkinder zu Hause (zumindest auch) in Niederländisch erzogen werden - erfolgt dieser gegenseitige Lernprozess weitgehend spontan. Kleinkinder, die zu Hause nicht die niederländische Sprache sprechen, werden in diesem Kontext durch ihre kleinen niederländischsprachigen Altersgenossen stimuliert, um ihren etwaigen Sprachrückstand aufzuholen.

Im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt ist ein solcher partizipativer und gegenseitiger Erwerb der niederländischen Sprache jedoch nicht immer selbstverständlich. Das zweisprachige Gebiet Brüssel-Hauptstadt ist nämlich nicht nur eine gemischte Stadt, sondern eine mehrsprachige Stadt *par excellence*. Diese sprachliche und kulturelle Vielfalt ist sicherlich ein Vorteil, stellt jedoch gleichzeitig eine besondere Herausforderung für die Position der niederländischen Sprache in den (niederländischsprachigen bezuschussten) Kinderbetreuungsstätten dar. Die Einwohner von Brüssel können sich - ungeachtet dessen, oder es sich um niederländischsprachige, französischsprachige Personen, zweisprachige Personen, gemischtsprachige Familien, anderssprachige oder internationale Ansässige handelt - an die Gemeinschaftseinrichtungen ihrer Wahl wenden. Dies gilt also auch für die durch die Flämische Gemeinschaft bezuschussten Kinderbetreuungsstätten. Diese Kinderbetreuungsstätten nehmen derzeit bereits sowohl Kinder aus Familien, die zu Hause (auch) niederländisch sprechen, als auch Kinder von anderssprachigen Familien auf, die sich (bewusst) für eine (bezuschusste) niederländischsprachige Dienstleistung entscheiden.

Die Entwicklung der Kenntnis der niederländischen Sprache bei allen Kleinkindern, die diese Einrichtungen besuchen, muss ein vorrangiges Ziel der Politik sein. Wenn jedoch die Zahl der niederländischsprachigen Kinder zu gering ist, droht eine Gefahr des Sprachrückstands sowohl für die (von Haus aus anderssprachigen) Kinder als auch für die Kinder, die zu Hause (zumindest auch) niederländisch sprechen.

Durch diesen Abänderungsantrag zur Festlegung der Vorrangsregel zugunsten der Eltern, die die niederländische Sprache beherrschen, möchten die Autoren in Bezug auf die bezuschussten Kinderbetreuungsstätten im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt ein Vorrangssystem einführen, um einen ausgewogenen Zugang zu privaten Einrichtungen für die Betreuung von Kleinkindern einzuführen, einerseits für die (von Haus aus) niederländischsprachigen Kinder und andererseits die (von Haus aus) anderssprachigen Kinder» (*Parl. Dok.*, Flämisches Parlament, 2011-2012, Nr. 1395/4, SS. 7-8).

B.25.3. Aus Paragraph 2 von Artikel 8 ergibt sich, dass der zusätzliche Zuschuss für Kinderbetreuungsstätten, die die in Paragraph 1 desselben Artikels festgelegten Bedingungen erfüllen, im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt den Kinderbetreuungsstätten vorbehalten ist, in denen für bis zu maximal 55 Prozent ihrer Plätze ein vorrangiger Zugang für die Kinder gilt, von denen zumindest ein Elternteil die niederländische Sprache ausreichend beherrscht.

Was die aus einem Verstoß gegen Artikel 143 der Verfassung abgeleiteten Klagegründe betrifft

B.26. Der sechste Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5538, der erste Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5539 und der vierte, durch die intervenierende Partei vorgebrachte Klagegrund sind abgeleitet aus einem Verstoß gegen Artikel 143 der Verfassung und gegen die Grundsätze der föderalen Loyalität und der Rechtssicherheit. Die klagenden Parteien und die intervenierende Partei bemängeln im Wesentlichen, dass der Dekretgeber die angefochtene Bestimmung angenommen habe, ohne irgendeine vorherige Konzertierung mit der Französischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaftskommission und der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, während sie der Auffassung seien, dass die besondere Lage der Kinderbetreuung im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt, die durch einen erheblichen Mangel an Plätzen und durch die Vielfalt der für diese Angelegenheit zuständigen Behörden gekennzeichnet sei, eine Konzertierung zwischen diesen verschiedenen Behörden erfordert habe. Sie sind der Auffassung, dass die angefochtene Maßnahme auf unverhältnismäßige Weise die Folgen des Bevölkerungswachstums im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt den durch das «Office de la naissance et de l'enfance» bezuschussten Einrichtungen und folglich den Finanzen der Französischen Gemeinschaft auferlege.

B.27. Durch den bloßen Umstand, dass verschiedene Behörden für die Betreuung von Kindern im Vorschulalter im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt zuständig sind oder dass in diesem Gebiet ein erhebliches Bevölkerungswachstum oder ein wachsender Mangel an Betreuungsplätzen für Kinder im Vorschulalter besteht, kann jedoch nicht abgeleitet werden, dass der Dekretgeber durch die Annahme des angefochtenen Artikels 8 ohne vorherige Konzertierung mit den anderen zuständigen Behörden, während eine Konzertierung in dieser Angelegenheit durch den Sondergesetzgeber nicht vorgeschrieben wurde, die föderale Loyalität verletzt oder gegen den Verhältnismäßigkeitsgrundsatz, der mit der Ausübung gleich welcher Zuständigkeit einhergeht, verstoßen hätte. Die Vorrangsregel, die eingehalten werden muss, um einen zusätzlichen Zuschuss zu erhalten, hat nämlich nicht zur Folge, dass in diesem Gebiet Betreuungsplätze gestrichen würden. Sie dient dazu, einen Vorrang im Zugang zu gewissen bestehenden Betreuungsplätzen einzuführen, und beeinflusst nicht die Gesamtzahl der verfügbaren Plätze. Diese Maßnahme hat also nicht zur Folge, dass für die anderen Behörden, die im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt in diesem Bereich zuständig sind, die Ausübung ihrer Zuständigkeiten unmöglich gemacht oder übertrieben erschwert würde.

B.28. Die Klagegründe sind unbegründet.

Was die aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11, 22bis, 23, 30 und 191 der Verfassung in Verbindung mit gewissen Bestimmungen der Europäischen Menschenrechtskonvention, mit dem Übereinkommen über die Rechte des Kindes und mit dem Internationalen Pakt über bürgerliche und politische Rechte abgeleiteten Klagegründe betrifft

B.29. Im dritten Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5538, dem zweiten Teil des zweiten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 5539 und im ersten, zweiten und dritten Klagegrund, die durch die intervenierende Partei vorgebracht werden, werden verschiedene Diskriminierungen zwischen Kindern und zwischen Eltern bemängelt, je nachdem, ob sie zu einer Familie gehörten, die den Nachweis erbringen könne, dass einer der Elternteile ausreichend die niederländische Sprache beherrsche.

Die Klagegründe sind abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung sowie - je nach Fall - gegen die Artikel 22bis, 23, 30 und 191 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit den Artikeln 8 und 14 der Europäischen Menschenrechtskonvention, mit Artikel 2 des ersten Zusatzprotokolls zu dieser Konvention, mit den Artikeln 2, 3, 5, 6, 14, 16, 18 und 28 des Übereinkommens über die Rechte des Kindes und mit den Artikeln 17 und 26 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte.

B.30. Artikel 22bis Absatz 3 der Verfassung bestimmt, dass «jedes Kind [...] das Recht auf Maßnahmen und Dienste [hat], die seine Entwicklung fördern». Artikel 2 des Übereinkommens über die Rechte des Kindes verbietet jede Diskriminierung zwischen der Hoheitsgewalt der Vertragsstaaten unterstehenden Kindern. Artikel 3 desselben Übereinkommens erlegt den Vertragsstaaten die Verpflichtung auf, sicherzustellen, dass bei allen Maßnahmen, die Kinder betreffen, das Wohl des Kindes vorrangig berücksichtigt wird, und dem Kind den Schutz und die Fürsorge zu gewährleisten, die zu seinem Wohlergehen notwendig sind.

B.31. Indem das Recht auf den damit eingeführten zusätzlichen Zuschuss den Brüsseler Kinderbetreuungsstätten vorbehalten wird, die einen Vorrang bei der Einschreibung in Höhe von maximal 55 Prozent ihrer Plätze für die Kinder praktizieren, von denen ein Elternteil die niederländische Sprache ausreichend beherrscht, führt die angefochtene Bestimmung zu einem Behandlungsunterschied zwischen Kindern je nachdem, ob einer seiner Elternteile den Nachweis der ausreichenden Beherrschung des Niederländischen mit den durch den Dekretgeber festgelegten Beweismethoden erbringen kann oder nicht. Diese Kinder werden nämlich weniger Aussichten auf Zugang zu den Kinderbetreuungseinrichtungen haben, die einen durch «Kind en Gezin» erteilten zusätzlichen Zuschuss für die Einrichtungen erhalten, welche einen progressiven Tarif entsprechend dem Einkommen der Eltern anwenden.

B.32. Der angefochtene Behandlungsunterschied beruht auf einem objektiven Kriterium, nämlich darauf, ob einer der Elternteile des Kindes nachweisen kann, dass er ausreichend die niederländische Sprache beherrscht.

B.33. Aus den in B.25.2 angeführten Vorarbeiten geht hervor, dass die angefochtene Bestimmung bezweckt, «einen ausgewogenen Zugang zu privaten Einrichtungen für die Betreuung von Kleinkindern einzuführen, einerseits für die (von Haus aus) niederländischsprachigen Kinder und andererseits die (von Haus aus) anderssprachigen Kinder». Der Dekretgeber verfolgt damit ein legitimes Ziel, das die angefochtene Maßnahme adäquat rechtfertigen kann. Der Gerichtshof muss noch prüfen, ob die in der angefochtenen Bestimmung enthaltene Einschränkung nicht unverhältnismäßig ist gegenüber dem somit angestrebten Ziel.

B.34.1. Im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt ist die Familienpolitik im Sinne von Artikel 5 § 1 II Nr. 1 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen eine Angelegenheit, die durch mehrere Gesetzgeber geregelt wird.

Die Flämische Gemeinschaft ist zuständig für die dort niedergelassenen Einrichtungen, die aufgrund ihrer Organisation als ausschließlich zu dieser Gemeinschaft gehörend zu betrachten sind.

Die Französische Gemeinschaftskommission ist zuständig für die dort niedergelassenen Einrichtungen, die aufgrund ihrer Organisation als ausschließlich zur Französischen Gemeinschaft gehörend zu betrachten sind.

Die Französische Gemeinschaft bleibt dafür zuständig, das zu regeln, was zu den Aufgaben des «Office de la naissance et de l'enfance» gehört.

Die Gemeinsame Gemeinschaftskommission ist ihrerseits dafür zuständig, die Aspekte dieser Angelegenheit zu regeln, die sich der Zuständigkeit der drei vorerwähnten Dekretgeber entziehen.

B.34.2. Angesichts des Vorstehenden ist es nicht unvernünftig, dass Einrichtungen, wie die Kinderbetreuungsstätten, die aufgrund ihrer Organisation als ausschließlich zur Flämischen Gemeinschaft gehörend zu betrachten sind, einen Prozentsatz des vorrangigen Zugangs für Familien vorsehen müssen, von denen ein Elternteil ausreichend die niederländische Sprache beherrscht. Während der Diskussion im zuständigen Ausschuss des Flämischen Parlaments über einen ähnlichen Abänderungsantrag wie denjenigen, der zu der angefochtenen Bestimmung geführt hat, hat ein Mitglied nämlich bemerkt, «dass es niederländischsprachigen Eltern in Brüssel oft schwer fällt, Zugang zu einer Kinderbetreuung, die durch 'Kind en Gezin' bezuschusst wird, zu finden» und dass «die Zugänglichkeit der genehmigten Kinderbetreuung für Niederländischsprachige in der Region Brüssel-Hauptstadt zu erhöhen ist» (*Parl. Dok.*, Flämisches Parlament, 2011-2012, Nr. 1395/5, S. 25).

B.35.1. Gemäß Artikel 8 § 2 Absatz 2 kann ein Elternteil auf fünf Arten nachweisen, dass er die niederländische Sprache ausreichend beherrscht. Diese entsprechen dem, was in Artikel III.3 § 1 Nr. 1 des Dekrets vom 28. Juni 2002 «über die Chancengleichheit im Unterrichtswesen - I» vorgesehen ist.

Die Maßnahme wäre unverhältnismäßig, wenn die von den Eltern geforderten Nachweise übermäßig schwer zu erbringen wären, doch es ergibt sich nicht, dass dies der Fall wäre, so dass unter diesem Vorbehalt nicht davon ausgegangen werden kann, dass die angefochtene Bestimmung die Rechte der Betroffenen auf diskriminierende Weise verletzen würde.

B.35.2. Schließlich geht aus der angefochtenen Bestimmung hervor, dass der vorrangige Zugang für Kinder, von denen mindestens ein Elternteil die niederländische Sprache ausreichend beherrscht, maximal 55 Prozent der Betreuungskapazität beträgt, so dass, wie die Flämische Regierung angeführt hat, der Verantwortliche der Kinderbetreuungsstätte einen niedrigeren Prozentsatz des Vorrangs festlegen kann.

B.36. Unter dem in B.35.1 angeführten Vorbehalt sind die Klagegründe unbegründet.

Was die aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Bestimmungen des Rechtes der Europäischen Union abgeleiteten Klagegründe betrifft

B.37. Der fünfte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5538, der zweite Teil des vierten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 5539 und der fünfte Klagegrund, der durch die intervenierende Partei vorgebracht wird, sind abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit - je nach Fall - den Artikeln 18, 20, 21, 45, 49 und 56 des AEUV, mit den Artikeln 21, 24, 34 und 36 der Charta, mit den Artikeln 2 und 3 der Richtlinie 2000/43/EG des Rates vom 29. Juni 2000 zur Anwendung des Gleichbehandlungsgrundsatzes ohne Unterschied der Rasse oder der ethnischen Herkunft, mit den Artikeln 1 und 7 der Verordnung (EU) Nr. 492/2011 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 5. April 2011 über die Freizügigkeit der Arbeitnehmer innerhalb der Union, mit Artikel 24 der Richtlinie 2004/38/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. April 2004 über das Recht der Unionsbürger und ihrer Familienangehörigen, sich im Hoheitsgebiet der Mitgliedstaaten frei zu bewegen und aufzuhalten, und mit Artikel 3 der Verordnung (EWG) Nr. 1612/68 des Rates vom 15. Oktober 1968 über die Freizügigkeit der Arbeitnehmer innerhalb der Gemeinschaft.

Die klagenden Parteien und die intervenierende Partei bemängeln verschiedene, durch das Recht der Europäischen Union verbotene Diskriminierungen zwischen Kindern und zwischen Eltern sowie einen diskriminierenden Verstoß gegen das Recht auf Freizügigkeit und die Niederlassungsfreiheit.

B.38. Da aus dem in B.35.2 Erwähnten hervorgeht, dass die angefochtene Bestimmung nicht die Tragweite hat, die ihr die klagenden Parteien und die intervenierende Partei beimessen, kann sie aus den gleichen Gründen, wie sie in B.34 und B.35 angeführt wurden, nicht gegen die in den Klagegründen angeführten Bestimmungen verstoßen.

B.39. Die Klagegründe sind unbegründet.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

- erklärt in Artikel 7 Absatz 2 des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 20. April 2012 zur Organisation der Betreuung von Säuglingen und Kleinkindern die Wortfolge « und die Benutzung des Niederländischen bei der Tätigkeit der Kinderbetreuungsstätte» für nichtig;

- weist die Klagen vorbehaltlich der in B.35.1 erwähnten Auslegung im Übrigen zurück.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 30. Juni 2014.

Der Kanzler,

F. Meersschant

Der Präsident,

J. Spreutels